



BRIEFING DE BRUXELLES SUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

UNE SÉRIE DE RÉUNIONS SUR DES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT ACP-UE



Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Ce recueil a été préparé par
Isolina Boto, responsable du Bureau de Bruxelles du CTA
Avec l'aide de Lebo Mofolo, assistante de recherche, CTA



Briefing n. 36

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Bruxelles, le 4 avril 2014

Ce recueil a été préparé par

Isolina Boto, responsable du Bureau
de Bruxelles du CTA

Avec l'aide de Lebo Mofolo, assistante
de recherche, CTA

Les informations contenues dans le
présent document proviennent des
lectures de fond compilées dans le
cadre du 36^e Briefing de Bruxelles sur
le développement intitulé « Réaliser
la promesse de l'agriculture pour la
transformation de l'Afrique ».

Ce document informatif ainsi que
la plupart des ressources sont
disponibles sur
<http://bruxellesbriefings.net/>

Table des matières

1. Contexte

Principaux défis pour l'agriculture africaine

2. Vue d'ensemble de l'agriculture africaine

2.1. Des systèmes agricoles variés

2.2. Tendances clés de la production alimentaire

2.3. Commerce régional : le nouveau moteur

2.4. Faire face à l'insuffisance des performances du commerce interrégional en Afrique

3. Revitaliser l'agriculture en Afrique : le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

3.1. Lancement du PDDAA

3.2. Principaux domaines d'intervention du PDDAA

4. Financement de l'agriculture

4.1. Financement de la recherche et du développement agricoles

5. Le rôle du secteur privé dans la transformation de l'agriculture africaine

5.1. Défis pour le secteur privé

5.2. Investissement du secteur privé dans l'agriculture : les couloirs de croissance et de développement

5.3. Amélioration des infrastructures à travers les PPP

5.4. Rôle du secteur privé dans la recherche et le développement

6. Réussites et opportunités pour l'agriculture africaine

6.1. Moteurs de succès : une combinaison de facteurs

7. Perspectives d'avenir : transformation agricole et structurelle en Afrique

7.1. Transformation structurelle

7.2. Rôle de l'agriculture dans le processus de transformation

8. Conclusion

Annexes

Glossary

Acronyms

Resources

Websites



1. Contexte

Le Rapport sur le développement dans le monde (Banque mondiale, 2008) souligne l'importance de la croissance dans l'agriculture, qui constitue un catalyseur essentiel de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Selon le rapport, la croissance du PIB liée à l'agriculture entraîne une augmentation des revenus des pauvres deux à quatre fois supérieure à celle apportée par la croissance du PIB non liée à l'agriculture. L'agriculture durable joue un rôle central dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales. Selon le PNUD (2012b), il est important de renforcer la productivité agricole et la nutrition pour la sécurité alimentaire et le développement humain. Selon le programme, la hausse de la production alimentaire renforcera la sécurité alimentaire en augmentant la disponibilité des aliments et en diminuant les prix alimentaires, améliorant ainsi l'accès à l'alimentation. De plus, une plus grande productivité augmentera également les revenus des populations, avec un impact positif sur la santé et l'éducation (PNUD, 2012a).

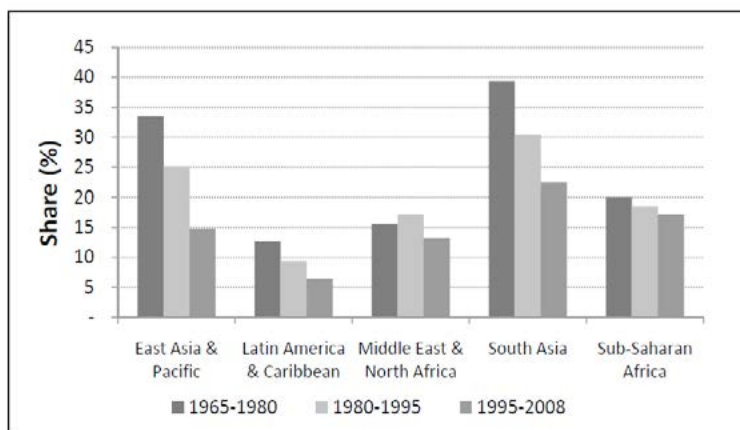
L'agriculture peut jouer un rôle essentiel dans la transformation de l'Afrique, car elle permet de créer des emplois et de la valeur ajoutée à travers l'augmentation de la productivité du travail et

des terres. Le Rapport sur le développement humain en Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement explique que la hausse de productivité, notamment en matière de rendement des aliments de base et des petites exploitations agricoles, renforce la sécurité alimentaire en augmentant la disponibilité des aliments de base et en faisant baisser leur prix. L'amélioration de l'accès à des aliments abordables est un composant essentiel de la transformation structurelle, car elle permet de maintenir le coût de la vie et du travail à un niveau faible tout en entraînant une augmentation de la compétitivité et des opportunités de fabrication et d'expansion industrielle. Le renforcement de la productivité agricole accroît également les revenus dans les zones rurales en soutenant les agro-industries et en augmentant le niveau de vie. On observe alors une hausse de la demande en matière de formation et de renforcement des compétences. La croissance rapide de la productivité agricole trouve sa source dans l'augmentation du rendement des denrées de base. Elle peut aider les pays africains à réduire la pauvreté et à assurer la sécurité alimentaire dans les zones rurales et urbaines. Pour y parvenir, il est nécessaire d'améliorer les routes, les voies ferrées, les entrepôts et les technologies de communication, ainsi que de renforcer l'accès aux marchés.¹ L'agriculture demeure

la source prédominante d'emplois dans de nombreuses régions et représente 63 % des revenus des ménages ruraux en Afrique, 62 % en Asie, 50 % en Europe et 56 % en Amérique latine. En Afrique, environ 65 % de la population active travaille dans le secteur agricole et contribue ainsi à près de 32 % du produit intérieur brut (PIB) du continent.² La croissance agricole a été le précurseur de la croissance industrielle en Europe et, plus récemment, dans certaines régions d'Asie. En outre, elle entraîne des effets plus larges ou multiplicateurs permettant aux pays pauvres de diversifier leur économie en développant des secteurs où la croissance peut être plus rapide et où la productivité et les salaires sont généralement plus élevés pour la main-d'œuvre. Dans les régions où la productivité agricole a connu une croissance lente, comme dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, les activités non agricoles se sont également développées lentement.³ La production agricole en Afrique a augmenté de façon régulière au cours des 30 dernières années et sa valeur a presque triplé (+160 %). Cette hausse dépasse nettement le taux de croissance de la production agricole mondiale sur la même période (+100 %), mais elle est presque identique à celle de l'Amérique du Sud (+174 %) et inférieure – mais comparable – à la croissance en Asie (+212 %).⁴

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Figure 1: Part moyenne de l'agriculture dans le PIB



Source: WDI, 2009

Encourager l'agriculture suppose de soutenir les revenus de ceux qui cultivent directement ou qui pratiquent des activités secondaires liées à l'agriculture. Comme l'avance la FAO, l'impact de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté est deux fois plus important que dans d'autres secteurs : « Si l'inégalité des revenus n'est pas excessive, la croissance agricole réduit la pauvreté au sein des populations les plus pauvres. Dans les pays à faibles revenus pauvres en ressources (à l'exception de l'Afrique subsaharienne), un taux donné de croissance du PIB liée à la croissance agricole réduit la pauvreté cinq fois plus qu'un taux identique de croissance du PIB liée à la croissance non agricole. En Afrique subsaharienne, la croissance agricole est onze fois plus efficace. Ainsi, le renforcement de la production et de la productivité agricoles demeure essentiel si l'on veut parvenir à une réduction rentable de la pauvreté, en particulier dans les pays à faibles revenus. »⁵ Alors que la production alimentaire en Asie a presque doublé et que l'Amérique du Sud a connu une croissance de 70 %, l'agriculture

africaine a enregistré des performances modestes par rapport à la croissance de sa population ces dernières années.⁶ Néanmoins, il existe une grande variation entre les pays. Sur l'ensemble des pays africains, 13 ont doublé leur production ces 20 dernières années, dont le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Ghana, où les petits agriculteurs constituent une grande partie de la population.⁷ L'Afrique demeure un acteur marginal du commerce mondial. En effet, elle ne représentait que 2,8 % des exportations mondiales (en dollars américains courants) et 2,5 % des importations mondiales entre 2000 et 2010. Les parts de l'Afrique et de l'Afrique subsaharienne dans les exportations et les importations mondiales ont chuté de manière significative entre 1970 et 2011.⁸

- L'agriculture africaine face à de nombreux défis

La production agricole en Afrique n'a augmenté que très lentement ces quarante dernières années. L'agriculture africaine est exposée à diverses menaces telles que la

flambée des prix alimentaires, la mauvaise gestion des terres et de l'eau, la hausse des prix de l'énergie et des engrais, ainsi que l'impact du changement climatique sur la production alimentaire et les moyens de subsistance. L'augmentation des rendements culturaux par hectare a été beaucoup plus lente en Afrique que dans n'importe quelle autre région du monde. Dans une certaine mesure, cela peut être dû à un déclin de la fertilité du sol dans certaines régions, mais le manque d'innovation technique est généralement considéré comme un facteur majeur. L'Afrique n'a pas connu d'événements similaires à la révolution verte asiatique, qui a apporté à la région des innovations et entraîné la dissémination de variétés améliorées. En Afrique, moins de dépenses ont été consenties pour la recherche et le développement que dans n'importe quelle autre région (Banque mondiale, 2007, Binswanger et al. 2009). Les faibles progrès en matière d'utilisation de l'irrigation – moins de 4 % des terres culturales sont irriguées (Binswanger et al. 2009), en dépit du potentiel non

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique



exploité élevé de cette technique (Banque mondiale 2007) – constitue une autre entrave à l'augmentation des rendements culturaux. Faire face au changement climatique demandera des efforts d'adaptation et d'atténuation importants.

Les subventions du Nord ont tendance à stimuler la production mondiale et à entraîner les prix internationaux à la baisse, limitant les bénéfices pour les exportateurs africains – le coton est un excellent exemple : les exportations de coton américain produit à l'aide de subventions font chuter le prix mondial – et rendant les marchés locaux vulnérables aux produits alimentaires bon marché importés. Les pays du Nord sont parfois accusés d'écouler leurs produits alimentaires excédentaires sur les

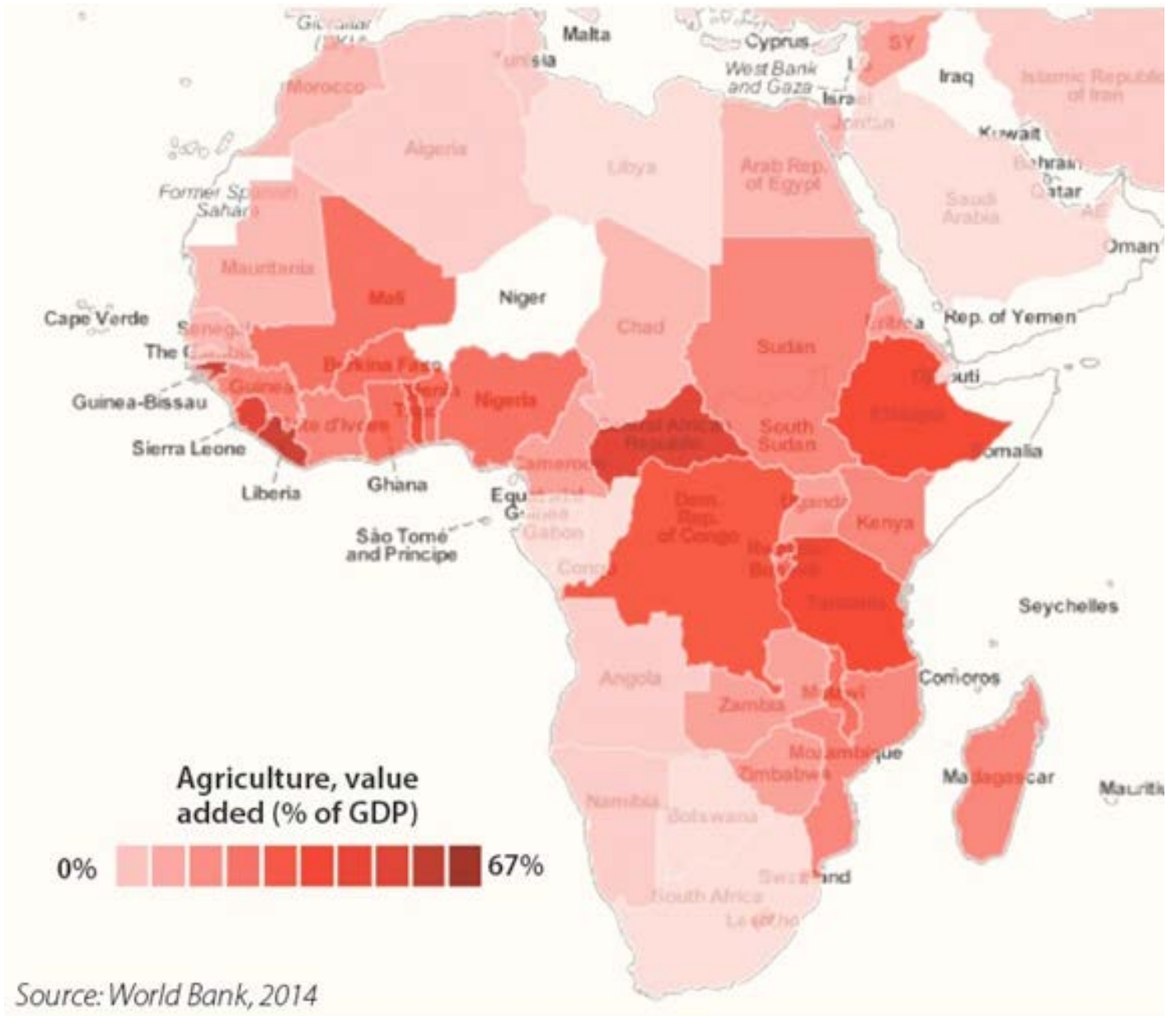
marchés africains, en partie par le biais d'exportations commerciales subventionnées et en partie par le biais de l'aide alimentaire. Les barrières non tarifaires, prenant généralement la forme de normes sanitaires et phytosanitaires strictes, peuvent être énormes et « l'escalade des droits de douane », qui entraîne des droits d'importation plus élevés que pour les biens non transformés, décourage l'ajout de valeur dans les pays exportateurs.⁹ Si l'on souhaite être à même de nourrir plus de neuf milliards de personnes d'ici 2050, il sera nécessaire de doubler la production alimentaire de manière durable. L'agriculture doit donc être résistante : capable de supporter les stress et les chocs ou de s'en remettre. Le développement d'une agriculture résiliente exige de

recourir à des technologies et des pratiques se fondant sur le savoir agroécologique et permettant aux petits producteurs de contrer la dégradation environnementale et le changement climatique de façon à maintenir une croissance agricole durable.¹⁰ Les marchés financiers et les institutions financières rurales sont faibles. Les progrès de la science et de la technologie sont insuffisants et la recherche, la vulgarisation et l'éducation agricoles restent sous-financées.¹¹ L'absence de cadre politique cohérent et la faiblesse des capacités institutionnelles en matière de mise en œuvre des politiques s'avèrent aussi être des facteurs clés de la performance médiocre de l'aide à l'agriculture africaine (cf. Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale 2007).

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique



Figure 2: Poids économique de l'agriculture



Source: World Bank, 2014

2. Vue d'ensemble de l'agriculture africaine

En Afrique, la production nationale est insuffisante et le continent dépense chaque année entre 30 et 50 milliards USD environ en importations alimentaires. Cela prive le continent de fonds pour les dépenses particulièrement nécessaires en matière d'infrastructures et de services sociaux et économiques. On estime que si l'approvisionnement en produits alimentaires n'augmente pas sur le continent, l'Afrique dépensera environ 150 milliards USD en importations alimentaires d'ici 2030.¹² L'agriculture reste le secteur majeur des économies africaines. Même s'il ne représente qu'environ un cinquième du PIB africain, un grand nombre d'Africains gagnent leur vie grâce au secteur primaire. En Afrique, l'agriculture se caractérise par un degré élevé de diversité où de grandes exploitations coexistent avec une part importante de petits producteurs. Selon Future Agriculture, l'agriculture africaine est composée de presque 33 millions de petits agriculteurs possédant une surface de 2 ha ou moins et produisant 90 % de l'agriculture totale (Wiggins et Leturque, 2010).

Pourtant, les gouvernements n'accordent toujours pas assez d'importance à l'agriculture : les allocations budgétaires attribuées au secteur sont très faibles malgré l'adoption de la déclaration de Maputo en 2003. Elles restent également bien éloignées des 11 à 14 % des budgets nationaux asiatiques consacrés à l'agriculture dans le cadre des révolutions vertes. Les capacités gouvernementales restent limitées et la qualité de la recherche agricole et des institutions de développement est généralement médiocre, surtout lorsque celles-ci sont décentralisées. Les nouvelles technologiques

manquent souvent d'adéquation avec les conditions locales ou restent peu accessibles pour les agriculteurs. La faiblesse et l'imprévisibilité des politiques ainsi que les défaillances chroniques des marchés entravent l'accès aux marchés, peu importe la taille de l'exploitation, et dissuadent les agriculteurs et les entrepreneurs d'investir et d'innover. La demande directe auprès des producteurs est limitée en raison du coût élevé de la mise sur le marché et de l'acheminement des intrants jusqu'aux exploitations.¹³

L'Afrique souffre de faim chronique. À la suite de la flambée des prix alimentaires de 2007/2008, la FAO estime que 12 % supplémentaires de personnes souffrent de sous-alimentation en Afrique subsaharienne, faisant grimper le total à 265 millions de personnes, soit un tiers de la population. Dans la même région, plus d'un quart (28 %) des enfants âgés de moins de cinq ans souffraient d'insuffisance pondérale en 2006.

Si l'implication des femmes dans les activités agricoles varie de 20 à 60 %, il est important de noter que leur participation aux activités liées à l'agriculture est en augmentation dans les pays en développement.¹⁴ L'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD, 2008) recommande de suivre quatre étapes afin de soutenir la participation des femmes aux activités liées à l'agriculture. Ces étapes impliquent de soutenir les services publics – en particulier dans les zones rurales – afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des femmes ; de créer des politiques ayant pour objectif

un développement technologique reconnaissant et prenant en compte les compétences et l'expérience des femmes en matière de renforcement des connaissances dans la production alimentaire, ou de modifier les politiques existantes ; et d'évaluer et de réduire les effets négatifs des pratiques et des technologies agricoles risquées pour la santé des femmes.

2.1. Des systèmes agricoles variés

L'agriculture africaine se caractérise par la variété des systèmes agricoles et des modèles d'exploitation. Selon Dixon et al. (2001), onze systèmes agricoles peuvent être identifiés sur la base des critères suivants : l'accès aux ressources naturelles, les cultures de base, les stratégies de subsistance en relation avec les marchés et l'intensité des activités de production.

- Le *système d'exploitation agricole irrigué* se caractérise par de grands périmètres irrigués auxquels viennent s'ajouter de la culture en sec et de l'élevage. La superficie des terres va de 22 ha à moins de 0,1 ha. Les principales cultures sont le riz, le coton, les légumes et les cultures pluviales. L'incidence de la pauvreté est plus faible que dans les autres systèmes d'agriculture.
- Le *système de culture arboricole* est pratiqué dans les zones humides d'Afrique occidentale et centrale. Les principales cultures sont commerciales : cacao, café, palmier à huile et caoutchouc. La culture intercalaire est pratiquée pour des raisons de subsistance. Ces systèmes agricoles se

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

caractérisent par la présence de plantations, en particulier pour le caoutchouc et l'huile de palme. La pauvreté est limitée à modérée et se concentre chez les très petits agriculteurs et travailleurs.

- Le *système de culture mélangée céréales-racines* s'étend dans la région sèche d'Afrique occidentale et dans certaines régions d'Afrique centrale et australe. Selon les estimations, la zone cultivée représenterait 31 millions d'ha, en partie irrigués (0,4 million d'ha). La stratégie de subsistance est principalement basée sur la culture de maïs, de sorgho, de millet, de manioc, d'igname et de légumineuses, ainsi que sur l'élevage. Bien que les céréales soient importantes dans ce système agricole, les racines et les tubéreuses sont les principales cultures. La culture intercalaire est également pratiquée, avec un bon niveau de commercialisation. Selon Dixon et al. ce système agricole a un bon potentiel pour

devenir concurrentiel dans la production de céréales et de cultures d'exportation.

- Le *système d'agriculture mixte du maïs* est une source importante de nourriture pour l'Afrique centrale et australe. Ce système de culture est particulièrement répandu sur les plateaux ou dans les régions montagneuses, entre 800 et 1 500 mètres d'altitude. La principale culture alimentaire est le maïs, mais les stratégies de subsistance sont également basées sur les cultures de rente telles que le tabac, le café et le coton, ainsi que sur les transferts de fonds des migrants.
- Les *systèmes d'agriculture agropastorale axés sur le mil et le sorgho* caractérisent les régions sèches d'Afrique occidentale, orientale et australe. L'agriculture et l'élevage ont la même importance. Les principales cultures sont le sorgho, le millet perlé et les légumineuses. L'élevage de

moutons, de chèvres et de bétail est également important. Ce système agricole est caractérisé par des niveaux de pauvreté élevés et le principal facteur de vulnérabilité pour la production agricole est la sécheresse.¹⁵

L'IFPRI classe les pays africains en quatre groupes sur la base de leurs ressources naturelles et de leurs caractéristiques géographiques : (1) côtiers ; (2) enclavés ; (3) riches en ressources minérales ; et (4) présentant un potentiel agricole moins favorable. Ces caractéristiques décrivent les conditions initiales immuables dans lesquelles l'agriculture et les autres activités économiques doivent opérer. Les deux autres dimensions du débat concernent la situation de l'agriculture dans l'économie au sens large, ainsi que sa relation à la réduction de la pauvreté. L'un des arguments en faveur du rôle central de l'agriculture dans le développement concerne les liens étroits avec les ménages ruraux pauvres.¹⁶

Figure 3: Typologie des pays africains

		Rural poor more than half of poor population		
		Agriculture more than 30 percent of total GDP	Agriculture less than 30 percent of total GDP	Rural poor less than half of poor population
More-favorable agroecological conditions				
Coastal	Benin		Côte d'Ivoire	South Africa The Gambia
	Ghana		Kenya	
	Tanzania		Mauritius	
	Togo		Mozambique	
Landlocked	Burkina Faso		Senegal	
	Ethiopia		Lesotho	
	Malawi		Swaziland	
	Mali		Uganda	
			Zimbabwe	
Mineral	Central African Republic		Chad	Angola Cameroon Republic of Congo
	Democratic Republic of the Congo		Equatorial Guinea	
	Nigeria		Guinea	
	Sudan		Zambia	
Less-favorable agroecological conditions				
	Burundi		Eritrea	Botswana Cape Verde
	Niger		Madagascar	
	Rwanda		Mauritania	
	Namibia			

Source: Diao Xinshen, James Thurlow, Samuel Benin et Shenggen Fan. 2012. Strategies and priorities for African agriculture: economy wide perspectives from country studies. IFPRI



2.2. Tendances clés de la production alimentaire

L'analyse des données de 1960 à 2007 par la FAO a permis de conclure que l'Afrique était devenue un importateur net de produits alimentaires et agricoles. En 2007, l'Afrique a importé l'équivalent de près de 50 millions de dollars de produits alimentaires pour satisfaire la demande de sa population urbaine croissante.¹⁷ Selon la FAO, « dans l'ensemble, entre 1980 et 2007, les importations nettes de produits alimentaires en termes réels ont augmenté de 3,4 % par an, principalement en raison de la croissance de la population urbaine (2,6 % par an) ; l'augmentation de la consommation alimentaire par habitant se situant à seulement 0,8 % ». D'après la FAO, la croissance démographique, la productivité faible ou stagnante en matière de production agricole et alimentaire, les distorsions politiques, la médiocrité des infrastructures et la faiblesse du soutien institutionnel font partie des facteurs du déficit alimentaire en Afrique. Les principaux produits importés sont les céréales et, dans une moindre mesure, les produits de l'élevage, le sucre et les huiles végétales.¹⁸ Les exportations agricoles, quant à elles, ne représentent plus la source principale de devises étrangères pour de nombreux pays. L'Afrique a subi une baisse des exportations agricoles qui sont passées de 42 % dans les années 1960 à moins de 10 % entre 2001 et 2007. Les principaux produits alimentaires exportés restent le café, le thé et les épices.¹⁹

Les prévisions à moyen ou long terme prédisent une forte demande en produits alimentaires au niveau mondial. Bien que la hausse de la demande puisse créer des tensions sur les marchés des produits alimentaires comme lors de la crise alimentaire de 2007/2008, l'expansion des marchés mondiaux peut générer un climat favorable pour l'agriculture africaine. Tout d'abord, il y a une augmentation des opportunités de marché en Asie. Le développement économique et la diversification des régimes alimentaires renforcent la demande de produits que l'Afrique peut être en mesure de fournir. Il existe également une demande potentiellement forte en produits agricoles de la part des populations croissantes et en voie d'urbanisation en Afrique et en Asie. Ensuite, l'expansion des biocarburants génère également des opportunités. Il sera très difficile pour les pays de l'OCDE (en particulier ceux de l'UE) d'atteindre leurs objectifs de biocarburant sans recourir à d'importantes importations. Les pays dont les terres sont sous-utilisées, tels que le Mozambique et la Zambie, pourraient bénéficier de ces marchés en expansion. En plus de la demande solide sur les marchés d'exportation traditionnels, les exportations à « valeur ajoutée élevée » (telles que la floriculture ou les produits issus du commerce équitable, etc.) sont en expansion rapide et le CMAOC s'attend à ce que la valeur de ces nouvelles exportations égale la valeur des exportations traditionnelles d'ici 2030.²⁰

Sur les marchés africains, la croissance démographique, l'urbanisation et la croissance économique devraient entraîner

une hausse significative de la demande, ce qui constitue une autre opportunité pour les agriculteurs (Binswanger 2009). Par ailleurs, les demandes d'exportations de marchandises et de biens à valeur élevée devraient passer de respectivement 8 et 3 milliards USD en 2000 à environ 20 milliards USD en 2030. En outre, la demande sur les marchés agricoles nationaux et régionaux devrait passer de 50 à 150 milliards USD sur la même période.

Au cours de 40 dernières années, la production alimentaire par personne en Afrique a augmenté lentement tandis qu'elle a presque doublé dans l'ensemble de l'Asie, triplé en Asie de l'Est et connu une hausse de 70 % en Amérique du Sud.

Depuis le début des années 1980, la production alimentaire africaine par habitant a augmenté de quelque 18 %. La différence entre les régions est saisissante : l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest ont connu une augmentation respective de 52 % et 46 %, tandis que le reste de l'Afrique a vu la production alimentaire par habitant chuter sur cette même période. En effet, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest ont non seulement augmenté la production en bien plus grande proportion que la croissance démographique, mais elles ont aussi égalé le record de l'Asie en termes d'augmentation de la production alimentaire par habitant au cours de cette période. La préoccupation concernant la production alimentaire n'est pas un problème étendu à toute l'Afrique. Elle est plutôt concentrée en Afrique de l'Est et du Sud et en Afrique centrale.

Entre 2000 et 2005, la productivité agricole a augmenté

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

de 50 %. En 2009, la production agricole a atteint 12,3 % du PIB. Malheureusement, la croissance agricole continue en Afrique est davantage due à l'expansion des terres exploitées qu'à la hausse de la productivité. Cependant, il convient de noter que les agriculteurs et les organisations d'agriculteurs ont aussi mis en place plusieurs innovations fructueuses.

Malgré les progrès de la croissance agricole et l'amélioration qui en résulte en matière de sécurité

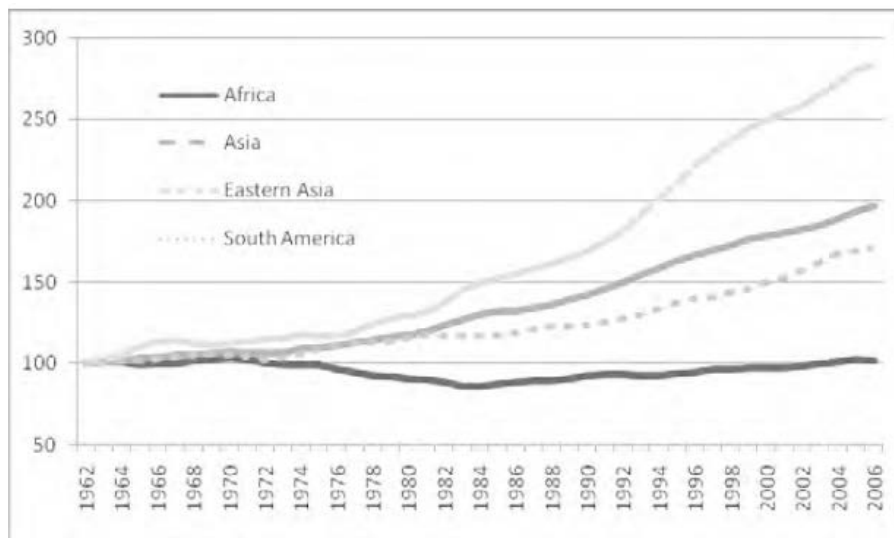
alimentaire, il reste beaucoup à faire en Afrique subsaharienne.²¹

En Afrique, la production alimentaire est dominée par les tubéreuses et les racines. En 2011, le manioc constituait 145 millions de tonnes du total des marchandises produites en Afrique. La viande de bétail local et l'igname occupaient les rangs suivants en termes de valeur.²²

L'Afrique de l'Ouest demeure le principal producteur de cacao. En 2012, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont

produit presque 60 % des fèves de cacao dans le monde. En 2012, cette région a également réalisé de bonnes performances dans le domaine de la production céréalière avec une augmentation de 14,2 % qui a eu un effet positif sur la situation générale de la sécurité alimentaire dans la région.²³ En revanche, les crises alimentaires au Sahel en 2011/2012 ont eu des répercussions négatives sur les biens et les épargnes des ménages ainsi que sur le niveau d'endettement d'une grande partie de la population.²⁴

Figure 4: Production alimentaire par habitant, 1962 à 2006 (comparée aux autres régions du monde)

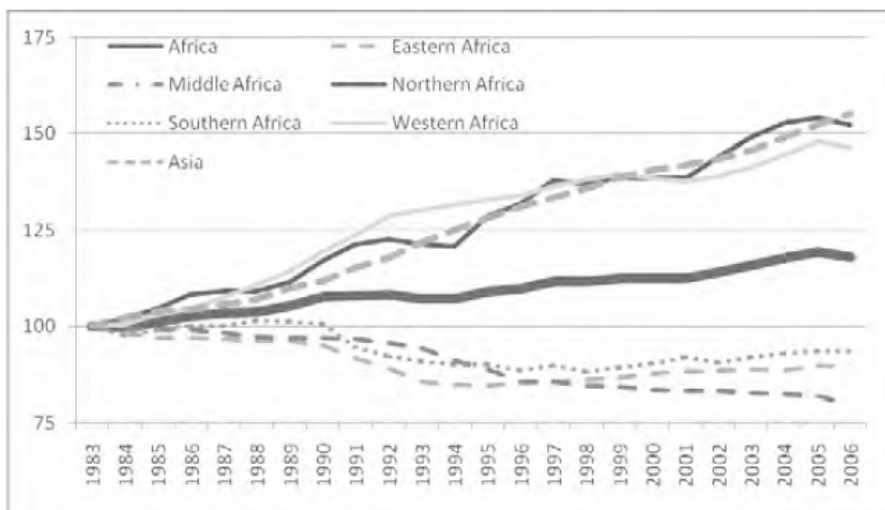


Source: Data from FAOSTAT, FAO. Gross food production per capita, indices, taken as three-year moving averages and based to 1961/63.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique



Figure 5: Production alimentaire par habitant en Afrique, 1982/1984 à 2005/2007



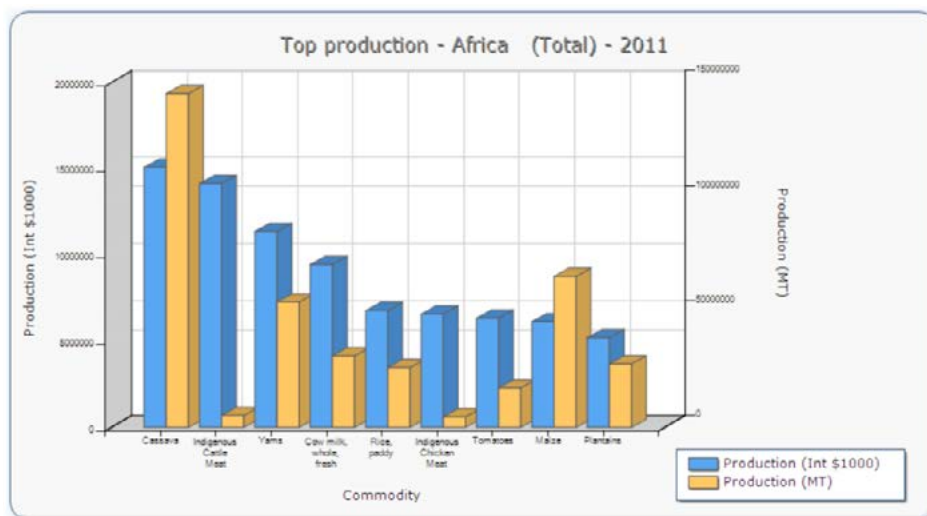
Source: Data from FAOSTAT, FAO. Gross food production per capita, indices, taken as three-year averages and based to 1982/84.

Les pays d'Afrique centrale²⁵, à l'exception du Cameroun, se caractérisent par une grande dépendance aux aliments importés pour satisfaire la

consommation locale. La situation est particulièrement grave en RCA, en RDC, au Tchad et au Congo du fait, entre autres, des conflits armés en RCA et dans la région du Kivu,

en RDC, et des déplacements de populations. La production céréalière de la région stagne, sauf au Tchad, où elle a doublé l'an dernier.²⁶

Figure 6



Source: FAOSTAT 2011. FAO

2.3. Commerce régional : le nouveau moteur

Chaque année, l'Afrique dépense entre 30 et 50 milliards USD en importations de produits agricoles, ce qui lui fait perdre des opportunités énormes, non seulement en termes d'opérations de change, mais surtout en termes de pertes d'emplois. La moitié de ce chiffre seule pourrait transformer l'agriculture africaine si elle était dépensée pour des produits africains. Les pays africains font plus de commerce avec le reste du monde qu'avec les pays du continent. Les chiffres disponibles indiquent que le commerce intra-africain représente entre 7 et 10 % du commerce total contre environ 40 % au sein de l'Europe et 60 % en Amérique du Nord. Il existe une série de barrières qui entravent les progrès de l'expansion du commerce intra-africain. On trouve, en tête, l'état déplorable des infrastructures africaines. En Afrique, la densité du réseau routier est 2,5 fois moins importante qu'en Amérique latine et 6 fois moins importante qu'en Asie. Seulement un tiers des Africains vivant dans les zones rurales se trouve dans un rayon de deux kilomètres d'une route accessible en toute saison, contre deux tiers de la population dans d'autres régions en développement. Le coût élevé des transports est de toute évidence le principal obstacle au commerce intra-africain. Selon certaines estimations, un investissement de 32 milliards USD visant à renforcer le principal réseau intra-africain de routes pourrait engendrer une

expansion du commerce d'environ 250 milliards USD sur 15 ans.²⁷

Le commerce intra-africain présente un potentiel énorme de création d'emplois et de stimulation de l'investissement et de la croissance en Afrique. Sur la période de 2007 à 2011, la part moyenne des exportations intra-africaines par rapport aux exportations totales de marchandises sur le continent était de 11 %, contre 50 % dans l'Asie en développement, 21 % en Amérique latine et dans les Caraïbes et 70 % en Europe. Par ailleurs, les preuves disponibles indiquent que le niveau réel de commerce du continent est également inférieur à son potentiel étant donné son niveau de développement et divers facteurs. Diverses raisons expliquent les médiocres performances régionales en Afrique, notamment le fait que, jusqu'à présent, la stratégie d'intégration régionale sur le continent a davantage été focalisée sur l'élimination des barrières au commerce que sur le développement des capacités de production nécessaires à celui-ci.

Le rôle limité du secteur privé dans les initiatives et les efforts d'intégration régionale a également joué un rôle dans les médiocres performances commerciales du continent.

- **Portée, tendances et composition du commerce africain**

À l'exception du commerce de marchandises, l'Afrique demeure un acteur marginal du commerce mondial. Elle ne représentait que 2,8 % des exportations mondiales

(en dollars américains courants) et 2,5 % des importations mondiales entre 2000 et 2010. Les parts de l'Afrique dans les exportations et les importations mondiales ont chuté de manière significative entre 1970 et 2011. Cette tendance à la baisse peut être observée dans presque toutes les régions d'Afrique et presque toutes les communautés économiques régionales africaines.²⁸ Le niveau de commerce intra-africain a crû en termes nominaux, passant de 45,9 milliards USD en 1995 à 130,1 milliards USD en 2011. Il a connu une croissance positive tous les ans à l'exception de la période 1998-2001 et de l'année 2009. Ces périodes de croissance négative ont coïncidé avec les récessions mondiales, indiquant une sensibilité potentielle du commerce intra-africain aux conditions économiques mondiales.

Dans l'Afrique en développement, la part des exportations intrarégionales représentait 10,9 % des exportations africaines mondiales entre 2007 et 2011, tandis que la part des importations intrarégionales dans les importations mondiales africaines était de 12,7 %. Ces parts sont plus faibles que celles d'autres régions en développement, à savoir l'Amérique et l'Asie.

En Afrique, les grands exportateurs de carburants sont généralement très dépendants des marchés régionaux extérieurs et leur part intra-africaine dans le commerce des carburants est donc très faible. Ce que l'Afrique produit et exporte est très important pour le commerce intra-africain. En Afrique, les limitations des structures de production et d'exportation et la

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

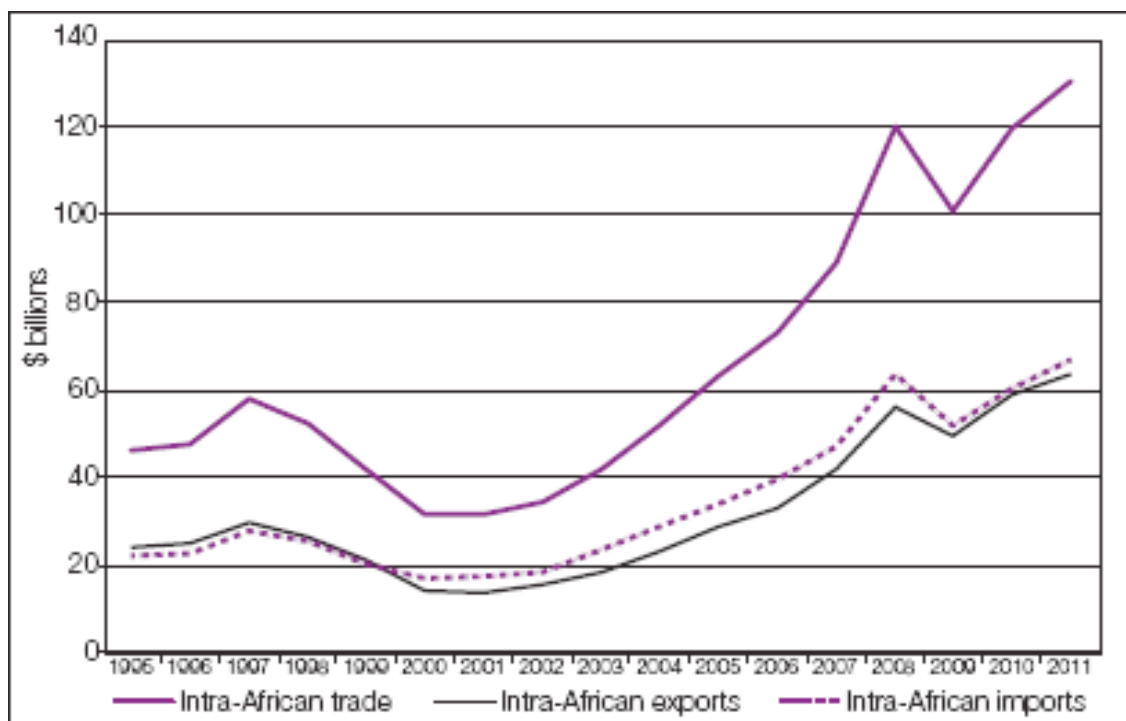


dépendance relative aux matières premières entravent la croissance du commerce intrarégional. En Afrique, la part plus élevée de commerce interne chez les exportateurs de produits non carburants vient appuyer l'argument selon lequel une base de production plus diversifiée par rapport aux carburants et plus axée sur les produits non carburants, tels que les produits manufacturiers, pourrait encourager l'approfondissement du commerce régional.

Dans le discours sur l'intégration régionale en Afrique, il est communément admis que le commerce intra-africain est très faible. Cette conclusion s'appuie sur une comparaison de la part du commerce régional dans le commerce total en Afrique et sur les autres continents, sur la base des données officielles disponibles. Cependant, cette méthode est problématique, car elle ne tient pas compte du commerce informel, qui, selon diverses sources, est relativement important en Afrique.

Les exportations informelles ougandaises vers la République démocratique du Congo, le Kenya, le Rwanda, le Soudan et la République unie de Tanzanie s'élevaient à 224 millions USD, soit 83 % du commerce total vers ces pays enregistré en 2006. En outre, les estimations concernant le commerce transfrontalier informel en Afrique de l'Ouest montrent que celui-ci pourrait représenter 20 % du PIB au Nigéria et 75 % au Bénin (Afrika et Ajumbo, 2012).

Figure 7: Commerce intra-africain 1995-2011



Source: UNCTADstat database.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

À l'exception de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), pour chaque communauté économique régionale africaine, une part importante des échanges avec l'Afrique ont lieu à l'intérieur même de leur bloc commercial régional. Cela confirme que la formation de blocs régionaux en Afrique a facilité la création de relations commerciales entre les pays membres (Cernat, 2001). Cependant, à l'exception du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), ces parts sont en diminution par rapport à la période allant de 1996 à 2000. En effet, le niveau de commerce de chaque communauté économique régionale africaine avec l'Afrique a plus que doublé entre la période 2001-2006 et la période 2007-2011. La Communauté de développement d'Afrique australe (CDA) enregistre le niveau de commerce le plus élevé avec l'Afrique - 53,8 milliards USD en moyenne pour la période de 2007 à 2011 - suivie de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) avec 46,1 milliards USD, en dépit du fait que cette dernière est le bloc commercial le plus important en termes de nombre de pays et de taille du PIB.

- **L'importance du commerce intra-africain varie largement selon les économies nationales**

Ainsi, pour la période de 2007 à 2011, 9 pays (le Bénin, Djibouti, le Kenya, le Mali, le Rwanda, le Sénégal, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe) ont exporté au moins 40 % de leurs biens vers l'Afrique, contre seulement 5 pays sur la période de 1996 à 2000. Du côté des importations, 11 pays (le Botswana, le Burkina

Faso, la République démocratique du Congo, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Rwanda, la Sierra Leone, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe) ont importé d'Afrique au moins 40 % de leurs biens durant la période de 2007 à 2011, contre 9 pays durant la période de 1996 à 2000.

Entre 2007 et 2011, seuls 14,9 % et 17,7 % respectivement du commerce mondial africain en matières premières et en carburants ont été réalisés en Afrique même.

Cette question d'opportunités non exploitées dans le commerce intra-africain est particulièrement évidente dans le domaine de l'agriculture. L'Afrique est le continent présentant le pourcentage le plus élevé de terres arables non utilisées. On estime qu'environ 50 à 60 % des terres arables non utilisées sont situées en Afrique subsaharienne. Toutefois, entre 2007 et 2011, seulement 16,9 % du commerce mondial africain de produits alimentaires et d'animaux vivants (CTIC O) et 14,8 % des importations agricoles africaines ont eu lieu au sein du continent, dénotant que l'agriculture et le commerce agricole intra-africain demeurent significativement sous-développés. Entre 2007 et 2011, les importations agricoles intra-africaines représentaient en moyenne 10 milliards USD et les dix principales importations agricoles intra-africaines - soit 46 % du total - étaient les sous-produits suivants : le sucre, la mélasse et le miel, le poisson (frais, réfrigéré ou surgelé), le tabac, les produits comestibles et les préparations, le maïs non meulé, les légumes, les boissons alcoolisées, le thé et le maté, le café et les substituts du café et les graisses

et les huiles végétales fixées (voir graphique ci-dessous).

Les exportations intra-agricoles ne concernent qu'une gamme limitée de 34 produits, dont certains sont couverts par très peu de pays. Par exemple, sur la base de cette analyse, seuls le Bénin et le Botswana exportent de la viande vers le continent. Le Burkina Faso, Djibouti, l'Éthiopie, le Mali, le Niger, le Rwanda et le Soudan sont les seuls pays à compter des animaux vivants dans leurs cinq exportations principales vers le reste de la région. Dans la même mesure, le riz n'est exporté que par le Bénin et le Cap-Vert ; le maïs par le Malawi uniquement et les légumes par l'Érythrée, l'Éthiopie, le Niger et la Somalie exclusivement.

Trente et un pays africains sont des exportateurs nets de matières premières agricoles vers le reste du monde, alors que 37 sont importateurs nets de produits alimentaires en provenance d'autres continents que l'Afrique. Tous les pays qui sont importateurs nets de produits alimentaires en provenance du reste du monde (ou exportateurs nets vers le reste du monde) étaient également importateurs nets d'aliments en provenance d'Afrique (ou exportateurs nets vers l'Afrique), à l'exception du Bénin, de Djibouti, de l'Égypte, de la Mauritanie, du Maroc, du Niger, du Sénégal et de la Tunisie, qui ont exporté vers l'Afrique, mais ont importé du reste du monde, et le Ghana, la Guinée-Bissau, Madagascar et le Swaziland, qui étaient importateurs nets d'Afrique, mais ont exporté vers le reste du monde. Cependant, en termes agrégés, l'Afrique n'a importé que 15 % de ses produits

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique



alimentaires du reste de l'Afrique sur la période 2007-2011.

Étant donné la disponibilité de terres arables en Afrique et la demande d'importations alimentaires, la gamme de biens agricoles produits et échangés au sein de l'Afrique pourrait être élargie au moyen de politiques agricoles et agro-industrielles adaptées.

Des pays tels le Ghana et l'Afrique du Sud, dont les excédents commerciaux nets avec le reste du monde sont importants pour les produits alimentaires, n'ont actuellement aucun produit agricole parmi leurs cinq exportations principales vers l'Afrique. Cela démontre qu'il est possible de mieux répondre à la demande alimentaire africaine depuis l'intérieur de la région en renforçant la production agricole nationale dans les pays africains.

La part du secteur manufacturier dans le commerce intra-africain est plus élevée que sa part dans le commerce africain extrarégional.

Cependant, l'importance du secteur manufacturier dans le commerce intra-africain a baissé au cours de la dernière décennie. La part de produits manufacturés dans le commerce intra-africain total a atteint une moyenne de 42,6 % sur la période allant de 2007 à 2011, contre 53,6 % pour la période allant de 1996 à 2000.

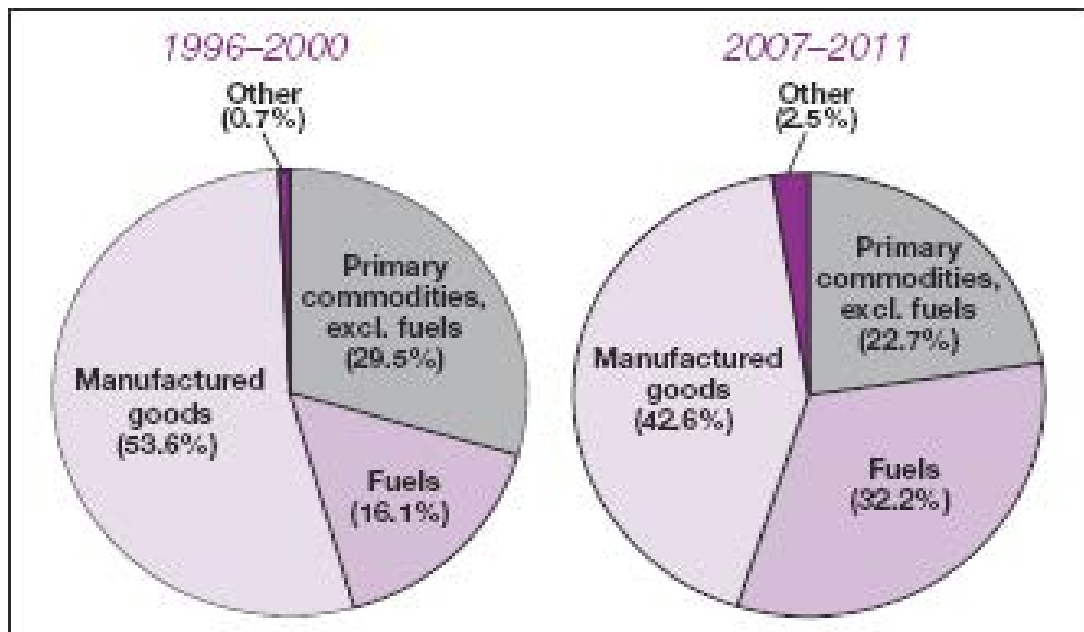
Entre 2007 et 2011, la part la plus élevée du secteur manufacturier dans le commerce entre les communautés économiques régionales était réalisée dans la CAE (58,3 %), suivie de la CDAA (51,4 %), du COMESA (44,8 %), de l'IGAD (39,1 %), de l'UMA (35,2 %), de la CEN-SAD (34,3 %) et de la CEDEAO (25,7 %). Ici également, ces variations dans les pourcentages peuvent être attribuées aux divers niveaux de développement du secteur manufacturier des pays membres des blocs régionaux.

L'Afrique est un acteur marginal du commerce mondial, avec des niveaux faibles de commerce intrarégional. Cependant, cela

démontre également que le commerce intra-africain et africain avec le reste du monde sont en pleine croissance, avec des taux de croissance nominale comparables à ceux des autres régions. Les analyses empiriques montrent également que des opportunités de commerce régional importantes ne sont pas encore exploitées dans divers secteurs, notamment dans les secteurs des matières premières, de la manufacture et l'agriculture. En ce qui concerne l'investissement, les données suggèrent une augmentation importante du nombre de nouveaux projets intra-africains d'IDE, principalement sous l'égide du Kenya, du Nigéria et de l'Afrique du Sud. Cependant, la plupart des nouveaux accords concernant les nouveaux investissements intra-africains dans les terrains non développés étaient liés au secteur des services. En outre, l'Afrique du Sud demeure le seul pays africain figurant parmi les 20 principaux investisseurs en Afrique, comme l'ont rapporté les économies qui investissent.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Figure 8: Répartition du commerce intra-africain par principales catégories de produits, 1996-2000 et 2007-2011



Source: UNCTADstat database.

2.4. Faire face à l'insuffisance des performances du commerce interrégional en Afrique

Compétitivité médiocre de la production et du commerce

Le commerce intra-africain est entravé par la faiblesse de l'offre par rapport aux opportunités du marché régional et l'absence de compétitivité des exportations. L'un des plus grands défis consiste à contribuer à la création de réseaux de commerce régional de produits agricoles afin d'établir un lien entre les petits agriculteurs, les

supermarchés et les exportateurs dans leur région.

Les entreprises de la plupart des pays africains sont confrontées à des coûts de production élevés en raison de l'accès limité aux facteurs de production tels que l'électricité, le crédit, la main-d'œuvre qualifiée et d'autres intrants. Par conséquent, il est difficile de produire de manière compétitive. En ce qui concerne les infrastructures physiques et sociales, l'Afrique est à la traîne par rapport aux autres régions en développement. La densité des routes sur le continent est de 7,2 km par 100 kilomètres carrés de terres arables, contre 127 kilomètres dans les pays non africains en développement. La production électrique est de 398 mégawatts par million d'habitants contre

2 475 pour les pays non africains en développement. Par ailleurs, seulement 67 % de la population a accès à l'eau et 35 % à des installations sanitaires améliorées. Les chiffres correspondants pour les pays en développement non africains sont de 85 et 70 % respectivement (Beck et al., 2011). Le continent présente également un taux de pénétration d'internet très faible : 3 %, contre 14 % en moyenne au niveau mondial. De plus, les services d'infrastructures coûtent deux fois plus cher en Afrique que dans les autres régions en développement.

Chaque année, l'Afrique dépense entre 30 et 50 milliards USD en importations de produits agricoles, ce qui lui fait perdre des opportunités énormes, non seulement en termes d'opérations

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

de change, mais surtout en termes de pertes d'emplois. La moitié de ce chiffre seule pourrait transformer l'agriculture africaine si elle était dépensée pour des produits africains. Les pays africains font plus de commerce avec le reste du monde qu'avec les pays du continent. Les chiffres disponibles indiquent que le commerce intra-africain représente entre 7 et 10 % du commerce total contre environ 40 % au sein de l'Europe et 60 % en Amérique du Nord.

Il existe une série de barrières qui entravent les progrès de l'expansion du commerce intra-africain. On trouve, en tête, l'état déplorable des infrastructures africaines. L'Afrique subsaharienne présente la densité de réseau routier la plus faible au monde : 204 km par 1 000 km² de terres, en moyenne. La moyenne mondiale se situe à 944 km/1 000 km². En Afrique, la densité du réseau routier est 2,5 fois moins importante qu'en Amérique latine et 6 fois moins importante qu'en Asie. Seulement un tiers des Africains vivant dans les zones rurales se trouve dans un rayon de deux kilomètres d'une route accessible en toute saison, contre deux tiers de la population dans d'autres régions en développement. Le coût élevé des transports est de toute évidence le principal obstacle au commerce intra-africain. Le coût des transports et les frais d'assurance représentent 50 % de la valeur des exportations. Selon certaines estimations, un investissement de 32 milliards USD visant à renforcer

le principal réseau intra-africain de routes pourrait engendrer une expansion du commerce d'environ 250 milliards USD sur 15 ans.²⁹ Le couloir transafricain mis au point par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union africaine (UA) comprendra neuf routes transcontinentales d'un total de 56 683 km reliant (ou passant tout près de) la plupart des États continentaux africains. En 15 ans, ce couloir devrait générer 250 millions de dollars dans le cadre du commerce intra-africain par voie terrestre.³⁰

- **Concentration des produits et des marchés**

Le commerce extérieur des pays africains se concentre sur une gamme limitée de produits. Si la base de production étroite restreint le commerce régional, cela n'explique pas pleinement les dynamiques de commerce intrarégional en Afrique. Au sein de la CEDEAO, par exemple, en dépit de la gamme limitée de produits exportés, un indice de l'avantage comparatif de la région montre que les exportations des pays au sein de la région diffèrent considérablement de leurs importations. Le commerce intrarégional peut donc être renforcé, en particulier pour les produits alimentaires et agricoles pour lesquels les pays africains ont actuellement un avantage comparatif.

Le régionalisme renforce le potentiel commercial grâce aux économies

d'échelle, à la différenciation des produits et au commerce intra-industriel. La concentration des produits peut donc être considérée comme une contrainte à court terme pour le commerce intra-africain. Avec le temps, l'existence d'un marché plus large peut altérer les modèles existants grâce au développement de nouveaux produits, à la réallocation des ressources vers de nouvelles industries et à la rationalisation de celles qui existent déjà (CNUCED, 2009 ; Keane et al., 2010). Il sera donc nécessaire que l'engagement politique en faveur du commerce intra-africain s'accompagne de mesures visant à renforcer l'industrialisation et le développement du commerce intra-industriel.

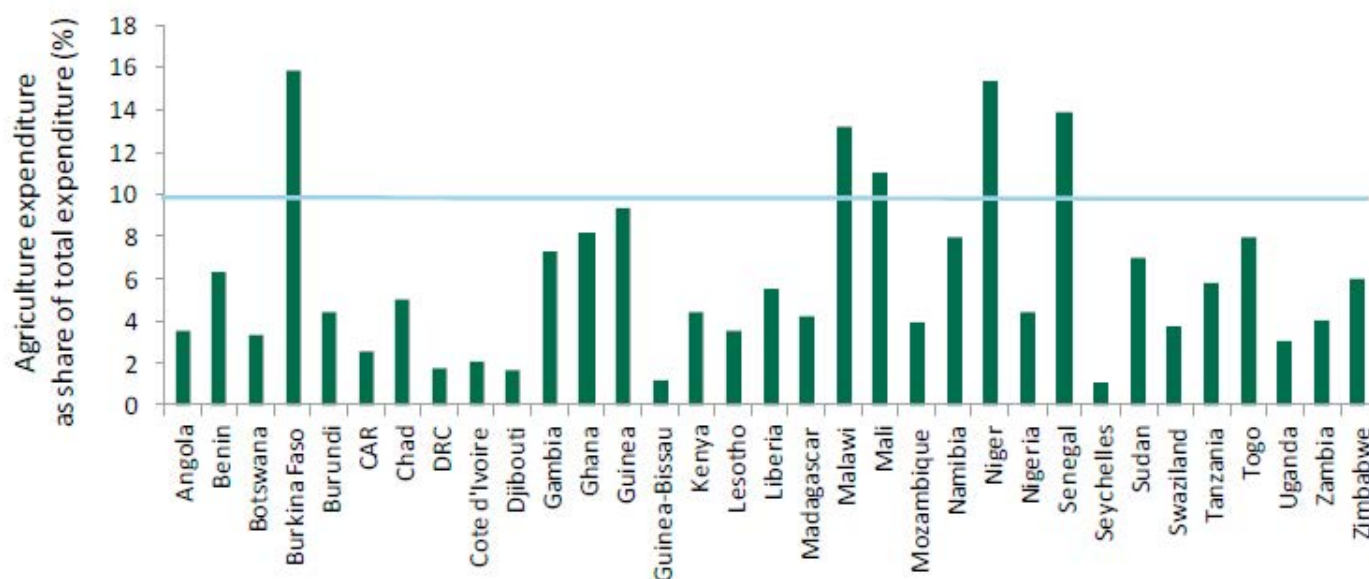
Facteurs externes

En Afrique, la mondialisation et la libéralisation du commerce ont intensifié la concurrence. Les marchés locaux et régionaux font à présent partie d'un marché mondial relativement ouvert. Les consommateurs africains sont devenus plus exposés aux produits importés, notamment issus des économies émergentes du Sud, qui sont des alternatives meilleur marché aux biens produits au niveau local ou régional (Kaplinsky et Morris, 2008 ; Ighobor, 2013). Cela a contribué à la désindustrialisation, comme le montre l'évolution de la part du secteur manufacturier dans le PIB africain qui est passée de 15 % en 1990 à 10 % en 2008 (CNUCED et ONUDI, 2011).



3. Revitaliser l'agriculture en Afrique : le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

Figure 9: Dépenses publiques dans l'agriculture en part des dépenses budgétaires totales, sélection de pays, 2007



Source: Fan, Omilola, and Lambert (2009); Fan (2011); the Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System (RESAKSS) database of the International Food Policy Research Institute.

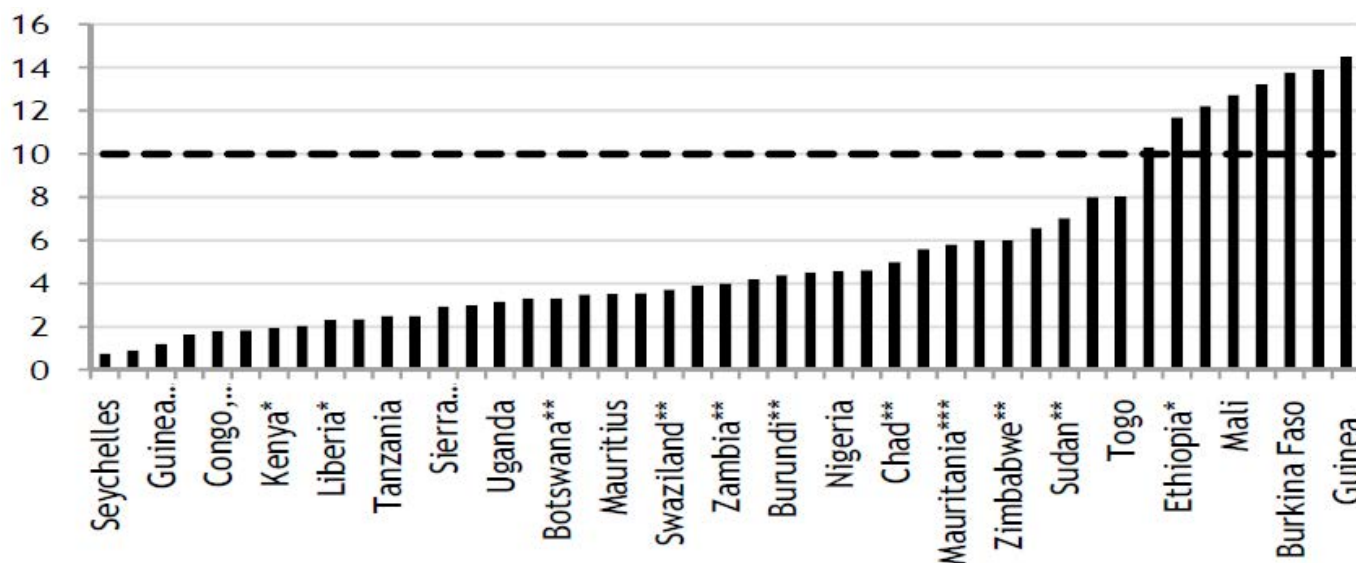
La revitalisation de l'agriculture et le renforcement de la productivité doivent faire partie des objectifs de croissance prioritaires pour l'Afrique.³¹ Heureusement, ce point de vue est aussi celui des dirigeants africains, qui ont lancé en 2003 le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). L'adoption et la mise en œuvre à grande échelle du PDDAA permettent

de maintenir et d'approfondir le processus de relance. Si, grâce au PDDAA, un grand nombre de pays parvenaient à maintenir une trajectoire de croissance de 6 %, les conditions de vie sur le continent s'en verraient profondément modifiées en l'espace d'une génération. Au début de la décennie dernière, seuls 5 pays avaient dépassé l'objectif de croissance agricole de 6 % établi par

le PDDAA. Au milieu de la décennie, ce nombre était passé à 9. En 2009, le taux de croissance agricole moyen pour l'ensemble de l'Afrique ainsi que pour deux sous-régions (Afrique du Nord et du Sud) dépassait cet objectif (ReSAKSS 2011). Il faut noter que ce niveau de croissance agricole est proche de celui observé en Inde pendant la majeure partie de sa révolution verte.³²

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Figure 10: Parts des dépenses agricoles (les plus récentes, en %)



Source: ReSAKSS 2011.

La bonne mise en œuvre du PDDAA peut aider les pays africains à stimuler la productivité du secteur agricole et à inverser les tendances susmentionnées de changement structurel réduisant la productivité. Cependant, cela nécessiterait un engagement soutenu de la part des pays africains en faveur du programme, un leadership et une appropriation par les gouvernements et les parties prenantes d'Afrique, ainsi qu'un alignement complet de la communauté internationale du développement.³³

3.1. Lancement du PDDAA

Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) est un cadre politique agricole qui a pour objectif d'accélérer la croissance agricole

en Afrique. C'est une initiative de l'Union africaine (UA) et du Nouveau Partenariat économique pour le développement agricole (NEPAD).

Début juin 2003, lors de la première conférence des ministères de l'Agriculture de l'UA à Maputo (Mozambique), un plan d'action du PDDAA pour le niveau national et régional a été rédigé et présenté aux participants. Lors de la deuxième session ordinaire de l'assemblée de l'UA, à la mi-juillet 2003 à Maputo, le PDDAA a été approuvé par les CEG³⁴ et la déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique a été adoptée.³⁵

Dans la déclaration de Maputo, les chefs d'État et de gouvernements se sont engagés à mettre en œuvre le PDDAA et à parvenir, d'ici 2015 : (i) à augmenter la production agricole de 6 % par an à l'échelle nationale ; (ii)

à allouer 10 % du budget national à l'agriculture.

L'objectif du PDDAA est d'« aider les pays africains à atteindre un niveau supérieur de croissance économique grâce à un développement basé sur l'agriculture, afin d'éliminer la famine, de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et de faciliter le développement des exportations ». Il s'agissait à l'origine de promouvoir les interventions immédiates répondant le mieux à la crise largement reconnue de l'agriculture africaine. Le PDDAA avait donc vocation à se focaliser délibérément sur l'investissement dans les trois piliers que l'on considérait comme capable de faire le plus rapidement la différence dans la situation critique de l'agriculture africaine : i) l'utilisation durable des terres ; ii) les infrastructures rurales et les capacités liées au commerce ; et iii)



la sécurité alimentaire. À la demande des ministres de l'Agriculture africains, un pilier « recherche et technologie » a été ajouté et par la suite incorporé au document principal du PDDAA.³⁶

Depuis 2005, une nouvelle stratégie a été élaborée en tenant davantage compte des principes du PDDAA. Sous l'égide des CER, des processus nationaux suivant diverses étapes sont proposés : i) évaluer les politiques et les stratégies existantes dans le pays et déterminer si elles sont adaptées aux objectifs du PDDAA ; ii) développer des stratégies afin de combler les lacunes identifiées ; et iii) faciliter le dialogue entre les diverses parties prenantes lors d'une table ronde organisée en vue de discuter des politiques et des opportunités d'investissement, de développer des partenariats, d'harmoniser l'assistance au développement et d'élaborer un cadre de révision et de responsabilisation. Le résultat final d'un processus national de PDDAA est un document appelé « compact », qui est signé lors de la table ronde par tous les groupes de parties prenantes (y compris le ministère des Finances) et les bailleurs de fonds de la politique agricole, et en vertu duquel ils s'engagent à mettre en œuvre le compact.³⁷

Le PDDAA s'axe autour de la définition de plans nationaux et régionaux (« compacts »), d'un accord entre l'ensemble des parties prenantes (publiques, privées

et bailleurs de fonds) – qui sert de cadre aux partenariats et aux alliances – et d'un dialogue visant à élaborer et à mettre en œuvre les interventions politiques et les programmes d'investissement nécessaires. Après la définition et la signature du compact, l'élaboration des plans d'investissement nationaux et régionaux est l'une des activités les plus importantes de la mise en œuvre du PDDAA.³⁸

3.2. Principaux domaines d'intervention du PDDAA

Les principaux domaines d'intervention que le PDDAA vise à stimuler sont répartis en 4 piliers et deux questions transversales.

Pilier 1 : Étendre la zone soumise à une gestion foncière durable et à des systèmes de contrôle de l'eau fiables

Ce pilier reconnaît l'importance de l'eau et de son utilisation gérée dans le renforcement de la productivité de l'agriculture et dans l'obtention de résultats durables et prévisibles. Des efforts majeurs doivent être entrepris afin de développer la fertilité et les capacités de rétention de l'humidité des sols agricoles et d'élargir rapidement les zones équipées de systèmes d'irrigation, en particulier de contrôle de l'eau à petite échelle.

Pilier 2 : Améliorer les infrastructures rurales et les capacités commerciales pour l'accès aux marchés

Les infrastructures rurales de l'Afrique sont inadaptées, peu importe la référence prise, et son réseau routier est particulièrement sous-développé. Dans le cadre de ce pilier, un intérêt particulier sera accordé aux investissements complémentaires dans les infrastructures rurales, en particulier les routes rurales, les infrastructures de stockage, de transformation et de marketing nécessaires au soutien de la croissance prévue de la production agricole.

Pilier 3 : Augmenter l'approvisionnement alimentaire, réduire la famine et améliorer les réponses aux crises alimentaires d'urgence

La famine reste répandue en Afrique. Deux approches devraient permettre d'avoir un impact immédiat sur la subsistance des agriculteurs : (a) fournir des filets de sécurité ; et (b) assurer la sécurité alimentaire à travers le renforcement de la production agricole.

Pilier 4 : Améliorer la recherche agricole, la dissémination des technologies et l'adoption.

En Afrique, comme partout dans le monde, il faudra à l'agriculture une base scientifique et technologique afin de maintenir les gains de productivité durables qui lui sont nécessaires pour

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

rester compétitive. Plusieurs mesures seront nécessaires, notamment : (a) renforcer les investissements dans le développement de la recherche et des technologies ; (b) augmenter la part du financement du secteur privé dans la recherche agricole ; et (c) effectuer des réformes institutionnelles et financières pour une plus grande durabilité de la recherche.

**Question transversale 1 :
Renforcement des capacités pour l'agriculture et l'agro-industrie : formation universitaire et professionnelle**

La nécessité de renforcer les capacités en sciences agricoles ainsi que l'économie agricole et du développement en Afrique découle du fait que celle-ci connaît une

pénurie importante de capacités. Le fossé des capacités doit être comblé si l'on souhaite poursuivre les progrès obtenus jusqu'à présent en matière de réduction de la pauvreté au moyen de l'agriculture sur le continent et s'assurer que les régions qui connaissent actuellement un déclin profond de la sécurité alimentaire parviennent à renverser la vapeur.

**Question transversale 2 :
Information pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies agricoles**

Un aspect important de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies et des politiques est l'accès à des modèles, des bonnes pratiques et des informations

statistiques adaptées, ainsi qu'à d'autres informations techniques pertinentes. Cet accès est inexistant dans la plupart des pays africains. Il est possible de remédier à cette situation en utilisant les technologies de communication modernes pour collecter, entreposer et étendre l'accès aux informations ci-dessus. Mettre cela au point collectivement au niveau régional permettrait de réaliser des économies d'échelles et d'encourager l'apprentissage mutuel et l'échange d'expériences. Il est également essentiel d'harmoniser les efforts de développement à long terme dans les pays africains et surtout de maintenir l'accent sur la réduction de la pauvreté par l'augmentation de la productivité et des revenus dans les tranches les plus pauvres de la population.



4. Financement de l'agriculture

À la fin des années 1980, l'aide publique au développement pour l'agriculture en Afrique subsaharienne était estimée à 4 milliards USD. Au début des années 2000, elle avait chuté à un milliard USD (Binswanger & McCalla 2008 sur base des données de l'OCDE). Les bailleurs de fonds sont le plus souvent inconstants dans leurs efforts, qu'ils ne maintiennent pas assez longtemps pour qu'ils prennent racine. Parmi les facteurs externes, citons le transfert de davantage de ressources émanant de bailleurs de fonds vers d'autres secteurs tels que les infrastructures et le secteur social. L'abondance de la production alimentaire à la fin des années 1990 a entraîné les prix alimentaires à la baisse sur les marchés internationaux et a réduit le soutien à l'agriculture dans les pays en développement. L'agriculture était également considérée comme contribuant à la destruction des ressources naturelles et à la pollution environnementale (Banque mondiale 2007).

Les facteurs internes spécifiques au secteur agricole qui ont entraîné le déclin de la part de l'aide sont notamment les retards dans les projets agricoles dans les pays moins développés et les coûts associés, le mauvais état des routes et des infrastructures de marché, des secteurs financiers sous-développés et des risques climatiques et de maladie plus grands. Ajoutons à cela une mauvaise gouvernance et de faibles capacités institutionnelles

censées élaborer, administrer et mettre en œuvre des projets de manière efficace dans ces pays (Banque mondiale 2010 : xi). Cela avait pour conséquence que, d'une part, les bailleurs de fonds devaient passer du temps à développer les institutions et que, d'autre part, cela entraînait des retards de déboursement. En raison de l'association de ces facteurs, les bailleurs de fonds ont davantage concentré leur intérêt sur les réformes politiques sectorielles et macros, ce qui a entraîné une augmentation des prêts liés aux politiques par rapport à ceux concédés directement à l'agriculture.³⁹

Les investissements étrangers directs (IED) en Afrique sont passés de 2,4 milliards USD en 1985 à 53 milliards USD en 2008. Des investissements bien supérieurs sont cependant nécessaires, notamment dans le domaine agricole. Dans un rapport clé du G20 de novembre 2011, Bill Gates a étudié un éventail de possibilités visant à permettre de lever suffisamment de fonds pour le développement auprès du secteur privé. Ce rapport étudiait entre autres l'application d'un intérêt sur les fonds souverains, les obligations de la diaspora et d'autres taxes sur des produits comme le tabac, le combustible de soude et les transactions financières. Toutes ces taxes permettraient de récupérer 80 milliards USD pour financer une gamme d'investissements dans le domaine de l'agriculture et de la santé.⁴⁰

4.1. Financement de la recherche et du développement agricoles

Durant les 50 dernières années, les sciences agricoles de nombreux pays en développement ont grandement bénéficié du soutien des pays industrialisés. Les bailleurs de fonds ont fourni un soutien financier aux systèmes nationaux de recherche agricole, soutenu la formation scientifique au sein des universités étrangères, organisé des programmes de formation au sein des pays, assigné du personnel afin d'aider à la formation et à la recherche et aidé à développer une architecture internationale facilitant la circulation des connaissances et du matériel de recherche et de développement agricoles (R&D). Le soutien des bailleurs de fonds a été interrompu dans de nombreux pays en raison de préoccupations remettant leur efficacité en question et de la concurrence pour le financement avec les secteurs de la santé, de l'éducation et d'autres investissements du secteur social, mais également en raison d'une attitude suffisante envers les excédents alimentaires mondiaux élevés et le faible prix des produits (Christensen 1994 ; Banque mondiale 2008). Une analyse récente montre que les investissements publics dans l'agriculture et la R&D agricole de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à se détourner des crises. Ces dix dernières années, de nouveaux engagements de la

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

part des gouvernements et des bailleurs de fonds étrangers ont remis l'agriculture à l'ordre du jour et attiré de nouvelles ressources, dont des parts importantes ont été dirigées vers l'Afrique subsaharienne. Malheureusement, la qualité des données sur les niveaux et les tendances du financement par les bailleurs de fonds rend difficile l'analyse précise de ces changements : les estimations du financement par les bailleurs de fonds pour la R&D agricole en Afrique subsaharienne varient largement. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE 2011) estime les engagements (non déboursés) pour 2009 à

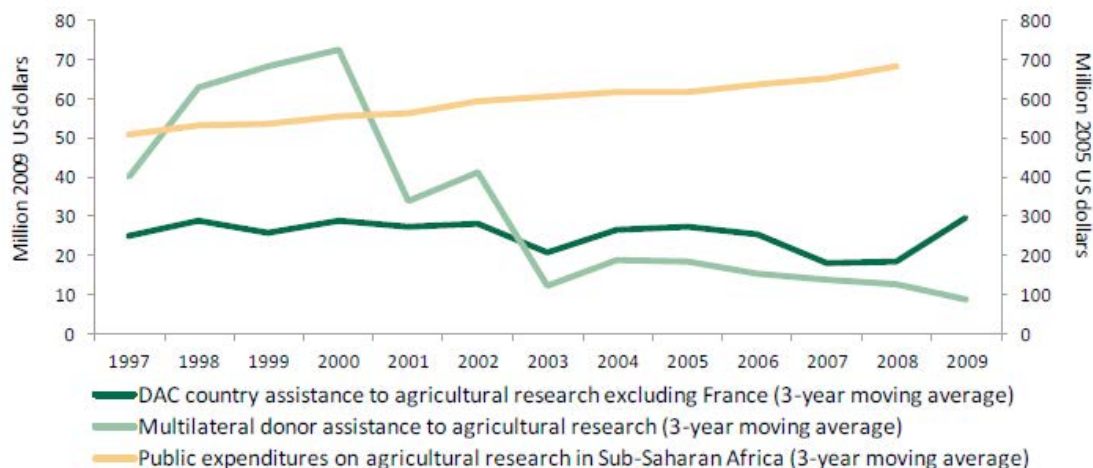
67,1 millions USD à peine (en prix de 2009 constants), en ce compris l'aide bilatérale et multilatérale. Cependant, ces estimations omettent les engagements de bailleurs de fonds privés tels que la Bill and Melinda Gates Foundation (BMGF). Une étude de Morton (2010) estime le financement de la R&D agricole en Afrique subsaharienne en 2009 à approximativement 450 millions USD. Coppard (2010) évalue le chiffre pour 2008 à environ 245,6 millions USD (en prix de 2007 constants).

Ces progrès résultent du fait que les bailleurs de fonds traditionnels se sont à nouveau tournés vers l'agriculture durant les dix premières

années du nouveau millénaire, mais également de l'apparition de nouveaux bailleurs de fonds. Un financement renouvelé, étendu et plus diversifié a grandement contribué à cette augmentation des dépenses publiques dans la R&D agricole en Afrique subsaharienne et dans d'autres régions en développement.

Néanmoins, en Afrique, le financement des bailleurs de fonds pour la R&D agricole demeure à tout le moins ténu. Le financement a encore tendance à être plutôt volatile d'une année à l'autre et peu coordonné entre les bailleurs de fonds au niveau régional et national.⁴¹

Figure 11: Sélection d'engagements de bailleurs de fonds et de dépenses gouvernementales dans la recherche agricole en Afrique subsaharienne 1997-2009



Source: Spielman David J., Zaidi F. et Flaherty K., sur la base de données de l'OCDE (2011) et de Beintema et Stads (2011) Remarque : Le Comité d'aide au développement (CAD) et l'aide multilatérale à la recherche agricole sont mesurés sur l'ordonnée de gauche. Les dépenses publiques en recherche agricole sont évaluées sur l'ordonnée de droite. Les chiffres de l'aide nationale du CAD n'incluent pas la France, à cause de contradictions inexplicables dans les données OCDE, lesquelles consignent une hausse ferme de l'aide publique au développement à la recherche agricole, de 7,3 millions USD en 1995 à 63,5 millions USD en 2006, suivie d'une montée en flèche pour atteindre 297,6 millions USD en 2007, avant de chuter à 29,9 millions USD en 2008 (en termes nominaux). La tendance des bailleurs de fonds multilatéraux de l'OCDE n'inclut pas la Banque africaine de développement et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique



Le retour de l'USAID dans le paysage du développement agricole en 2002-2003 s'est accompagné de nouveaux programmes tels que l'initiative de 2002 visant à **éradiquer la famine en Afrique** et la stratégie de 2004 visant à **faire le lien entre les producteurs et les marchés** (IRG 2005). Les politiques nationales, régionales et internationales de marché et de commerce sont devenues des priorités centrales, de même que l'engagement avec des acteurs non étatiques tels que les organisations d'agriculteurs des communautés. Les sciences et les technologies sont restées prioritaires, perpétuant l'engagement des périodes précédentes en faveur de la recherche agricole. L'initiative de l'administration Obama pour la **lutte contre la famine et pour la sécurité alimentaire dans le monde**, lancée en 2008, avait vocation à renforcer ce soutien au développement et à la recherche agricoles. En 2009, **l'initiative Feed the Future (FTF)** a engagé 3,5 milliards USD en faveur de programmes de développement agricole et de sécurité alimentaire sur trois ans, tout en exploitant l'engagement de nouveaux bailleurs de fonds en faveur de programmes intégrés liés à une croissance inclusive axée sur l'agriculture et à l'amélioration de la situation nutritionnelle, faisant le lien entre aide humanitaire, coordination stratégique pour le développement durable et responsabilisation (FTF 2011).

D'autres bailleurs de fonds ont démontré un engagement à long terme en faveur des systèmes de recherche agricole de la région : c'est notamment le cas du Département britannique pour le développement

international (DfID), de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), de l'International Development Research Center (IDRC), de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et du ministère fédéral allemand pour la Coopération et le Développement économiques.

Le DfID, conjointement avec le gouvernement italien, la Commission européenne et la Banque mondiale, soutient également le **Sub-Saharan Africa Challenge Program**, une initiative de R&D lancée en 2004 ayant pour objectif le soutien aux petits agriculteurs de la région. Les niveaux de financements actuels pour le programme atteignent au total près de 5 millions USD par an.

L'IDRC finance le programme pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui vise à identifier de bonnes pratiques faisant le lien entre les nouvelles technologies agricoles et les systèmes d'agriculture existants en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Le financement du programme était de l'ordre de 25-30 millions CAD en 2010-2011 (IDRC 2010). La Corporation financière internationale (CFI), la branche d'investissement privé du Groupe de la Banque mondiale, est également impliquée dans le développement agricole, bien que son portefeuille de prêts suggère un intérêt peu marqué pour l'investissement dans les entreprises ou les programmes de R&D. Néanmoins, reconnaissant l'impact potentiellement profond des entreprises agricoles sur le développement, la CFI a nettement intensifié ses activités dans le secteur, avec des engagements

d'environ 100 millions USD en faveur du secteur agro-industriel en Afrique subsaharienne en 2010-2011, par rapport à la moyenne annuelle de la décennie précédente d'à peine 18 millions USD par an (CFI 2010).

Entre septembre 2003 et juin 2011, la Bill and Melinda Gates Foundation a attribué 269 dotations pour un total de 1,822 milliards USD en faveur du développement agricole. Parmi ces dotations, 152 dotations (pour un total de 1,142 milliard USD) ont été partiellement ou totalement dédiées au développement agricole en Afrique et 80 (pour un total de 642 millions USD) ont été partiellement ou totalement consacrées à la R&D agricole dans la région. En quelques années, la fondation a investi plus de 40 % de son portefeuille considérable dans le développement agricole de l'Afrique et dans la R&D agricole. Ces investissements ont largement redéfini le paysage dans lequel évoluent les bailleurs de fonds.

Un des investissements importants de la Bill and Melinda Gates Foundation est l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), établie en 2006 en tant qu'initiative motivée et déterminée par des priorités africaines. L'AGRA a reçu des financements de la fondation de l'ordre de 4,2 millions USD par an. À l'heure actuelle, elle est une source de financement importante et influente dans la région, avec des connexions solides avec le NEPAD, une position de leader parmi les bailleurs de fonds et les agences de développement qui travaillent dans la R&D agricole dans la région et une gamme diversifiée d'investissements dans les sciences agricoles, le

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

développement des capacités et le développement des marchés (Morton 2010).

En 2009, le financement de la fondation en faveur du développement agricole atteignait 273 millions USD, soit 43 % de l'investissement comparable par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et environ 11 % des 2,6 milliards USD engagés en faveur de l'agriculture par les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. Cependant, il est possible que ces chiffres surestiment la contribution relative de la fondation, car bon nombre de ses dotations sont des engagements pluriannuels qui suggèrent des niveaux plus faibles de financement total lorsqu'elles sont évaluées annuellement.

- APD Sud-Sud

Une tendance moins connue du financement des bailleurs de fonds en faveur de la R&D agricole est la croissance de l'aide publique au développement Sud-Sud, notamment du Brésil, de la Chine et de l'Inde vers l'Afrique subsaharienne. L'engagement le plus important de la Chine en faveur du développement en Afrique a été effectué en 2000 par le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), par le biais de l'ambitieux programme pour la coopération Chine-Afrique en faveur du développement économique et social (AATF 2010 ; FOCAC 2009). Au-delà de ses engagements en faveur de l'annulation de la dette, de la réduction des barrières au commerce et du renforcement de l'aide au développement pour les pays

africains, le programme a engagé des ressources en faveur de la formation des scientifiques agricoles africains et de l'établissement de centres de démonstration des technologies agricoles avec le soutien de l'expertise chinoise. Entre 2003 et 2008, plus de 4 000 étudiants africains se sont rendus en Chine pour des formations de courte durée (de trois semaines à trois mois) liées à l'agriculture (Brautigam 2009). Une partie importante de l'engagement de la Chine en faveur du développement agricole africain est contenue dans une donation de 30 millions USD à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2009. Il s'agissait d'étendre la contribution de la Chine aux efforts menés par la FAO pour éradiquer la famine et la pauvreté en aidant les pays en développement à améliorer l'agriculture et la production alimentaire sous l'égide du Programme spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire (PSSA). La Chine, comme d'autres pays en développement, a utilisé ce programme afin de fournir des experts, des techniciens et un soutien technique aux activités nationales et régionales en faveur de la sécurité alimentaire (FAO 2010). Les transferts technologiques et les retombées sont un résultat implicite de la conception du programme et ont le potentiel de venir compléter d'autres initiatives et programmes de bailleurs de fonds, comme l'AGRA (Brautigam 2009).

L'engagement du Brésil en Afrique subsaharienne est également en expansion. Ses liens de recherche avec la région ont été renforcés en 2006 avec l'ouverture d'un bureau

international de la corporation brésilienne pour la recherche agricole (Embrapa) à Accra (Ghana). Ce bureau a lancé une série de partenariats de transfert technologique dans la région et a été suivi par le Marché novateur Afrique-Brésil pour l'agriculture, lancé en 2010 dans le cadre du dialogue Brésil-Afrique sur la sécurité alimentaire, la lutte contre la famine et le développement rural. Ce marché vise à profiter aux petits agriculteurs en encourageant les partenariats de recherche entre l'Afrique et le Brésil (Barka 2011).

Un des changements essentiels de l'approche des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du développement agricole est le renforcement de leur engagement en faveur de la coordination de leur financement. Parmi les efforts pour y parvenir, citons le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), un fonds financier intermédiaire administré par la Banque mondiale. Avec 521 millions USD (sur les 925 millions engagés par la plupart des grands bailleurs de fonds mondiaux), le GAFSP vise à soutenir des plans d'investissement stratégique pour l'agriculture nationale et régionale et la sécurité alimentaire à travers le financement du secteur public et privé (GAFSP 2011). La vulgarisation agricole, la formation et la recherche figurent largement dans le portefeuille d'investissement du GAFSP, bien que les chiffres exacts de leurs allocations ne soient pas accessibles au public.

Pour atteindre cet objectif, la communauté des bailleurs de fonds



s'efforce notamment de renforcer le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR), qui a bénéficié de financements de la part des bailleurs de fonds de l'ordre de 606 millions USD en 2009. Ces dernières années, les bailleurs de fonds ont collaboré étroitement avec le CGIAR afin de lancer des réformes larges. Ce travail vise à renforcer les capacités du système du CGIAR à fournir une approche plus systématique et coordonnée en vue de générer des recherches à impact profond pour le développement.

- **Financement aux organisations régionales et sous-régionales de recherche**

De plus en plus, les bailleurs de fonds investissent dans les organisations et les réseaux de R&D agricole régionaux et sous-régionaux tels que le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), l'Association « renforcer la recherche agricole en Afrique orientale et centrale » (ASARECA) et le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD). L'objectif d'origine de développement et de financement de ces entités était principalement de capter les partages de connaissances de R&D entre les grands et les petits pays de manière intégrée et coordonnée. En effet, ces organisations étaient considérées comme un moyen plus efficace et efficient d'organiser et de développer des réseaux de recherche sur le continent (Mrema 1997). Il est intéressant de constater que bon nombre de ces organisations ont évolué et sont passées d'organes

de coordination plutôt basiques à des unités de gestion chargées de projets régionaux de R&D complexes. Il n'en demeure pas moins que les estimations du FARA (2006) laissent entendre qu'à peine 1 % du financement des programmes pour la productivité agricole en Afrique (y compris les dépenses publiques et privées au niveau local, national, sous-régional et mondial) est administré par ces organisations régionales et sous-régionales.

La Banque mondiale a adopté une attitude novatrice par rapport à cette approche régionalisée de la R&D agricole. Deux de ces investissements, le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Est (EAAPP) et le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP), visent à renforcer les capacités et le transfert de technologies à travers le partage de connaissances et la spécialisation régionale dans la recherche agricole (Banque mondiale, 2007, 2009 et 2010). L'EAAPP implique quatre pays : l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, pour un investissement de 90 millions USD sur six ans. La première phase impliquait trois pays en Afrique de l'Ouest – le Ghana, le Mali et le Sénégal (51 millions USD) – et était suivie d'une deuxième phase concentrée sur le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Nigéria (119 millions USD), puis d'une troisième récemment approuvée pour inclure le Bénin, la Gambie, le Libéria, le Niger, la Sierra Leone et le Togo (84 millions USD), toutes mises en œuvre sur des périodes de six ans (Banque mondiale 2011b).

Les programmes établiront des centres d'excellence régionaux consacrés à des produits spécifiques et chargés de la R&D directement liée non seulement au pays d'accueil, mais également à la région au sens large. Pour certains de ces plus petits pays, plutôt que des centres d'excellence, les activités du programme se concentreront sur le renforcement des capacités des agences nationales de recherche et sur la création, la dissémination et l'adoption des technologies. La mise en œuvre des programmes est supervisée par l'ASARECA et la CORAF pour leur sous-région respective. Un programme pour la productivité de l'Afrique australe – le Centre pour la recherche et le développement agricoles pour l'Afrique australe (CARDESA) – a été créé en 2011. Comme l'ASARECA et la CORAF, il s'agit d'un organisme de coordination de la R&D agricole pour la Communauté de développement d'Afrique australe (Nyirenda 2011). Les bailleurs de fonds sont de plus en plus intéressés par le financement de l'accroissement de la participation du secteur privé à la R&D agricole des pays en développement.

La dépendance de plus en plus forte des bailleurs de fonds aux organisations et aux réseaux régionaux et sous-régionaux peut aider les pays à capter les retombées de connaissances de la R&D régionale, mais les limitations de capacités de ces organisations et réseaux sont importantes.

5. Rôle du secteur privé dans la transformation de l'agriculture africaine

L'intérêt du secteur privé pour l'agro-industrie africaine est sans précédent. La décennie écoulée a été celle d'un regain d'intérêt du secteur privé pour l'agriculture et l'agro-industrie africaines, notamment l'intérêt des investisseurs et des fonds d'investissement étrangers. Les investisseurs internationaux recherchent activement d'autres espaces que l'Asie et l'Amérique latine comme nouvelle source d'approvisionnement et cherchent des opportunités de rendements plus élevés et ajustés en fonction des risques. Le défi consiste maintenant à exploiter cet intérêt des investisseurs de façon à générer des emplois, fournir des opportunités aux petits agriculteurs, respecter les droits des communautés locales et protéger l'environnement. Ce faisant, il faudra limiter les acquisitions foncières et les investissements fonciers spéculatifs qui profitent de la faiblesse des institutions dans les pays africains ou font fi des principes d'investissements agricoles responsables.⁴³

En plus de l'intérêt du secteur privé international pour l'agro-industrie africaine, il convient de noter que le secteur privé africain lui-même séduit également les investisseurs. Si une grande partie des financements proviennent de banques et d'investisseurs nationaux, le reste provient des États-Unis et d'Europe. Le secteur crée également une classe moyenne émergente de centaines de millions de consommateurs en Afrique. Le niveau des retours sur investissement en Afrique se trouve parmi les plus élevés au monde (Boston Consulting Group 2010 ; Collier et Warnholz 2009 ; Roxburgh et autres 2010). Le succès des TIC

et notamment la pénétration du téléphone portable sur le marché montrent à quelle vitesse un secteur peut croître. Cela prouve aussi qu'il est possible pour le secteur public de définir des conditions afin de permettre la croissance exponentielle d'un secteur essentiel qui pourrait transformer le continent. Les flux de capitaux privés sont plus élevés que l'aide publique au développement (et les investissements étrangers directs sont plus élevés qu'en Inde). La Chine, l'Inde et d'autres pays investissent également des sommes importantes en Afrique. En outre, l'Afrique est en pleine mutation. Les pays africains considèrent de plus en plus le secteur privé comme un moteur de croissance et s'attaquent de front aux problèmes de gouvernance, notamment de corruption. Les États apportent parfois leur soutien en jouant le rôle de régulateur, de facilitateur et d'agent de redistribution équitable, comme le montrent les expériences fructueuses des mangues au Mali, des fleurs coupées au Kenya ou du tourisme au Rwanda.⁴⁴

Il est important de bien comprendre en quoi consiste l'investissement privé dans l'agriculture africaine. Les principaux investisseurs africains sont les agriculteurs eux-mêmes. Ils investissent environ 100 milliards de dollars chaque année dans leurs exploitations en dépit du manque absolu de facilités de crédit pour la majorité d'entre eux. Toutefois, les investissements étrangers peuvent représenter des atouts en amont (intrants) et en aval (transformation) de l'agriculture afin de compenser les faiblesses des industries africaines,

ainsi que dans les infrastructures afin de compléter les financements publics. L'expérience montre que les investissements fonciers à grande échelle ne se justifient d'un point de vue économique que dans quelques situations : lorsque les terres sont réellement disponibles (c'est-à-dire non utilisées) et acquises en toute transparence.⁴⁵

Les priorités pour le renforcement de la croissance et de la productivité agricoles sont les suivantes : (i) amélioration du climat d'investissement à travers la mise en place de mesures incitatives améliorées pour les agriculteurs et l'engagement du secteur privé ; (ii) développement d'infrastructures, y compris au niveau de l'irrigation ; (iii) innovation – le principal moteur de la croissance de la productivité et de la compétitivité ; et (iv) capacité institutionnelle.

L'amélioration du climat d'investissement pour l'agriculture nécessite (i) des mesures incitatives adéquates pour les agriculteurs inspirées par des politiques sectorielles, commerciales et industrielles saines ; (ii) des mesures incitatives améliorées pour les entreprises et une amélioration du climat d'affaires ; (iii) la réduction du coût des transports pour les produits agricoles ; et (iv) la réduction des obstacles au commerce interrégional. Il est également nécessaire de soutenir le droit à la propriété, notamment pour les femmes, afin de permettre aux agriculteurs d'investir sur leurs terres en toute sécurité. Le secteur de l'agriculture ne devrait pas avoir à subir les taxes, les conditions



commerciales internationales défavorables et le protectionnisme sur les marchandises agricoles qui handicapent souvent les exploitants agricoles africains.

Les investissements dans les réseaux routiers et les infrastructures d'irrigation sont particulièrement importants. Les études montrent que le coût unitaire du transport est bien plus élevé en Afrique que dans certaines régions d'Asie. Le coût élevé du transport augmente celui des intrants, comme les engrais, et fait baisser les prix payés aux producteurs, ce qui n'encourage pas de telles pratiques. Par ailleurs, seulement 7 % des terres arables africaines sont irriguées (le chiffre est même inférieur en Afrique subsaharienne), contre 33 % en Asie. La gestion de l'irrigation et de l'eau doit permettre d'augmenter la production et d'aider les agriculteurs à faire face au caractère changeant du climat. Étant donné les faibles résultats des investissements dans les programmes d'irrigation publics à grande échelle, il est préférable de se concentrer sur les programmes à petite échelle qui peuvent être gérés directement par les groupes d'agriculteurs.

Le développement des capacités humaines et institutionnelles est également essentiel. Quatre types d'institutions doivent collaborer pour aider les agriculteurs à avoir accès au crédit, aux services de vulgarisation et aux marchés, ainsi qu'au développement local et communautaire. Citons notamment : (i) le secteur privé, y compris les entreprises et les organisations d'agriculteurs et de producteurs ; (ii) les communautés et les organisations de la société civile ; (iii)

les institutions gouvernementales décentralisées ; et (iv) les institutions sectorielles traditionnelles qui doivent se concentrer davantage sur un secteur défini et devenir plus efficaces et plus rentables. La collaboration entre ces institutions doit être menée et encouragée par les pouvoirs publics et soutenue par des agences de bailleurs de fonds si nécessaire. En vertu de leurs responsabilités politiques et financières, les gouvernements doivent conduire les efforts de décentralisation et la réforme du secteur public. Les occasions d'association sur des initiatives public-privé doivent être assumées et des solutions doivent être trouvées pour créer un lien entre les petits agriculteurs et les entreprises qui fournissent les intrants, les services et la gestion ou la production marchande.

Une attention particulière doit être consacrée à garantir la viabilité des marchés de crédit et des marchés financiers ruraux dans un environnement complexe. Il s'agit là d'une innovation nécessaire : de nouveaux produits financiers doivent être créés pour que la microfinance profite aux zones rurales, qui se caractérisent par des populations dispersées et des coûts de transaction élevés. L'amélioration des mesures incitatives agricoles, des marchés et de la rentabilité doit apporter des solutions aux contraintes d'investissement agricole afin que les agriculteurs puissent investir dans leur exploitation et rembourser leurs emprunts. Cette approche peut être soutenue par la mise à disposition de mécanismes d'épargne à faible coût, comme des comptes d'épargne postaux.⁴⁶

5. Défis pour le secteur privé

L'agriculture, qui est le secteur privé le plus important d'Afrique, rencontre des difficultés similaires à celle du secteur privé, ainsi que d'autres qui lui sont propres. Les exploitations agricoles, y compris les fermes familiales, ont les mêmes besoins que les petites entreprises, à savoir la stabilité du marché ainsi que l'accès au financement et à l'information. Or, l'efficacité d'un nombre important d'interventions gouvernementales qui existent dans ce domaine, comme les services de vulgarisation et les subventions pour les engrais, est remise en question. Une expérience récente a permis d'identifier les obstacles que l'agriculture africaine doit franchir pour se diversifier. Les entreprises familiales éprouvent des difficultés à tirer profit de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'augmentation de la demande sur le marché intérieur. De plus, étant donné que 93 % des exploitations agricoles africaines dépendent de la pluie, améliorer la résilience aux effets néfastes du changement climatique (comme les inondations et les sécheresses) est particulièrement difficile, notamment en raison des capacités limitées de stockages de l'eau installées dans la région. L'amélioration de la gestion de l'eau pour l'agriculture, l'optimisation des transports et la baisse des prix de l'énergie sont autant de conditions essentielles pour garantir l'accès aux marchés et le renforcement de la compétitivité des entreprises agricoles. Cependant, des occasions pourraient permettre aux petits entrepreneurs de faire évoluer leurs activités agricoles et manufacturières, ainsi que leurs services.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

L'urbanisation rapide de l'Afrique donne naissance à des opportunités de sectorisation, de pôles de croissance et d'externalités d'agglomération. Afin d'accélérer ce mode de développement, l'Afrique pourrait tirer profit de la politique d'industrialisation qui a permis la croissance et la création d'emplois dans les pays avancés et en développement. Comme la majorité des défaillances gouvernementales majeures (p. ex., médiocrité des politiques et de la gouvernance) sont propres à chaque industrie, le type de politique industrielle le plus évident et le moins controversé consiste à concentrer les réformes et les investissements politiques sur les secteurs et les zones géographiques à fort potentiel de croissance. Parfois, la politique industrielle permet également de remédier aux « défaillances du marché ». Par le passé, les interventions gouvernementales directes en soutien à des secteurs spécifiques (à travers la sélection de « projets gagnants ») se sont montrées inefficaces, car elles se concentraient sur des secteurs qui étaient en fin de compte non viables ou sapés par des problèmes de gouvernance. Des recherches récentes ont néanmoins étudié dans quelle mesure la politique industrielle avait été mise en œuvre efficacement dans de nombreux pays avancés et en développement pour dynamiser la croissance dans de nouveaux secteurs économiques (Lin et Monga 2010).

Malgré l'importance accordée au secteur privé et aux signes de son dynamisme, la croissance du secteur privé africain n'est pas assez durable et n'a pas permis de réduire suffisamment la pauvreté. La plupart

des entreprises africaines sont de petite taille (et souvent familiales) et souffrent d'une faible productivité. Même si les emplois formels du secteur de la production connaissent une croissance proportionnelle à celle du PIB dans des pays comme l'Ouganda, ce rythme ne suffit pas à absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Cette insuffisance résulte de la rapidité de la croissance démographique (qui a seulement commencé à décliner dans certains pays au cours de la dernière décennie) et de la médiocrité du climat d'investissement. Le ratio africain investissement privé/PIB est deux fois moins élevé qu'en Asie.

La médiocrité du climat d'investissement en Afrique provient surtout de trois facteurs : (a) la médiocrité des infrastructures ; (b) la faiblesse du climat d'affaires (en ce qui concerne les politiques et l'accès au financement) ; et (c) le manque de compétences techniques. Les infrastructures africaines sont considérablement en retard par rapport aux autres régions en développement et le fossé se creuse au fil du temps. De plus, en raison de leur petite taille et du manque de concurrence, le coût des services d'infrastructure en Afrique est multiplié par rapport à d'autres parties du monde en développement. Ce facteur est à la base du problème de coût des exports africains sur les marchés mondiaux. Il fait partie des obstacles au développement de la productivité dans les zones rurales et urbaines.⁴⁷ La structure de l'entreprise africaine se caractérise par cinq aspects qui doivent être pris en compte par les gouvernements africains dans le cadre de la promotion de

l'entrepreneuriat, du développement du secteur privé et du commerce intra-africain (ONUDI 2008 ; CNUCED et ONUDI, 2011). Ces cinq aspects sont les suivants : (a) le caractère informel élevé et croissant ; (b) la taille réduite des entreprises ; (c) la faiblesse des liens entre les entreprises ; (d) le faible niveau de compétitivité ; et (e) le manque de capacités en matière d'innovation.⁴⁸ Sachant cela, il devient évident que le défi qui consiste à attirer les investissements en Afrique et celui qui vise à promouvoir le développement du secteur privé et le commerce intra-africain ont de très nombreux points communs.

Les pays africains ont tous des économies souterraines relativement développées. Bien qu'il soit difficile de fournir des chiffres précis sur l'importance du secteur informel en Afrique, des estimations récentes indiquent que l'économie non structurée représente environ 38 % du PIB en Afrique subsaharienne, contre 18 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, 27 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 25 % en Asie du Sud et 35 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il semblerait que les entreprises restent dans le secteur informel principalement pour éviter les taxes et les obligations de conformité avec les réglementations. L'économie non structurée constitue un frein au développement des entreprises, car les entreprises souterraines ne sont pas enregistrées et opèrent donc en dehors du cadre légal. Elles ont ainsi un accès très limité aux infrastructures de base et aux financements nécessaires à la croissance. Des mesures politiques sont nécessaires pour contenir l'importance croissante de

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

l'économie souterraine en Afrique et ainsi renforcer le développement du secteur privé et promouvoir le commerce intra-africain.

Les micro- et petites entreprises sont prédominantes en Afrique. De grandes entreprises existent sur le continent, mais les entreprises de taille intermédiaire, qui jouent un rôle crucial dans le développement économique des pays développés et émergents, sont absentes ou très rares. Les relations entre les entreprises africaines sont également limitées. Par exemple, les liens entre les économies formelles et informelles, les petites et grandes entreprises et les entreprises nationales et étrangères sont ténus. La forte compétition qui découle de l'intégration économique mondiale impose aux grandes entreprises (nationales et étrangères) d'établir des liens commerciaux avec les PME en les intégrant dans leur chaîne d'approvisionnement. Ces rapports aident les grandes entreprises à faire baisser le coût des intrants, à augmenter la productivité, à réduire les délais de livraison et à se concentrer ainsi sur leurs principales compétences.

Le renforcement de la compétitivité des entreprises nationales est essentiel si l'on souhaite promouvoir le commerce intra-africain. L'Afrique représente actuellement seulement 4 % du commerce mondial, en partie à cause de la faiblesse de sa compétitivité au niveau international.

Le Rapport sur la compétitivité de l'Afrique 2009 indique que l'Afrique est 19 % moins compétitive que l'Asie de l'Est et 18 % moins

compétitive que l'Asie du Sud si l'on tient compte de la répartition des coûts. D'après ce rapport, l'Afrique du Sud, le Maroc, Maurice, la Namibie et la Tunisie obtiennent les meilleurs résultats selon l'indice sur la facilitation des échanges qui mesure comment les facteurs, les politiques et les services dans un pays donné facilitent la libre circulation des biens par-delà les frontières et jusqu'à leur destination. Toutefois, si l'on exclut les 118 pays inclus dans l'indice, Maurice et la Tunisie sont les seuls États à se classer parmi les cinquante premiers.

Malheureusement, les pays africains possèdent généralement une base de savoir très faible et manquent de capacités innovantes. Pour développer leur pouvoir d'innovation, les pays africains pourraient investir dans la recherche et le développement et promouvoir la commercialisation des résultats en faisant jouer les relations avec les entreprises du secteur privé. En effet, pour de nombreux décideurs politiques africains, le processus d'innovation est souvent synonyme d'invention et de percées technologiques dans des centres scientifiques ou de R&D spécialisés. Bien que de telles activités soient vitales pour faire progresser la technologie, elles ne s'inscrivent pas du tout dans la réalité du processus d'innovation propre à un environnement hautement concurrentiel. Dans l'environnement de marché ouvert et dynamique actuel, les innovations servent à conserver un avantage concurrentiel. Elles doivent être constantes et progressives, faire preuve d'adaptation et avoir lieu principalement au sein de l'entreprise.

Le potentiel de l'agro-industrie⁴⁹

L'agriculture et l'agro-industrie représentent presque la moitié du PIB de l'Afrique. La production agricole est le secteur le plus important dans la plupart des pays africains, représentant 24 % du PIB de la région.

Les intrants de l'agro-industrie, la transformation, la commercialisation et la vente au détail ajoutent environ 20 % du PIB. L'expérience mondiale suggère qu'avec l'augmentation des revenus et l'urbanisation qui motive la commercialisation de l'agriculture, les parts des activités agro-industrielles en aval et en amont devraient connaître une croissance rapide.

Les opportunités de développement du secteur agro-industriel sont bel et bien présentes. Les marchés nationaux et mondiaux connaissent une demande forte, qui devrait se maintenir même lorsque la demande nationale s'accélénera. Le retour à la croissance économique en Afrique depuis les années 1990, l'urbanisation florissante et la prospérité des marchés mondiaux de marchandises ouvrent des horizons de marchés sans précédent permettant à l'Afrique de développer un secteur agro-industriel concurrentiel. On s'attend à ce que les marchés alimentaires urbains quadruplent et dépassent les 400 milliards USD d'ici 2030, ce qui nécessiterait des investissements agro-industriels dans la transformation, la logistique, les infrastructures de marché et les réseaux de détail. La classe moyenne de plus en plus importante cherche également à augmenter la diversité et la qualité de son régime alimentaire. Dans



L'ensemble, les secteurs les plus dynamiques seront probablement le riz, les céréales alimentaires, la volaille, les produits laitiers, les huiles végétales, l'horticulture et les aliments transformés pour la substitution des importations, ainsi que les exportations tropicales traditionnelles et leurs produits dérivés (en particulier le cacao, le caoutchouc, la noix de cajou et l'huile de palme), ainsi que certaines cultures horticoles, poissons et biocarburants à valeur plus élevée pour l'exportation.

L'intérêt du secteur privé pour l'agro-industrie africaine est sans précédent. La décennie écoulée a été celle d'un regain d'intérêt du secteur privé pour l'agriculture et l'agro-industrie africaines, notamment l'intérêt des investisseurs et des fonds d'investissement étrangers. Le défi consiste maintenant à exploiter cet intérêt des investisseurs de façon à générer des emplois, fournir des opportunités aux petits agriculteurs, respecter les droits des communautés locales et protéger l'environnement. Ce faisant, il faudra limiter les acquisitions foncières et les investissements fonciers spéculatifs qui profitent de la faiblesse des institutions dans les pays africains ou font fi des principes d'investissements agricoles responsables.

En dépit du potentiel énorme de développement agro-industriel, des contraintes diverses demeurent. Selon la Banque mondiale, elles s'articulent en 4 catégories :

- politiques erratiques en matière de production agricole et de marchés et de commerce d'intrants

- accès limité aux terres et respect limité pour les droits fonciers des communautés (voir Deininger et Byerlee 2011).
- mauvaises infrastructures et coûts de transport élevés (voir rapport phare de la Banque mondiale sur les infrastructures africaines, Banque mondiale 2010).
- difficultés d'accès aux technologies, à l'information, aux compétences et au financement pour les petits agriculteurs et les petites entreprises (voir Rapport sur le développement dans le monde, Banque mondiale 2007d.)

5.2. Investissement du secteur privé dans l'agriculture : les couloirs de croissance et de développement

Le secteur privé commence à porter un œil nouveau sur l'investissement agricole. Les investisseurs s'intéressent de plus en plus à l'investissement dans l'agriculture, auparavant considéré comme un secteur peu rentable et beaucoup trop risqué. Aujourd'hui, il existe des façons de limiter les risques en ayant recours à de bonnes politiques et à un équilibre entre investissement public et privé. Ce changement devrait permettre de mieux intégrer l'agriculture dans les couloirs de développement au sein desquels des investissements importants sont nécessaires pour financer de nouvelles infrastructures, notamment des routes secondaires et tertiaires

permettant de relier les agriculteurs aux marchés, aux voies ferrées, aux installations portuaires ainsi qu'aux installations de transformation et de stockage agroalimentaire.

Le concept de couloir de croissance agricole est une méthode innovante permettant de financer le développement régional et de favoriser une sortie de la pauvreté. Ce concept est basé sur des partenariats public-privé et tient compte de la totalité de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'efficacité au moyen d'investissements ciblés.

Les couloirs demandent une coopération entre les gouvernements africains, les entreprises privées, les bailleurs de fonds, les institutions de développement et les structures académiques. Ils prévoient des facilités de financement et des mécanismes de crédit améliorés, notamment pour les petits exploitants et les négociants en produits agricoles. En facilitant l'accès des agriculteurs aux marchés régionaux et internationaux, ce concept vise à favoriser le développement rural et la croissance économique en Afrique. Le couloir SAGCOT est un type de couloir pilote.

Les couloirs de croissance favorisent l'utilisation efficace des ressources à travers la concentration du capital dans le domaine présentant le potentiel agricole le plus élevé. Pour assurer la réussite de l'initiative, il s'agit ensuite de susciter une réaction de l'offre qui entraînera à son tour des cercles vertueux.⁵⁰

Cet investissement peut se greffer à des investissements publics et privés dans les infrastructures ainsi qu'à des



activités professionnelles stimulées par les couloirs de développement, comme les « projets de couloirs de croissance agricole » créés avec le soutien du Forum économique mondial. Ces projets visent à établir des conditions favorables pour l'agriculture industrialisée dirigée par des entreprises privées et réalisée sur des millions d'hectares de terres agricoles dédiées. À ce jour, plusieurs couloirs ont déjà été mis en place et couvrent des millions d'hectares, principalement au sud de la Tanzanie et au Mozambique.⁵¹

Cette nouvelle dynamique du secteur agricole a également mis les petits agriculteurs sur le devant de la scène d'une façon inédite dans l'histoire des couloirs de développement. Les premiers projets pilotes de couloirs de développement incluaient les petits agriculteurs projet par projet, mais cette approche était trop lente pour optimiser la dynamique des projets d'ancrage et des investissements connexes, et les petits exploitants agricoles étaient finalement délaissés. Les nouvelles méthodes d'intégration des petits agriculteurs dans les accords commerciaux – comme l'agriculture sous contrat ou les programmes destinés aux petits planteurs – étaient également insuffisamment évaluées ou comprises. Aujourd'hui, ces modèles sont légion dans de nombreux domaines, notamment le secteur sucrier. La capacité des agriculteurs à produire plus efficacement et à respecter les critères du marché doit croître au même rythme que le développement des marchés et les opportunités de commercialisation. De même, les besoins en services et en information sur les marchés

augmentent avec la hausse de la demande sur le marché. Des formations et des compétences en négociation sont nécessaires pour convaincre les entreprises d'acheter leurs fournitures, de transformer les produits et même d'embaucher de la main-d'œuvre à l'échelle locale. Les opportunités d'expansion et de densification des entreprises prennent de l'ampleur lorsque les organisations de la société civile et les entreprises ayant une approche commune collaborent pour promouvoir une plus grande transparence, améliorer le climat d'investissement, éliminer les barrières commerciales et, en fin de compte, attirer l'attention du gouvernement sur la suppression des autres obstacles afin de permettre une croissance économique plus diversifiée.

D'après les études effectuées à ce jour, deux régions pourraient jouer le rôle de grenier : le couloir agricole de Beira (BAGC) au Mozambique et à proximité de la Zambie et le couloir agricole sud de Tanzanie (SAGCOT) qui s'étend du port de Dar es Salam jusqu'à la Zambie. Ces deux régions comportent de grandes zones présentant un fort potentiel agricole ainsi qu'une base infrastructurelle pouvant être exploitée. En leur apportant des infrastructures, des moyens logistiques pour l'acheminement des intrants, ainsi que des capacités de stockage et de transport jusqu'aux marchés, les couloirs devraient permettre la création de chaînes de valeur viables afin de soutenir l'agriculture à grande et à petite échelle. Les projets d'investissement déjà élaborés décrivent les opportunités à venir et les stratégies à adopter pour les

vingt prochaines années. Très actif, le secteur privé dirige les activités et la coordination dans ces deux couloirs, avec l'appui du Forum économique mondial. Le couloir SAGCOT dispose d'un soutien considérable du gouvernement tanzanien, notamment du président. Les deux couloirs cherchent actuellement à engager plus largement les parties prenantes agricoles et à trouver une structure de gouvernance adaptée.⁵²

5.3. Amélioration des infrastructures à travers les PPP

Les partenariats public-privé contribuent à dynamiser et à mieux gérer les investissements dans les infrastructures. Étant donné la nature privée de l'irrigation en tant qu'intrant productif, le secteur privé est un acteur de l'investissement dans ce secteur. Cependant, le niveau élevé des coûts initiaux et des risques requiert souvent de recourir au secteur public pour la mise en place des services d'irrigation, particulièrement lorsque les investisseurs et les petits exploitants ne sont pas protégés par des lois solides dans le domaine de la commercialisation des terres. Le secteur privé participe parfois par le biais de la construction de routes d'accès vers les grandes plantations, mais peu de mesures d'incitation financières l'encouragent à financer les routes des zones rurales d'une manière plus générale. Au contraire, le manque de routes et d'autres infrastructures de base dissuade les acteurs du secteur privé d'investir dans les zones rurales. L'investissement public est essentiel,

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

mais les communautés peuvent aussi contribuer elles-mêmes à la réfection stratégique des routes rurales à travers l'administration de subventions de développement.

Même si les partenariats public-privé sont souvent envisagés dans le contexte des infrastructures traditionnelles telles que l'irrigation et les routes, ils peuvent aussi combler des lacunes importantes dans les infrastructures relatives aux marchés. Afin de répondre au problème de sous-utilisation des stocks hérités de l'époque paraétatique, le gouvernement ougandais a fourni des installations de stockage à Uganda Grain Traders Ltd. – une société composée de seize entreprises nationales de commerce de céréales – afin de lui permettre de coordonner la transformation, le stockage et le contrôle qualité pour les marchés d'exportation. Les investissements publics visant à encourager les marchés de gros dans des zones stratégiques peuvent stimuler la croissance de tels marchés urbains et régionaux et faciliter l'amélioration de la qualité et le respect des normes, particulièrement dans le cas des jeunes marchés de produits frais. L'efficacité de ces investissements en matériel peut être renforcée en ayant recours à des logiciels commerciaux (p. ex., des systèmes d'information sur les marchés) et à des actions collectives menées par les négociants eux-mêmes. De même, les partenariats public-privé permettent parfois de surmonter les coûts élevés d'installation des chaînes de froid nécessaires pour optimiser la durée de conservation des fruits et légumes frais. Par exemple, le terminal de fruits et

légumes frais du Kenya et les installations de stockage réfrigéré dans le principal port du Ghana ont été partiellement financés par le gouvernement et administrés par des entreprises privées. Tout comme les partenariats public-privé dans le domaine de l'irrigation, les partenariats à visée commerciale nécessitent un environnement d'affaires généralement favorable qui fournisse un accès aux marchés et au financement aux participants du secteur privé.⁵³

La mise en place de partenariats efficaces avec les gouvernements peut s'avérer complexe lorsque les organisations d'agriculteurs, le secteur privé et les organisations communautaires ne sont pas suffisamment représentés dans les objectifs stratégiques nationaux, les programmes, les politiques et l'exécution des projets. Une telle difficulté donne lieu à des lacunes qui minent l'efficacité des projets d'investissement et des autres interventions financés par les bailleurs de fonds. Malgré leurs intentions initiales, les approches sectorielles restent généralement confinées aux ministères agricoles et se concentrent sur l'utilisation des ressources du gouvernement central tout en négligeant les besoins des organisations agricoles et du secteur privé. De plus, il est parfois difficile de parvenir à un consensus sur la politique et la stratégie du secteur en raison de la présence de plusieurs ministères et institutions gouvernementales, notamment des agences décentralisées, des pouvoirs locaux, une multitude d'autres acteurs nationaux et internationaux et, plus particulièrement, des acteurs privés. Jusqu'à présent, l'amélioration

de l'interface entre les secteurs publics et privés reste très faible, même si le débat se poursuit quant au mélange d'investissement public et privé à adopter.

5.4. Rôle du secteur privé dans la recherche et le développement

Le secteur privé continue de jouer un rôle limité dans la recherche et le développement (R&D) agricole en Afrique subsaharienne (ASS). Les investissements privés restent généralement cantonnés au niveau régional (majoritairement en Afrique du Sud) et se concentrent sur un éventail très restreint de marchandises. Le maïs hybride en est le principal destinataire.

Le secteur privé constitue la source de financement durable la moins aboutie de la R&D agricole en ASS. Pour encourager le financement par le secteur privé, il est nécessaire de développer une demande du marché en produits de la recherche agricole plus explicite, ce qui va souvent de pair avec un renforcement des droits de propriété intellectuelle. Par exemple, les actions collectives des agriculteurs et des entreprises agricoles connexes (souvent par le biais d'organisations officielles) peuvent générer des ressources supplémentaires importantes pour la recherche agricole dans la région. Ces nouvelles ressources sont généralement obtenues à travers la mise en place de taxes sur certaines marchandises, comme les exportations ou les intrants qui transitent par les

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

filères de commercialisation et de transformation. Grâce à cette approche, la prise de décision relative à l'utilisation des fonds obtenus repose dans les mains des producteurs et d'autres parties prenantes de la chaîne de valeur concernée. Des réformes réglementaires doivent également être mises en œuvre afin de favoriser la diffusion des technologies internationales.⁵⁴

Même si, jusqu'à ce jour, les investissements privés dans la R&D agricole en Afrique subsaharienne ont été limités – en particulier lorsqu'on les compare à la situation en Asie et en Amérique latine –, ils connaissent maintenant une croissance rapide. Cette augmentation est particulièrement visible dans l'industrie des semences. Une étude récente⁵⁵ menée dans cinq pays africains (l'Afrique du Sud, le Kenya, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie) a estimé qu'environ 62 millions USD avaient été dépensés dans la R&D privée. Sur cette somme, 50 millions ont été dépensés en Afrique du Sud.⁵⁶ Près de la moitié des recherches privées est conduite par des entreprises africaines, notamment des multinationales régionales, comme Seedco au Zimbabwe et Illovo en Afrique du Sud. L'autre moitié a été récupérée par des multinationales dont le siège se situe en dehors de l'Afrique, comme DuPont et Monsanto. Cette étude montre que l'industrie des semences représente une grande partie des dépenses en R&D dans tous les pays. Viennent

ensuite l'industrie des plantations et l'industrie de la transformation, comme le secteur sucrier.

Sur ces cinq pays, c'est en Afrique du Sud que les investissements privés dans la R&D agricole ont augmenté le plus vite – ils ont en effet doublé entre 2001 et 2008. Cette croissance est due à (1) la libéralisation et la privatisation des marchés des intrants et des extrants agricoles et (2) l'augmentation de la demande en intrants agricoles et en produits alimentaires provoquée par la libéralisation commerciale et la croissance économique dans le reste de l'Afrique.

La R&D agricole privée a permis une augmentation du rendement de plusieurs cultures importantes pour l'Afrique. L'adoption de variétés protégées de maïs hybride a augmenté le rendement en Tanzanie. En Afrique du Sud, la recherche privée sur le sucre de canne a permis d'augmenter la productivité dans le pays et dans le reste de l'Afrique australe. De nombreuses études montrent que les variétés génétiquement modifiées et protégées de maïs et de coton ont permis d'améliorer les rendements, les revenus et la santé des petits exploitants agricoles en Afrique du Sud et au Burkina Faso.

La R&D agricole privée en Afrique devrait connaître une croissance plus rapide que la R&D publique, qui a augmenté d'un tiers entre 2000 et 2011. Cette prévision repose sur plusieurs facteurs :

- la demande en produits agricoles et en produits transformés devrait augmenter en raison de la croissance économique rapide ;
- la croissance de la recherche publique menée par les programmes nationaux et des instituts internationaux devrait permettre aux entreprises de créer des variétés protégées de maïs hybride et d'autres innovations ;
- les barrières tarifaires et les obstacles techniques au commerce se raréfient dans le domaine des intrants agricoles tandis que les investissements étrangers augmentent ;
- Les possibilités de protection de la propriété intellectuelle (p. ex., sur les variétés de plantes hybrides) et de protection juridique de la propriété intellectuelle (p. ex., avec des brevets) se voient renforcées.

Les politiques clés que doivent adopter les gouvernements africains qui souhaitent encourager la R&D privée et optimiser son impact doivent soutenir la recherche publique, la suppression des obstacles au commerce dans le domaine technologique, la libéralisation continue, la privatisation des entreprises agricoles ainsi que le renforcement des droits de propriété intellectuelle.⁵⁷

6. Réussites et opportunités pour l'agriculture africaine

6.1. Moteurs de succès : une combinaison de facteurs

Il existe des exemples d'expériences fructueuses dans les pays africains, en particulier en ce qui concerne la transformation des aliments de base locaux tels que le manioc au Nigéria et le millet au Sénégal. Si l'on en croit l'augmentation prévue de la demande urbaine d'aliments locaux, qui atteindra 150 milliards USD d'ici 2030, la possibilité de croissance des entreprises et de l'innovation dans le secteur des produits de base devrait être importante en Afrique subsaharienne. Les mêmes projections indiquent des gains de revenus potentiels de 30 milliards USD pour les petits agriculteurs locaux, si les pays africains parviennent à positionner les secteurs nationaux de manière concurrentielle sur ces marchés (NEPAD 2009).⁵⁸

Parmi ces exemples de réussites, citons la croissance très rapide de la production à petite échelle du café dans les années 1950, suivi du thé, dans les années 1960, sur les hauteurs kényanes. À partir de 1954, les agriculteurs ont été autorisés à planter ces cultures et se sont exécutés avec enthousiasme, soutenus par des coopératives pour le café et une entreprise étatique de thé très efficace – la Kenya Tea Development Authority. Les agriculteurs n'ont pas consacré toutes leurs terres aux cultures de rente : ils ont continué à cultiver du maïs, des haricots et d'autres

cultures alimentaires. La production de maïs a été améliorée par l'adoption large de variétés hybrides adaptées aux conditions kényanes. Certains agriculteurs sont également parvenus à investir dans l'achat de quelques vaches et la production laitière intensive et stable a été ajoutée au portefeuille.

Ces vingt dernières années, de nombreux agriculteurs se sont également adonnés à la production de cultures horticoles, certaines destinées à l'exportation – les haricots verts kényans, par exemple, sont vendus dans les supermarchés européens –, mais les autres étant avant tout destinées au marché national en pleine expansion à Nairobi. Dans ce cas précis, l'intensification a-t-elle débouché sur une surutilisation des ressources naturelles ? Non : au contraire, avec des champs productifs, les agriculteurs ont investi dans des terrasses, planté des arbres aux limites des champs et utilisé davantage de fumier et d'engrais.

De l'autre côté du continent, en Afrique de l'Ouest, la production de coton a connu une expansion rapide dans les années 1980 et 1990 dans la savane guinéenne, au nord de la ceinture de forêts et au sud du Sahel. Dans ce cas-ci, la production a été organisée par des entreprises étatiques de développement du textile qui ont fourni les intrants à crédit et collecté les cultures.

Nombre de mouvements récents de croissance ont porté sur la production alimentaire pour les marchés nationaux : dans les

années 1980, il y a eu le maïs au Zimbabwe, sur les terres d'altitude du Sud de la Tanzanie et dans les provinces du Nord et de l'Est de la Zambie, à chaque fois avec une production agricole de petite taille organisée par des agences étatiques. Parmi les pics de cultures alimentaires commercialisées à plus petite échelle, citons le riz dans le delta intérieur malien du Niger, des variétés de maïs à pollinisation ouverte dans la ceinture du Centre du Nigéria et la production périurbaine de produits laitiers, de fruits et de légumes pour la ville de Kano.⁵⁹

L'IFPRI a interrogé des spécialistes afin d'identifier les réussites de l'agriculture africaine, pour lesquelles on a constaté « une évolution importante et durable de l'agriculture, débouchant sur une augmentation du revenu agrégé lié à l'agriculture, ainsi que sur une réduction de la pauvreté et/ou une amélioration de la qualité environnementale » (Hagglblade et al. 2003, voir également Gabre-Madhin et Hagglblade 2001). Ils ont fait état de nombreux progrès techniques, notamment l'utilisation de variétés hybrides de maïs au Zimbabwe et au Kenya, ainsi que de maïs à pollinisation ouverte en Afrique de l'Ouest ; l'utilisation de bananes améliorées en Afrique de l'Est ; la production horticole et fruitière par les petits producteurs sous contrat au Kenya ; le manioc résistant aux nuisibles et aux maladies qui a contribué à des augmentations majeures de la production de manioc en Afrique de l'Ouest et dans certaines régions d'Afrique du Sud-Est ; le coton en Afrique de l'Ouest ; et la petite production laitière au Kenya.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Ces réussites n'ont pas toutes duré. Au contraire, elles sont souvent sensibles aux prix en vigueur, qui sont parfois étroitement liés aux prix sur les marchés mondiaux, ainsi qu'au soutien et à l'organisation étatiques. D'un autre côté, l'une des expériences les plus remarquables de progrès à long terme nous vient du Burkina Faso, où la production céréalière (dans un pays du Sahel pauvre, enclavé et fréquemment frappé par la sécheresse) a augmenté pendant quarante ans au même rythme que celle du Vietnam, souvent considéré comme un exemple de réussite de la révolution verte en Asie.⁶⁰ Le Burkina Faso a réussi à préserver le sol et l'eau en ayant recours à des murets de protection en terre ainsi qu'à une version améliorée des trous d'ensemencement traditionnels (les « zai ») afin de retenir l'eau et la couche arable. Les activités consistaient aussi à planter des arbres, élever des animaux dans des structures semi-intensives, répandre de l'engrais dans les champs et créer des institutions pour la gestion des puits, des ressources naturelles, des écoles et des banques céréalières dans les villages.

Un grand éventail d'institutions sont nécessaires au secteur agricole : des institutions financières pour lui fournir un accès au crédit ; des compagnies d'assurance pour couvrir les risques ; des institutions de recherche scientifique pour améliorer les variétés de produits agricoles et trouver de nouvelles techniques de production et de transformation ; des partenaires capables de lui apporter un soutien économique et technique ; et des systèmes d'information pour l'assister dans son positionnement sur les marchés ; etc.⁶¹

Les interventions du gouvernement peuvent également participer à la réussite des entreprises agricoles et du développement industriel. Elles doivent cependant rester axées sur les industries et les emplacements qui présentent un avantage concurrentiel latent. De plus, elles ne doivent pas favoriser l'acquisition ou le monopole de rentes. Le soutien proactif du gouvernement peut être justifié dans le cas d'importantes externalités positives (p. ex., la construction de nouvelles infrastructures utilisables par d'autres industries) ou pour palier d'importantes défaillances de marché (p. ex., des problèmes de coordination ou des coûts d'entrée et des risques élevés pour les premiers moteurs). L'activité des fleurs coupées au Kenya et – à une plus petite échelle – la culture des mangues au Mali sont des exemples d'interventions gouvernementales ciblées et réussies. Dans le cas des fleurs coupées au Kenya, le gouvernement a fourni un accès à l'information ciblé et opportun et favorisé les améliorations technologiques en portant une attention particulière aux contraintes environnementales liées à l'utilisation de l'eau. Entre 1995 et 2002, les exportations de fleurs coupées du Kenya ont augmenté de 300 %. Dans le cas des mangues au Mali, le gouvernement est intervenu par le biais de la modernisation des infrastructures dédiées aux exportations et par le biais de pratiques et de soutien pour le contrôle de la qualité et pour l'organisation de la chaîne de valeur. Ainsi, les exportations de mangue sont passées de 2 867 tonnes en 2005 à environ 12 452 tonnes en 2010.⁶²

- Progrès des technologies agricoles

Les progrès agricoles, comme l'amélioration des variétés de semences, ont été adoptés par la majorité des agriculteurs dans certaines régions et pour des cultures spécifiques : le maïs hybride au Zimbabwe dans les années 1980 et au Kenya depuis les années 1960 sont de bons exemples. Parmi les exemples plus récents, on trouve ceux des progrès du manioc et du riz : en un an en Ouganda, la cochenille a entraîné une perte de 90 % des récoltes de manioc du pays. Cependant, l'IITA a développé des variétés de manioc résistantes à la cochenille, ce qui a permis d'augmenter considérablement la production de manioc sur le continent. La WADERA a également développé la variété de riz NERICA, qui a surmonté une contrainte de longue date, à savoir les rendements inférieurs des variétés de riz africaines par rapport aux variétés asiatiques, alors que ces dernières sont moins résistantes aux nuisibles et aux maladies d'Afrique. La variété NERICA semble à ce jour produire des rendements beaucoup plus importants, avec des taux de croissance élevés d'adoption en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

- Utilisation d'intrants supplémentaires

Bien que, en Afrique, l'utilisation moyenne d'engrais manufacturés soit faible – notamment dans certaines zones telles que les terres d'altitudes au Kenya –, leur niveau d'utilisation est similaire aux niveaux observés en Asie. Les obstacles à l'utilisation sont moins techniques et relèvent

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

davantage de la logistique et du rapport de prix entre le coût local des engrais sur les exploitations et la valeur des cultures pratiquées. Parmi les développements prometteurs récents, on trouve notamment le microdosage : une pratique qui consiste à administrer les engrais de manière plus précise dans le temps et l'espace, ce qui permet d'économiser les engrais et d'avoir plus d'impact sur les rendements par unité de produit chimique. L'utilisation de cette pratique est particulièrement utile lorsque l'engrais est relativement cher par rapport à la main-d'œuvre.

Les expériences du Kenya et du Malawi montrent ce qui peut être accompli. En 2005/2006, le gouvernement malawien a appliqué une subvention universelle sur une quantité limitée de semences de maïs et d'engrais, en dépit de la forte désapprobation des bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale et le FMI. Au cours des quatre saisons suivantes, les récoltes ont dépassé les critères nationaux et des records ont été battus. Mais les coûts ont augmenté – de 50 à plus de 200 millions USD – ce qui a soulevé la question de la durabilité de l'approche et du coût d'opportunité du programme (FAC 2009).

L'expérience kenyane de la libéralisation des marchés d'engrais au début des années 1990 est moins connue. La réponse des importateurs privés, des vendeurs de gros et des fournisseurs d'intrants locaux a été bonne. Les petits agriculteurs peuvent à présent obtenir des engrais en ne parcourant qu'une distance moyenne de 3,4 km, contre 8,1 km précédemment. Les

coûts de transport des engrais de Mombasa vers les zones de culture ont diminué drastiquement grâce à l'amélioration de la logistique. À présent, davantage de petits agriculteurs utilisent des engrais et cela a contribué à l'augmentation des rendements. Tout ceci a été obtenu à un coût pratiquement nul pour le budget public (Ariga et Jayne 2009).

- Gestion du sol et de l'eau

Bien que moins de 4 % des zones de culture soient actuellement irriguées, les limites peuvent être tant économiques que techniques. Là où il est possible de pratiquer des cultures à valeur élevée durant les saisons sèches, les agriculteurs peuvent améliorer rapidement leur irrigation, comme le montrent les terres vallonnées de Fadama dans les zones proches de Kano, où les agriculteurs ont introduit des pompes diesel afin de transporter l'eau vers leurs parcelles, alors qu'auparavant seuls des chadoufs étaient utilisés. Certains systèmes d'irrigation précédemment décevants du point de vue des rendements ont été revitalisés grâce à l'introduction d'une meilleure gestion, comme le montre le système de culture du riz du Bureau du Niger au Mali.

Des investissements dans la conservation du sol et de l'eau ont été entrepris, mais uniquement lorsque leur rentabilité avait été démontrée. Les terrasses de fanya nuu de Machakos et d'autres régions des terres supérieures du Kenya, ainsi que les fosses de plantation et les murets déployés sur le plateau central du Burkina Faso sont de bons exemples. Dans la lutte contre les nuisibles et les

maladies, des réussites majeures ont été enregistrées en matière de vaccination contre la peste bovine, de production de manioc résistant au virus de la mosaïque et d'éradication de la mouche noire dans la savane ouest-africaine – un nuisible qui provoque l'onchocercose chez les humains et décourage l'utilisation de terres arables potentielles.

- Potentiel des terres non cultivées

Le potentiel des terres africaines a été réaffirmé. La Banque mondiale a publié (2009a) une évaluation du potentiel de la savane guinéenne, une vaste zone de quelque 700 millions d'ha couvrant plus d'un tiers du continent, et dont moins de 7 % sont actuellement cultivés. Jusqu'à présent, la savane guinéenne a été largement ignorée, en partie parce que le potentiel de production est plutôt moyen qu'élevé, mais d'autant plus parce qu'elle était relativement inaccessible à cause du faible nombre de routes d'accès et parce que la demande effective pour ce que ces terres pouvaient produire était faible.

Des zones géographiquement similaires au Nord-Est de la Thaïlande et dans le Cerrado brésilien ont été transformées en grandes régions agricoles exportatrices : selon la Banque mondiale, des investissements et des politiques adaptées pourraient permettre de reproduire l'expérience en Afrique. Compte tenu de l'augmentation future de la demande en Afrique, de la possibilité de remplacer la nourriture actuellement importée et de la création possible de marchés de matières premières pour les

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

biocarburants et l'approvisionnement de l'augmentation rapide de la demande asiatique en huiles végétales, en aliments pour animaux et en autres produits, de grandes parcelles de terre de la savane guinéenne pourraient être cultivées et ainsi générer des emplois, des revenus et des bénéfices d'exportation.⁶³

- Technologies de l'information et de la communication

De plus en plus, les agriculteurs africains vivent dans des zones couvertes par les réseaux de télécommunication et peuvent accéder, même par le biais de prêts ou de locations, à la téléphonie mobile. Bien que l'utilisation première des téléphones puisse être sociale, ils sont utilisés pour transmettre les informations relatives aux marchés, voire pour transférer des fonds. Il existe un potentiel clair de transmission de l'information aux agriculteurs et aux gestionnaires des terres, notamment sur les conditions physiques et avant tout sur les prévisions météorologiques à court terme.

Les technologies de l'information ont déjà profité aux agriculteurs grâce à la téléphonie mobile, notamment pour la transmission d'informations économiques. Grâce à la télédétection, d'autres applications sont possibles et permettraient de transmettre rapidement des informations sur les conditions physiques aux agriculteurs et autres gestionnaires de terres par le biais des réseaux de téléphonie mobile.

- Utilisation des biotechnologies

Bien que certaines applications soient controversées, les biotechnologies peuvent permettre de progresser vers la résolution de certaines questions moins évidentes en matière de culture telles que l'amélioration de la résistance à la sécheresse et le renforcement de la fixation de l'azote. Un aspect essentiel du défi relatif à l'extension des efforts de recherche, de développement et de vulgarisation consistera à renforcer les institutions produisant des innovations adaptées à l'agriculture africaine et à conclure des partenariats public-privé efficaces (Binswanger 2009). Il est communément admis que l'investissement dans la recherche est rentable (Banque mondiale, 2007) et qu'il doit être renforcé (Chicago Council on Global Affairs, 2009).

- Utilisation de pratiques traditionnelles encourageant une agriculture durable

Par le passé, les stratégies de développement étaient avant tout axées sur le modèle agricole industriel et se sont avérées non durables du point de vue environnemental, social et/ou économique.

L'agriculture durable s'éloigne des méthodes artificielles d'augmentation des rendements et se concentre davantage sur les capacités grandissantes des intrants naturels. Cela peut être obtenu en utilisant diverses techniques qui n'affectent pas l'environnement, par exemple grâce à la rotation culturale,

l'enrichissement du sol et les prédateurs naturels des nuisibles. La rotation culturale consiste à pratiquer diverses cultures sur le même champ au lieu de planter la même culture chaque saison. Cela permet de garantir la santé à long terme du sol, car les cultures de rotation fixatrices d'azote permettent de régénérer les nutriments (Khan 2011 ; ONU 2012). De nombreuses agences de développement ont cherché à utiliser le concept d'agriculture durable pour combiner les trois facteurs de durabilité environnementale, sociale et économique. La durabilité agricole vise à appliquer une approche systémique à divers aspects de la sécurité alimentaire. Elle concerne avant tout les dimensions économiques, sociales et environnementales de la production agricole. Une approche systémique est donc adoptée afin de faire interagir les différents individus et institutions impliqués – tels que les chercheurs, les syndicats, les détaillants, les consommateurs, les décideurs politiques (Amekawa 2010 ; ASI 2012). Cela permet d'identifier les divers impacts de l'agriculture et les causes de l'insécurité alimentaire et d'y faire face.⁶⁴

- Croissance agricole dirigée par le marché et le secteur privé

La croissance agricole dirigée par le marché et le secteur privé fait référence à l'idée selon laquelle la croissance agricole doit être dirigée par le marché en réduisant le rôle du secteur public et en encourageant les partenariats public-privé.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

À l'instar de la « révolution verte » dans les pays asiatiques, la nouvelle révolution verte pour l'Afrique consiste à améliorer et à diversifier les cultures, à améliorer les systèmes d'irrigation et à faire progresser les technologies (UK Food Group 2008). Cela suppose également d'élaborer des stratégies visant à parvenir à une dépendance minimale aux intrants externes. Par exemple, suivre une optique d'agriculture durable consiste à garantir la portée et la stabilité des rendements, la stabilité des prix alimentaires et des prix des engrais afin de parvenir à une durabilité économique (Amekawa 2010). Un autre aspect de la durabilité

économique consiste à diversifier les exploitations afin d'éviter les monocultures, ce qui permet ainsi d'atténuer les risques de pertes économiques et de répondre aux fluctuations extrêmes de prix associées à l'évolution de l'offre et de la demande (ASI 2012). Cependant, cela nécessite également un engagement en faveur de l'évolution des politiques publiques, des institutions économiques et des valeurs sociales.

Une autre des préoccupations majeures de l'agriculture durable se situe au niveau politique : elle se résume à améliorer ou à introduire des politiques faisant la promotion

de la santé environnementale, de la profitabilité économique et de l'équité, tant sociale et qu'économique. Elle consiste par exemple à soutenir des programmes de production et de prix afin de permettre aux agriculteurs de réaliser pleinement le potentiel des gains de productivité. Une autre stratégie suppose la modification des politiques fiscales et de crédit afin d'encourager les exploitations agricoles plutôt que les concentrations d'entreprises. Il est important de le faire au niveau local, régional, national, et en particulier au niveau mondial afin de faciliter le commerce international.

7. Perspectives d'avenir : transformation agricole et structurelle en Afrique

Au cours de la dernière décennie, les économies africaines ont atteint des niveaux de croissance sans précédent. Cette croissance est principalement due aux exportations de ressources naturelles et de marchandises, au perfectionnement de la gestion macroéconomique, à la croissance de la classe moyenne et à l'augmentation de la demande nationale par la consommation et à une amélioration de la stabilité politique. Toutefois, la croissance africaine n'a pas profité à tous et les taux de pauvreté et d'inégalité restent élevés. Afin de se doter d'une croissance solidaire, les économies africaines doivent porter leur attention sur les activités et les secteurs à haute plutôt qu'à basse productivité. Ainsi, l'Afrique doit entreprendre une transformation structurelle afin de passer d'une économie basée sur les ressources à une économie basée sur les services ou l'industrie. Seuls quelques pays africains, comme l'Afrique du Sud, Maurice et l'Ouganda, ont réussi à transformer leur économie du point de vue structurel. D'autres pays africains ont atteint un certain niveau de transformation structurelle en suivant diverses voies à différentes vitesses. Certains pays peuvent parvenir à se transformer par le biais de la fabrication à bas salaire tandis que d'autres se basent sur les services ou le secteur agricole. À cause du retard de la transformation structurelle en Afrique, la main-d'œuvre ne passe pas assez rapidement du secteur agricole vers d'autres secteurs plus productifs, tels que les services ou l'industrie. Par ailleurs, la part de l'agriculture dans le PIB diminue trop vite. Cela s'explique principalement par le

manque de politiques agricoles inclusives et l'inefficacité des stratégies industrielles dans la plupart des pays africains.

La mise en œuvre de la transformation structurelle entraînera un niveau supérieur d'industrialisation des économies africaines. Quel que soit le processus de transition, il devra maintenir le secteur agricole au cœur des économies africaines. Pour arriver à transformer efficacement le continent, il serait également bienvenu d'encourager l'intégration régionale et l'innovation.⁶⁵

7.1. Transformation structurelle

La transformation structurelle est le mouvement de la main-d'œuvre de secteurs peu productifs vers des secteurs plus productifs, de façon à ce que la productivité de l'ensemble de la main-d'œuvre augmente de manière égale aux niveaux de productivité sectorielle constants. Comme le montre l'exemple des pays africains, le problème des pays en développement surgit lorsque : (i) la migration de la main-d'œuvre stagne à cause de la croissance lente du reste de l'économie et/ou de la croissance démographique rapide ; et/ou (ii) l'ajout de valeur dans des secteurs à faible productivité tels que l'agriculture ne parvient pas à augmenter assez rapidement pour combler les fossés de productivité intersectorielle. Les pays présentant une évolution structurelle fructueuse sont généralement parvenus à deux résultats : déplacer la main-d'œuvre de secteurs à productivité faible vers des

secteurs à productivité plus élevée et renforcer la production des secteurs à productivité plus faible. Il faut réaliser des progrès dans trois domaines clés afin de parvenir à ce résultat : la circulation de la main-d'œuvre, la croissance de la productivité et la compétitivité du commerce. Le mouvement de la main-d'œuvre qui migre des secteurs à productivité plus faible vers ceux à productivité plus élevée augmente la productivité moyenne et les revenus de l'économie, même sans aucun changement du niveau de productivité du secteur. Cet effet est magnifié lorsqu'il s'accompagne d'une croissance de la productivité sectorielle.⁶⁶

En Afrique, pendant l'essentiel des cinquante dernières années (à partir de l'indépendance), le changement structurel a eu pour effet de réduire la productivité. Il a été encouragé par la diversification négative que l'on a pu observer dans la migration de la main-d'œuvre du secteur agricole sous-performant, mais plus productif, à un secteur des services surdimensionné à productivité plus faible. À la suite de l'échec de la première vague d'efforts d'industrialisation internes par le biais des substituts à l'importation des années 1960, les gouvernements africains avaient presque abandonné la recherche de politiques industrielles pratiques. Pendant ce temps, l'agriculture continuait à être confrontée à des défis politiques et institutionnels de taille, passant d'un environnement marqué par une taxation directe et implicite importante à une ère de politiques d'ajustement structurel controversées réduisant largement le soutien aux services dans le secteur. La combinaison de ces effets a

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

entraîné une stagnation du secteur manufacturier et contraint à la spécialisation dans le secteur primaire.

La relance économique des 15 dernières années a permis d'espérer que les pays africains commencent à tourner la page. Il convient à présent de maintenir et d'accélérer le processus de relance, d'adopter des politiques de renforcement de la productivité dans le secteur agricole et dans le secteur des services et de revitaliser le secteur industriel moderne. L'effort continental du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), qui vise à encourager une planification et une mise en œuvre de politiques basées sur les preuves et à renforcer l'investissement dans l'agriculture, est un bon point de départ. Cependant, il doit être complété par des politiques d'industrialisation novatrices afin de développer des avantages comparatifs pour les biens manufacturiers à valeur plus élevée. Les stratégies de développement futures doivent viser à renforcer la productivité dans le secteur des services, qui représente à présent une part importante et grandissante de la main-d'œuvre à productivité faible. L'objectif de ces stratégies devrait être de moderniser les processus de production et de promouvoir l'innovation dans la production de biens domestiques et ménagers – de la ferronnerie à la transformation du bois et du cuir, en passant par une série de produits artisanaux.

La réalisation d'une transformation économique fructueuse présente deux défis essentiels : (i) renforcer la productivité agricole et de

la main-d'œuvre tout en (ii) se diversifiant vers des biens de niveau plus élevé avec une productivité plus importante, dans l'industrie manufacturière urbaine et dans les secteurs des services. Les facteurs permettant de déterminer si un pays réussira ou non à se transformer sont liés à l'adaptation des atouts humains et physiques, des ressources institutionnelles et technologiques, ainsi que des capacités politiques et de coordination.⁶⁷

Les tendances de transformation structurelle marquées par un secteur des services surdimensionné à productivité faible et sous-performant montrent que les pays africains ont besoin d'une stratégie de renforcement de la productivité de la main-d'œuvre pour le secteur des services. Cette stratégie doit aller de pair avec le développement d'une industrie agricole adaptée aux petits exploitants. Les stratégies d'industrialisation doivent donc viser, à court et à moyen terme, à accroître l'esprit d'entreprise dans le secteur des services informels et le secteur agricole traditionnel. Les politiques liées à la technologie et à l'innovation doivent viser à renforcer les capacités et l'esprit d'entreprise dans les industries agricoles et le secteur informel. La relance actuelle de la croissance produit une classe moyenne de plus en plus importante et une demande soutenue d'aliments urbains transformés, de logement et d'équipement ménager. Les exemples de l'huile de palme et du caoutchouc en Malaisie et du manioc en Thaïlande démontrent amplement le potentiel important d'innovation et de croissance entrepreneuriale dans le secteur de l'agro-industrie.

Les politiques de technologie et d'innovation doivent également répondre aux besoins du segment agricole de la chaîne de valeur de l'agro-industrie. En particulier, les pays africains devront commencer à investir largement dans la formation, les laboratoires de recherche et les autres infrastructures requises pour le développement des capacités biotechnologiques s'ils souhaitent être compétitifs sur les marchés agricoles nationaux et mondiaux. Le débat actuel sur les organismes génétiquement modifiés est particulièrement peu utile et détourne l'attention à ce sujet. La vraie question stratégique à laquelle les pays africains sont confrontés ne doit pas être d'autoriser ou d'interdire la nourriture à base d'organismes génétiquement modifiés (OGM). La vraie question est de savoir si les sociétés africaines ont suffisamment de capacités dans le domaine plus large des biotechnologies pour suivre les développements rapides qui se produisent dans le monde. Dans le cas contraire, elles seront éliminées des futurs systèmes alimentaires mondiaux.

Le secteur des services est devenu un réservoir majeur de main-d'œuvre à faible productivité à cause du modèle d'évolution structurelle mentionné ci-dessus. La croissance dans ce secteur jouerait donc un rôle central dans la création d'emplois et la croissance de la productivité au sein des pays africains. Dans leurs études de l'industrialisation endogène, Sonobe et Otsuka (2006 ; 2011) identifient les principales sources de défaillances du marché

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

qui entravent la modernisation et la croissance dans le secteur informel. Ils incluent dans ces sources de défaillances les coûts de transaction liés à l'asymétrie de l'information et à l'application des contrats, les retombées de connaissances novatrices et le capital de gestion insuffisant. Comme option pour l'Afrique, ils proposent l'approche sectorielle thématique qui a joué un rôle central dans les pays asiatiques. Les compétences organisationnelles requises et les autres capacités productives des entreprises du secteur informel sont souvent tacites et non codifiées. La reproduction et l'imitation sont donc limitées à moins d'être facilitées par les pôles de compétitivité, qui permettent le transfert de compétences par le biais de la circulation de la main-d'œuvre.

Dans leur récente étude comparative des pays asiatiques et africains (notamment le Kenya et l'Éthiopie) en matière de pôles de compétitivité, Sonobe et Otsuka (2011) ont conclu que, en général, les pôles des pays africains souffraient d'un déclin de profitabilité lorsqu'ils s'étendaient à de nouveaux arrivants. En effet, l'absence d'innovation soutenue et l'émergence d'entreprises plus importantes augmentent le nombre d'entreprises et font baisser la profitabilité. La croissance au sein du secteur finit par stagner. L'industrie du cuir en Éthiopie était la seule exception. Étant donné l'absence de stratégies efficaces d'industrialisation (qu'il s'agisse d'une industrialisation sectorielle ICC ou autre), il n'est pas surprenant que les auteurs n'aient pas trouvé de pôles de compétitivité fructueux. Les leçons de l'Asie indiquent un potentiel d'action de l'ICC dans le secteur informel

africain. Face au double défi de la productivité du secteur informel et agricole en Afrique, les stratégies de l'ICC doivent également inclure le secteur agro-industriel. L'ICC dans l'agro-industrie se concentrerait sur des domaines et des secteurs ayant un potentiel de productivité élevé et des retombées technologiques confirmées, comme c'est le cas des industries de transformation périurbaines, des bassins autour des cours d'eau, d'autres zones à potentiel agroclimatique élevé, ainsi que des couloirs de transport régionaux. Les activités de l'ICC viseraient la recherche technologique, les infrastructures de gestion de la qualité, les services de réglementation, les infrastructures commerciales, l'intégration des petits agriculteurs et la formation professionnelle. En particulier, l'ICC ferait la promotion du développement de la chaîne de valeur agro-industrielle par le biais d'une série d'activités – technologies d'emballage et de transformation adaptées, services de gestion de la qualité, élaboration institutionnelle de réseaux de marchés publics et de distribution, technologies et pratiques de production et secteur d'intermédiation financière.⁶⁸

7.2. Rôle de l'agriculture dans le processus de transformation

Lors des premières décennies qui ont suivi l'indépendance, le ratio des coûts d'importations alimentaires par rapport aux revenus de l'exportation agricole des pays africains était presque identique au ratio entre

les importations alimentaires et les revenus totaux des échanges étrangers, ce qui implique que les ressources qui paient pour la demande alimentaire excessive proviennent presque exclusivement du secteur agricole (Badiane 1991). Les ressources des échanges étrangers provenant de l'agriculture participent au paiement des coûts d'importation des biens nécessaires dans d'autres secteurs de l'économie.

L'agriculture joue un autre rôle important étant donné qu'elle est la principale source de revenus fiscaux pour le financement des infrastructures routières et électriques, la santé, l'éducation et d'autres investissements nécessaires à la stimulation de la croissance dans le reste de l'économie. Enfin, l'agriculture génère une part importante des revenus qui alimentent la demande de biens produits dans le secteur manufacturier émergent. Lorsque l'agriculture est en croissance et que tous les liens ci-dessus fonctionnent convenablement, la main-d'œuvre est libérée du secteur agricole afin de répondre à la demande en main d'œuvre du secteur manufacturier en expansion et à productivité plus grande. La migration de la main-d'œuvre d'un secteur agricole en pleine croissance augmente également la productivité de ce secteur. Par conséquent, la productivité moyenne de l'économie augmente, de même que les revenus par habitant.

Une analyse historique des performances de croissance du secteur agricole révèle que, même si les techniques les plus intensives en main-d'œuvre sont utilisées, le

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

taux de croissance agricole qu'il est possible d'atteindre ne serait pas assez élevé pour absorber l'augmentation de la main-d'œuvre (Mellor 1986). L'analyse de l'industrialisation par Syrquin (1989) dans 100 pays a montré que le taux de croissance de la valeur ajoutée et l'utilisation des intrants dans l'agriculture est environ 40 à 50 % inférieur à celui du secteur manufacturier. Alors que cette conclusion souligne le fait que l'industrialisation progressive est le moteur d'une croissance soutenue à long terme, les spécialistes et les analystes des politiques de développement au moment de l'indépendance des pays africains à la fin des années 1950 et au début des années 1960 n'ont pas reconnu l'aspect central de l'agriculture dans la stimulation de la croissance du secteur industriel lui-même.⁶⁹

Johnston et Mellor (1961) définissent trois phases, des premières aux dernières étapes de développement, avec des priorités politiques distinctes visant à concilier les contradictions ci-dessus. Lors de la phase 1, lorsque le secteur est dominé par l'agriculture de subsistance, il faut se concentrer sur l'innovation sociale afin de lever les contraintes institutionnelles, sociales et culturelles à des pratiques agricoles améliorées. Les programmes de propriété foncière, d'éducation et d'infrastructures institutionnelles qui y sont liés sont nécessaires afin d'aligner les pratiques culturelles et sociales avec la nécessité de moderniser le secteur à l'avenir. Lors de la phase 2, l'accent est mis sur l'innovation technologique et les systèmes requis pour l'approvisionnement

d'intrants et de services pour le renforcement de la productivité et l'extension de la production sur la base de technologies intensives en main-d'œuvre et peu gourmandes en capital. Les éléments clés des systèmes d'innovation technique incluent la recherche et le développement et les systèmes d'éducation associés permettant d'étendre les possibilités de production ; les systèmes d'approvisionnement et de distribution d'intrants concurrentiels du point de vue des coûts ; les systèmes de commercialisation de la production ; ainsi que l'investissement public nécessaire dans les infrastructures et les institutions requises. Dans la phase 3, lorsque les coûts d'opportunité de la plupart des intrants, en particulier la main-d'œuvre, sont élevés et en augmentation, il faut se concentrer sur une pénétration plus profonde des marchés de services financiers afin de répondre aux besoins considérables en ressources pour les technologies intensives en capital plutôt qu'en main-d'œuvre. Les programmes qui sont mis en œuvre dans les trois phases doivent être rentables et durables d'un point de vue budgétaire. Dans le cas contraire, ils peuvent peser sur le reste de l'économie et sont voués à l'abandon. La durabilité est particulièrement problématique lors des deux premières phases, car l'arrêt de tels programmes peut entraîner l'effondrement total du secteur et la perte de vingt ans de développement. Ce résultat est typique de l'Afrique des années qui ont mené à la période de programmes d'ajustements structurels et durant celle-ci dans les années 1980 et 1990.⁷⁰

Depuis le milieu des années 1990, les pays africains ont connu un processus de relance agricole et économique remarquable. En général, les taux de croissance moyens du secteur agricole et de l'économie tournent autour de 5-6 %. Même durant les récentes crises des marchés alimentaires et financiers mondiaux, les économies africaines sont parvenues à maintenir des taux de croissance positifs, alors que les économies de toutes les autres régions étaient en recul. Plus étonnant encore, la relance de la croissance s'est non seulement accélérée, mais s'est également étendue à toutes les grandes régions du continent (Badiane 2008). Les performances récentes sont observées après la période de faible croissance économique et de stagnation qui a marqué les dernières décennies. Le maintien et l'accélération de la relance de la croissance actuelle nécessitent donc de se pencher plus avant sur le processus de transformation économique lors de cette période et sur les facteurs sous-jacents.

Tendances de la sophistication économique parmi les pays africains

Un aspect important du changement structurel est que les économies acquièrent des capacités plus importantes avec leur maturation vers la production de biens plus sophistiqués à valeur plus élevée. Le panier de biens d'un pays détermine complètement son niveau de performances économiques et de revenus globaux. Les biens pour lesquels la demande devient mondiale à mesure que les revenus augmentent dans le monde peuvent être exportés en quantités plus

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

importantes et à des prix plus élevés pour une longue période. Ces biens sont associés à des niveaux de productivité et de revenus plus élevés. Plus un pays parvient à produire de tels biens, plus il accumulera de richesses et plus il sera riche avec le temps. Pour utiliser l'expression d'Hausmann et al. (2006) : « les pays deviennent riches en produisant des biens de pays riches ». En d'autres termes : « les pays deviennent ce qu'ils produisent ». ⁷¹

Le manque de progrès vers la sophistication des produits dans le secteur agricole a de véritables implications stratégiques. Tout d'abord, il est difficile pour le secteur d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre et les revenus sans l'aide d'avantages comparatifs conférés par des produits à valeur plus élevée et ayant une élasticité des recettes plus élevée. Une plus grande sophistication des produits permettrait non seulement aux pays africains d'augmenter la valeur totale et unitaire des exportations vers les marchés mondiaux, mais également

de capter une part plus importante de la demande de nourriture urbaine sur les marchés régionaux, qui est en forte augmentation. ⁷²

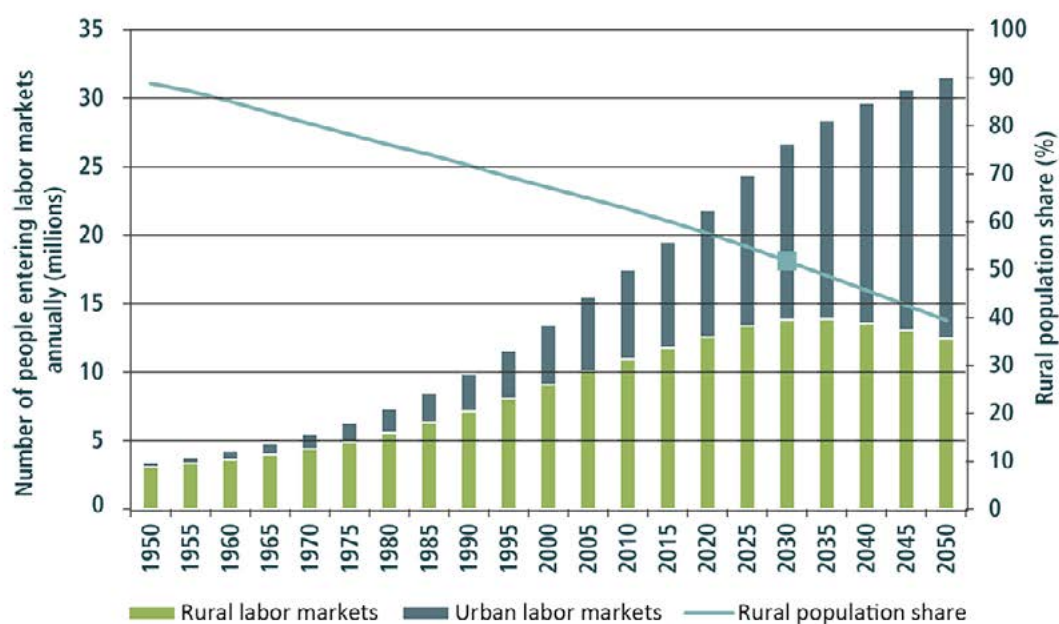
La productivité de la main-d'œuvre en agriculture

Dans l'ensemble, au cours des trois dernières décennies, la productivité moyenne de la main-d'œuvre du secteur agricole en Afrique subsaharienne a connu une croissance lente, ce qui indique que la transformation structurelle a été faible dans ce secteur. Le taux de croissance annuel de la productivité agricole moyenne en Afrique subsaharienne est presque identique au milieu des années 1990 (soit 0,1 % à 0,2 % environ) et reste en retard par rapport aux autres régions. Toutefois, la moyenne régionale cache la diversité de la situation, notamment la baisse de productivité dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et la forte hausse de productivité (et vraisemblablement l'avancée de la transformation structurelle) dans d'autres.

Le taux de croissance de la productivité agricole est fortement lié à la croissance du PIB par habitant. L'utilisation d'engrais et l'extension de l'agriculture sur des terres non arables sont autant de facteurs clés qui expliquent les faibles niveaux de productivité de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne par rapport à l'Asie. Les terres arables diminuent de 1 % par an dans les deux régions. En revanche, les terres agricoles non arables augmentent de 1 % par an en Asie tandis qu'elles diminuent dans la même proportion dans les pays d'Afrique subsaharienne. L'utilisation d'engrais a augmenté de 3,5 % par an dans les pays asiatiques, mais n'a pas augmenté dans les pays d'Afrique subsaharienne. De nombreux gouvernements d'Afrique subsaharienne s'attachent à améliorer la productivité agricole et leurs efforts ont donné quelques résultats positifs.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Figure 12: Part de la population rurale et nombre de personnes intégrant chaque année les marchés du travail en zone rurale et urbaine en Afrique subsaharienne entre 1950 et 2050



Source: B. Losch, S. Fréguin-Gresh, and E.T. White, Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World, Africa Development Forum Series (Washington, DC: World Bank, 2012).

Conclusion

Après des décennies de stagnation, voire de déclin, les économies africaines renouent avec la croissance. Celle-ci est forte, large et soutenue depuis plus de dix ans. Cette relance masque des tendances préoccupantes dont il faudra s'occuper de manière efficace. Le rythme et le modèle de transformation économique durant les décennies passées laissent penser que l'évolution structurelle a traditionnellement limité la production. Ceci est dû au mouvement de fuite de la main-d'œuvre et aux performances insuffisantes du secteur agricole par rapport à un secteur des services surdimensionné à productivité faible. Le problème se trouve empiré par le manque de stratégies d'industrialisation efficaces, qui a empêché les économies africaines de se diversifier vers des biens à productivité plus élevée. Le maintien et le développement du processus de relance actuel visant à renforcer les revenus et à réduire la pauvreté dans les pays africains nécessiteraient des stratégies novatrices destinées à revitaliser la croissance agricole.

De telles stratégies devraient consolider les progrès réalisés par le PDDAA. Elles comprendraient une nouvelle approche du développement rural, avec des synergies plus profondes entre la mise à disposition de services sociaux et les investissements destinés à renforcer la productivité, le tout dans le but de maximiser l'impact des dépenses publiques sur la productivité de la main-d'œuvre dans les zones rurales. Une nouvelle approche des politiques d'industrialisation est

également indispensable si l'on veut promouvoir la transition des économies africaines vers des produits à valeur plus élevée. En plus des domaines prioritaires conventionnels, tels que l'amélioration des politiques macroéconomiques et l'investissement dans les infrastructures, des politiques de technologie et d'innovation sont nécessaires pour soutenir la croissance des entreprises dans le secteur industriel, tant formel qu'informel.⁷³

Binswanger-Mkhize, McCalla et Patel font état de signes encourageants pour le développement agricole africain en dépit de l'absence de transformation structurelle à ce jour. Parmi ces signes encourageants, citons la relance récente de la croissance économique, la fin du déclin circulaire des prix agricoles, la demande alimentaire en augmentation au niveau national et régional et la diminution des engagements agricoles de la part des gouvernements africains. Les auteurs recommandent que les pays saisissent cette occasion pour soutenir la croissance économique à travers des politiques macroéconomiques solides, la suppression des facteurs décourageant le secteur agricole, le renforcement des investissements dans les technologies agricoles et l'amélioration des institutions agricoles et des services en faveur des agriculteurs. L'importance de l'alignement de ces stratégies sur l'actuel agenda de mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine est mise en avant.⁷⁴

L'appropriation et le leadership du NEPAD et du PDDAA par les Africains ont joué un rôle clé dans l'intégration complète de l'agriculture dans les programmes de développement nationaux et régionaux.⁷⁵ Malheureusement, les récents examens des dépenses semblent indiquer que, dans la majorité des pays, le soutien budgétaire apporté à l'agriculture ne répond pas aux objectifs définis par le PDDAA. Seuls le Burkina Faso, le Malawi, le Mali, le Niger et le Sénégal ont dépassé l'objectif de 10 % en 2007, alors qu'une grande majorité de pays prévoient toujours un budget agricole oscillant entre 5 et 10 % (Fan, Omilola et Lambert 2009). Plusieurs questions, notamment liées à la participation faible des parties prenantes au processus du PDDAA ou encore à la faible disponibilité et qualité des données, ont exacerbé encore davantage la difficulté d'atteindre ces objectifs (Morton 2010).

Néanmoins, le **PDDAA a remis le développement agricole à l'honneur à travers un processus d'appropriation africaine**. Par conséquent, d'autres efforts complémentaires ont été consentis afin de renforcer la contribution des sciences, des technologies et de l'innovation agricoles au développement agricole de la région. Ces efforts sont notamment cristallisés dans le Cadre pour la productivité agricole africaine de 2006 (FAAP), qui fournit une feuille de route pour l'amélioration de la productivité agricole en favorisant et en accélérant l'innovation. Le FAAP correspond au pilier IV du PDDAA, qui établit une stratégie

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

pour la revitalisation, l'expansion et la réforme des capacités de R&D agricole de l'Afrique, en s'éloignant d'une approche globale technologique pour se tourner vers une approche de système

d'innovation plus intégrée impliquant activement les parties prenantes publiques, privées et de la société civile (FARA 2006). Surtout, le FAAP a encouragé les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux à adopter

une approche plus coordonnée de financement des programmes agricoles, à répondre aux priorités des parties prenantes et à harmoniser les activités au niveau des pays, des programmes et des projets.

Glossary

Accès à l'alimentation

Capacité d'un ménage à acquérir régulièrement des quantités adéquates de nourriture en alliant production, achats, troc, emprunt, assistance alimentaire ou cadeaux.

Chaîne d'approvisionnement alimentaire (CAA)

La chaîne d'approvisionnement alimentaire (CAA) est un « réseau d'entreprises alimentaires à travers lequel des produits alimentaires passent de la production à la consommation, y compris les activités de pré-production et de post-consommation. Généralement, les liens de la CAA sont les suivants : Intrants producteur distributeur vendeur en gros détaillant consommateur.¹⁶⁰ Les chaînes d'approvisionnement alimentaire relient trois grands secteurs de l'économie : l'agriculture, la transformation alimentaire et la distribution

Consommation alimentaire

Nourriture pouvant être consommée par les humains selon l'estimation des bilans alimentaires de la FAO. Toutefois, la consommation alimentaire réelle peut être inférieure à la quantité de nourriture considérée comme disponible selon l'ampleur du gaspillage et de la perte d'aliments au sein du ménage. Il s'agit notamment de l'entreposage, de la préparation et de la cuisine, des restes ou de la nourriture donnée aux animaux domestiques, ou encore jetée ou distribuée.

Disponibilité de nourriture

Quantité de nourriture dans un pays ou une zone donnée sous toutes

ses formes: production nationale, importation, réserves alimentaires et aide alimentaire.

Économie informelle

L'économie informelle concerne toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques non couverts, en droit ou en pratique, ou insuffisamment couverts par des accords formels.

Leurs activités ne sont pas prévues par la loi, ce qui signifie qu'ils opèrent hors du cadre formel de la loi. Leurs activités peuvent également ne pas être couvertes en pratique, la loi ne s'appliquant pas même s'ils évoluent dans le cadre formel de la loi. Enfin, la loi peut être dissuasive si elle est inadaptée, contraignante ou source de coûts excessifs.

Emploi

Toutes les personnes ayant atteint un âge donné qui, durant une période brève déterminée, un jour ou une semaine, appartiennent aux catégories suivantes : emploi rémunéré ou emploi indépendant

Gaspillage alimentaire (GA)

Aux stades suivants de la CAA, le terme « gaspillage alimentaire » concerne des comportements en général. Il résulte de la perte d'aliments potentiellement récupérables pour la consommation humaine et peut être divisé en deux catégories : évitable (aliments comestibles ou comestibles avant d'être gâchés/endommagés) et inévitable (déchets alimentaires non comestibles comme les épluchures de légumes, les os,

etc.). Une définition plus claire du gaspillage alimentaire est « le rejet délibéré d'aliments propres à la consommation ».

Indice des prix alimentaires de la FAO

L'indice des prix alimentaires de la FAO mesure l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits.

Insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire résulte de la sous-alimentation de la population du fait de l'indisponibilité physique de nourriture, de l'absence d'accès social ou économique à une nourriture adaptée et/ou d'une utilisation inadéquate de la nourriture. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont celles dont la consommation alimentaire est inférieure à l'apport calorique (énergétique) minimal, ainsi que celles présentant des symptômes physiques de déficiences énergétiques et nutritionnelles dues à un régime alimentaire inadéquat ou déséquilibré ou encore à l'incapacité du corps à utiliser la nourriture efficacement à cause d'une infection ou d'une maladie.

Investissement étranger direct

L'investissement étranger établit un intérêt durable ou contrôle de la gestion efficace d'une entreprise. Il peut prévoir l'achat de parts d'une entreprise dans un autre pays, le réinvestissement des bénéficiaires d'une entreprise étrangère dans le pays où elle est située et l'extension des prêts d'entreprises parentes à leurs branches étrangères. Les

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

orientations du Fonds monétaire international (FMI) envisagent l'investissement étranger direct comme comprenant 10 % au moins des actions de l'entreprise.

Marché du travail

Espace où les emplois et les travailleurs se rencontrent ou où la main-d'œuvre est échangée contre salaire ou paiement de tout type, où la main-d'œuvre constitue l'approvisionnement en travailleurs vers ce marché. Strictement parlant, le marché du travail est le contexte dans lequel la main-d'œuvre est constituée, la mer où elle nage, en d'autres termes. Mais la main-d'œuvre est nécessairement déterminée par les tendances sur le marché du travail (telles que la mondialisation et l'informatisation du travail).

Le marché du travail et ses institutions ne sont pas neutres mais reflètent les relations de pouvoir dans l'économie et la société au sens large. L'évolution sur le marché du travail est donc influencée par le genre et produit des changements dans la structure de genre de la main-d'œuvre, par exemple en termes de ségrégation dans l'emploi, de participation relative des hommes et des femmes dans l'emploi, etc.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Série de huit objectifs internationaux de développement pour 2015, adoptés par la communauté internationale lors de la déclaration du Millénaire des Nations unies de septembre 2000 et intégrés par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE.

Pays à faibles revenus

Pays du groupe à faibles revenus selon les groupes de revenus.

Pays les moins développés (PMD)

Pays soumis à des entraves particulièrement sévères au développement de long terme. La liste des pays les moins développés est à présent établie selon deux principaux critères: la diversité économique et la qualité de vie.

Pertes alimentaires (PA)

Le terme « perte alimentaire » peut être défini comme toute réduction de la nourriture disponible à la consommation humaine sur la chaîne alimentaire du moment de la récolte à celui de la consommation.¹⁵⁶ Il s'agit d'une conséquence des PPR qui représente une part comestible de l'alimentation disponible à la consommation au niveau de la vente ou de la consommation mais non consommée pour une raison quelconque.¹⁵⁷ C'est la diminution de la quantité ou de la qualité de nourriture qui la rend impropre à la consommation humaine.¹⁵⁸ Notons que tous les aliments perdus ne sont pas propres à la consommation¹⁵⁹, notamment les peaux de banane ou pelures de légumes.

PIB – produit intérieur brut

Le PIB est le produit intérieur brut. Pour une région, le PIB est la valeur du marché de tous les biens et services produits par le travail et la propriété dans la région, généralement un pays. Il est égal au PNB moins le flux net de revenus du travail et de la propriété de l'étranger.

PNB par tête

Le produit national brut d'un pays est réparti selon sa population. Il montre le revenu de chaque personne si le PNB était réparti de manière équitable. On l'appelle également revenu par tête. Le PNB par tête est une mesure utile de la productivité économique mais à lui seul il n'évalue pas le bien-être des gens ni le succès d'un pays dans le développement. Il ne montre pas le niveau d'égalité de la répartition des revenus du pays entre ses citoyens. Il ne reflète pas les dégâts des processus de production sur les ressources naturelles et l'environnement. Il ne tient pas compte du travail non rémunéré au sein des ménages ou des communautés ou de la production dans l'économie informelle. Il attribue de la valeur à tout ce qui est produit, que cela nuise ou contribue au bien-être général (par exemple, les médicaments et les armes chimiques). Et il ne tient pas compte de la valeur de facteurs de bien-être tels que les loisirs ou la liberté.

Pouvoir d'achat

Quantités de biens et de services pouvant être achetées pour une somme d'argent donnée. Il dépend des revenus et des prix.

Prix

Somme d'argent nécessaire à l'échange d'un bien ou d'un service. Les prix sont une source importante d'information sur le marché et influencent les décisions de ses acteurs.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Il existe différents types de prix:

Prix à la production: prix qu'un agriculteur reçoit pour un produit sur l'exploitation agricole, à l'exclusion des coûts de transport ou d'autres services de commercialisation.

Prix de gros: prix d'un bien acheté à un vendeur en gros. Ces vendeurs achètent de grandes quantités de biens et les revendent aux détaillants. Les prix de gros sont supérieurs aux prix à la production car ils sont majorés de la marge de commercialisation.

Prix au détail: prix d'un bien acheté à un détaillant par un consommateur. Les prix au détail sont supérieurs aux prix de gros car ils sont majorés de la marge de commercialisation.

Prix paritaire à l'importation: prix payé pour un bien importé à la frontière, n'incluant pas les coûts de transaction au sein du pays importateur. Prix paritaire à l'exportation: prix payé pour un bien exporté à la frontière, incluant les coûts de transaction. Coûts générés pas le pays exportateur.

Produit

Bien tangible ayant de la valeur et pouvant être échangé.

Produit national brut (PNB)

Valeur de l'ensemble des biens et des services finaux produits dans un pays en une année (produit intérieur brut) majorée des revenus reçus des habitants de l'étranger, moins les revenus des non-résidents. Le PNB peut être nettement inférieur au PIB si les revenus de la production d'un pays reviennent principalement à des individus et des entreprises étrangers. Mais si les individus et les entreprises d'un pays détiennent de vastes quantités d'actions et d'obligations d'entreprises et de gouvernements d'autres pays et en tirent des revenus importants, le PNB peut être supérieur au PIB.

Sécurité alimentaire

Situation où l'ensemble de la population ne souffre plus de la faim à aucun moment. Elle doit regrouper quatre aspects: (1) la disponibilité; (2) l'accès; (3) l'utilisation; et (4) la stabilité.

Stratégies de réduction de la pauvreté

Les stratégies de réduction de la pauvreté sont préparées par les gouvernements des pays en développement en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que les partenaires de la société civile et de développement. Ces documents décrivent les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux du pays afin de promouvoir la croissance et de réduire la pauvreté, ainsi que les besoins de financement extérieur associés et les principales sources de financement.

Système agricole

Systèmes agricoles individuels présentant des bases de ressources, des modèles entrepreneuriaux, des subsistances domestiques et des contraintes largement similaires, et pour lesquels des stratégies de développement et des interventions similaires doivent s'appliquer. Selon l'ampleur de l'analyse, un système agricole peut englober plusieurs dizaines ou millions de ménages.

Acronyms

AAFT	Fondation Africaine pour les Technologies Agricoles
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
APD	Aide publique au développement
APES	Accord de partenariat économique
ASARECA	Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa
ASS	Afrique sub-saharienne
BAD	Banque africaine de développement.
BM	Banque mondiale
CAD	Comité d'aide au développement (OECD)
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CEA	Commission économique de l'ONU pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Commission de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CER	Communautés économiques régionales
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIDA	Canadian International Development Agency
CILSS	Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CMAOC	Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe
CORAF	Conseil ouest et centre Africain pour la recherche et le développement agricole
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
EAAPP	Eastern Africa Agricultural Productivity Program
EAFF	East African Farmers' Federation
EBA	Everything but Arms

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

TSA	Initiative «Tout sauf les armes »
EIARD	European Initiative for Agricultural Research for Development
EISTAD	Evaluation Internationale des Sciences et Technologies Agricoles au service du Développement
FAAP	Framework for African Agricultural Productivity
FARA	Forum for Agricultural Research in Africa Forum pour la recherché agricole en Afrique
FED	Fond européen du développement
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FMRA	Forum mondial de la recherche agricole
FNS/SAN	Food and Nutrition Security Sécurité alimentaire et nutritionnelle
FTF	Feed the Future initiative
IDE	Investissement direct étranger
IFC	International Finance Corporation
IFPRI	Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires
IITA	International Institute for Tropical Agriculture
IMF	Institution de microfinancement
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NMTIP	National Medium-Term Investment Programmes
OCB	Organisation communautaire de base
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCS	Organisations de la société civile
OGM	organisme génétiquement modifié
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondial du commerce

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations unies
ONUAA	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies
OSC	Organisations de la société civile
PAEPARD	Plateforme pour les partenariats Africains et Européens dans le domaine de la recherche et du développement agronomique
PAFO	Organisation Panafricaine des Agriculteurs
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PFR	Pays à faibles revenus
PIB	Produit intérieur brut
PMASA	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
PMD	Pays moins développés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé
PRM	Pays à revenus moyens
PROPAC	Regional Platform for Small Farmer Organisations of Central Africa Plateforme Régionale des Organisations de Producteurs de l'Afrique Centrale
R&D	Recherche et développement
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SACAU	Southern African Confederation of Agricultural Unions
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

TIC	Technologies de l'information et de la communication
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMAGRI	Union Magrebine des Agriculteurs / Farmers Union of the Maghreb
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Resources

AATF

AATF (African Agricultural Technology Foundation). 2010. A Study on the Relevance of Chinese Agricultural Technologies to Smallholder Farmers in Africa. Nairobi, Kenya: African Agricultural Technology Foundation.
<http://aatf-africa.org/userfiles/AATF-Chinese-technologies-report.pdf>

Action Aid

ActionAid 2013. Fair Shares: is CAADP working? ActionAid report
http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/fair_shares_caadp_report.pdf

Tibbett, S. 2011. 'CAADP. A Toolkit for Civil Society Organization, Engagement and Advocacy'. Johannesburg: ActionAid International.
http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/caadp_toolkit_to_print.pdf

African Development Bank

Barka, H.B. 2011. Brazil's Economic Engagement with Africa. Africa Economic Brief. The African Development Bank Group.
http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Brazil%27s_Economic_Engagement_with_Africa_rev.pdf

Binswanger-Mkhize, Hans & Alex F. McCalla, 2008, 'The Changing Context and Prospects for Agricultural and Rural Development in Africa', Background Paper, AfDB-IFAD Joint Evaluation of ARD in Africa. Tunis: African Development Bank & Rome: International Fund for Agricultural Development

<http://www.ifad.org/evaluation/jointevaluation/docs/annex1.pdf>

AfDB- IFAD, 2010. Towards purposeful partnerships in African agriculture: A joint evaluation of the agriculture and rural development policies and operations in Africa of the African Development Bank and the International Fund for Agricultural Development
<http://www.ifad.org/evaluation/jointevaluation/docs/africa/africa.pdf>

African Development Bank, 2013. 'Africa Economic and Financial Brief'
<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Market%20Brief%20-%20Africa%20Economic%20Financial%20Brief%2020-24%20May%202013.pdf>

African Economic Research Consortium

Gollin, D. 2009. Agriculture as an Engine of Growth and Poverty Reduction. Commissioned paper for the African Economic Research Consortium, Project on Understanding Links Between Growth and Poverty Reduction in Africa. Nairobi, Kenya: African Economic Research Consortium.

Center For Global Development

Elliot, K., and E. Collins (2012). 'Assessing Quality of Aid for Agriculture'. Policy Paper 010, 2012/08. Washington, DC: Center for Global Development.

Timmer, P. 2009. A World without Agriculture: The Structural Transformation Process in Historical Perspective. Washington, DC:

American Enterprise Institute Press. Also available as Timmer, T., and S. Akkus. 2008. The Structural Transformation as Pathway from Poverty: Analytics, Empirics, and Politics. Working Paper No. 150. Washington, DC: Center for Global Development.

CTA

Briefing de Bruxelles No. 30, CTA. Résilience agricole face aux crises et aux chocs.
http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2013/03/final-cta-reader-30_agricultural-resilience-fre-rev1.pdf

Briefing de Bruxelles No. 28, CTA. Pertes et gaspillage dans la chaîne alimentaire.
<http://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2012/07/reader-br-28-addressing-food-waste-in-times-of-crisis-fre.pdf>

Briefing de Bruxelles No. 25, CTA. La volatilité des prix alimentaires.
<http://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2012/10/reader-br-25-food-price-volatility-fre.pdf>

Briefing de Bruxelles No. 24, CTA. Leviers de la transformation rurale en Afrique.
<http://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2012/10/br-24-reader-br-24-rural-transformation-in-africa-fre.pdf>

Briefing de Bruxelles No. 23, CTA. La sécurité nutritionnelle dans les pays ACP: le rôle central de l'agriculture
http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2011/09/br_23_reader_fr.pdf

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Briefing de Bruxelles No. 21, CTA. Géopolitique de l'Alimentation. <http://briefingsbruxelles.files.wordpress.com/2011/02/r15fr.pdf>

ECDPM

Roquefeuil, Q. de. 2013. The CAADP and emerging economies: The case of Ghana and Brazil. (ECDPM Discussion Paper 146). [http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/62DBA2A17D0C7112C1257B9800301BA1/\\$FILE/DP146ECDPM%20study_CAADP%20Ghana%20and%20Brazil.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/62DBA2A17D0C7112C1257B9800301BA1/$FILE/DP146ECDPM%20study_CAADP%20Ghana%20and%20Brazil.pdf)

Lui D., Rosengreen A. and de Roquefeuil Q. 2013. Emerging Economies and the Changing Dynamics in African Agriculture: what role for CAADP? ECDPM no. 145 Discussion paper. [http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B6CEBF334AF699AFC1257B91002C9563/\\$FILE/DP%20145%20Emerging%20Economies%20and%20the%20Changing%20Dynamics.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B6CEBF334AF699AFC1257B91002C9563/$FILE/DP%20145%20Emerging%20Economies%20and%20the%20Changing%20Dynamics.pdf)

Rosengren, A. 2013. The CAADP and emerging economies: The case of Tanzania. (ECDPM Discussion Paper 147). [http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/09CCB2DFD994AF61C1257BA20026F954/\\$FILE/DP%20147%20CAADP%20and%20Emerging%20econ%20Tanzania.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/09CCB2DFD994AF61C1257BA20026F954/$FILE/DP%20147%20CAADP%20and%20Emerging%20econ%20Tanzania.pdf)

Afun-Odigian, D. 2012. Taking stock of CAADP in West Africa: state of play and challenges ahead for the region. GREAT Insights, Volume 1, Issue 2. March-April 2012

http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Content.nsf/7732def81ddd7a7ac1256c240034fe65/15199b121100a24cc12579d1003fbf99?OpenDocument

Rampa, F., J. van Seters and D. Afun-Ogidan. 2012. Regional approaches to food security in Africa: The CAADP and other relevant policies and programmes in SADC (ECDPM Discussion Paper 128b). [http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/9C6033B64C526EB2C1257A3700564AB3/\\$FILE/DP128b%20final%2023-04.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/9C6033B64C526EB2C1257A3700564AB3/$FILE/DP128b%20final%2023-04.pdf)

Seters, J. van, D. Afun-Ogidan, and F. Rampa. 2012. Regional approaches to food security in Africa: The CAADP and other relevant policies and programmes in ECOWAS (Discussion Paper 128d). Maastricht: ECDPM. [http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/D8D56321D5797162C1257A2400616D89/\\$FILE/DP128d%20final%2023-04.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/D8D56321D5797162C1257A2400616D89/$FILE/DP128d%20final%2023-04.pdf)

EIARD

Morton, J. 2010. European Initiative for Agricultural Research for Development (EIARD). Analysis of donor support to CAADP Pillar 4 -Phase 1.Brussels: European Initiative on Agricultural Research for Development.

FAO

FAO, 2013. 'Perspectives de récolte et situation alimentaire' <http://www.fao.org/3/a-al998f.pdf>

FAO, 2012 'Why Africa has become a net food importer' http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/PUBLICATIONS/Books/AFRICA_STUDY_BOOK_REVISIED_low_res.pdf

FAOSTAT. 2011. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=291&lang=fr>

FAO. 2011. Climate-smart agriculture: managing ecosystems for sustainable livelihoods. <http://www.fao.org/docrep/015/an177e/an177e00.pdf>

Collier, P., and S. Dearcon. 2011. "African Agriculture in 50 Years: Smallholders in a Rapidly Changing World?" Paper prepared for the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) Expert Meeting on How to Feed the World in 2050, Rome, June 24–26, 2009.

FAO-OECD with contributions from IFAD, IMF, UNCTAD, WFP, World Bank, WTO, IFPRI, and UN HLTF. 2011. Price Volatility in Food and Agricultural Markets: Policy Responses: A Policy Report. <http://www.oecd.org/trade/agricultural-trade/48152638.pdf>

Collier P. and S. Dercon. 2009. African agriculture in 50 years: Smallholders in a rapidly changing world? FAO Expert meeting on how to feed the world in 2050. Food and Agriculture Organization of the United Nations Economic and Social Development Department.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak983e/ak983e00.pdf>

FAO, 2011. State of Food Insecurity, Rome.

<http://www.fao.org/docrep/014/i2330e/i2331e00.pdf>

Brown, M. 2009. 'Rapid Assessment of Aid Flows for Agricultural Development in Sub-Saharan Africa'. FAO Investment Centre Division Discussion Paper 2009/09. Rome: Food and Agriculture Organization of the UN.

FAO, 2001 'Farming systems and poverty. Improving farmers' livelihood in a changing world'

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/004/ac349e/ac349e00.pdf>

FARA

FARA (Forum for Agricultural Research in Africa). 2006.

Framework for African Agricultural Productivity. Accra, Ghana.

http://www.fara-africa.org/media/uploads/File/FARA%20Publications/FAAP_English.pdf

Lynam, J., Beintema, N., and Annor-Frempong, I. 2012. Agricultural Research and Development:

Investing in Africa's Future: Analyzing Trends, Challenges, and Opportunities, ASTI, FARA

<http://www.asti.cgiar.org/pdf/ASTI-FARA-Conference-Synthesis.pdf>

Future Agricultures Consortium

Poulton, 2012 'The State and performance of African Agriculture and the Impact of structural change.' Working Paper, Future Agricultures Consortium.

http://r4d.dfid.gov.uk/pdf/outputs/Futureagriculture/FAC_Working_Paper_069.pdf

Wellard, Kate and Hughes, David, 2011. Policy into Use: Accelerating Agricultural Growth through CAADP. CAADP Policy Brief, Future Agricultures Consortium.

http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/Futureagriculture/CAADP_Policy_Brief_Overview_english.pdf

FAC, 2009, Fertiliser Subsidies: Lessons from Malawi for Kenya, Briefing Paper, February 2009, Brighton UK: Future Agricultures Consortium

http://r4d.dfid.gov.uk/PDF/Outputs/futureagriculture/FAC_Policy_Brief_No26.pdf

FAC, 2008, The Malawi Fertiliser Subsidy Programme: politics and pragmatism, Briefing Paper by Blessings Chinsinga, February 2008, Brighton UK: Future Agricultures Consortium.

http://www.future-agricultures.org/pdf%20files/Briefing_Malawi_Fertiliser.pdf

GFAR

Lele, U., J. Pretty, E. Terry, and E. Trigo. 2010. Transforming Agricultural Research for Development. Report for the Global Forum for Agricultural Research (GFAR) Global Conference on Agricultural Research (GCARD) 2010, Montpellier, March 28–31, 2010.

http://www.fao.org/docs/eims/upload/282426/GAT_Report_GCARD_2010_complete.pdf

IFAD

IFAD, AfDB 2010 'Towards purposeful partnerships in African agriculture'

<http://www.ifad.org/evaluation/jointevaluation/docs/africa/africa.pdf>

IFPRI

IFPRI. 2011. R&D agricole en Afrique dans le nouveau millénaire : Des progrès pour les uns, des défis pour d'autres. Washington, DC.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr24fr.pdf>

IFPRI, 2011, Increasing Agricultural Productivity & Enhancing Food Security in Africa New Challenges & Opportunities

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc71.pdf>

IFPRI, 2010 'Innovations en matière de services financiers ruraux et agricoles'. Focus 18, Brief 4

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/focus18fr.pdf>

Beintema, N. and Stads, G. 2013. Global Food Policy Report: Is Africa Investing Enough? IFPRI

http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/gfpr2013_ch05.pdf

Badiane, O., S. Odjo, and J. Ulimwengu. 2011. Emerging Policies and Partnership under the CAADP Agenda: Implications for Long Term Growth, Food Security, and Poverty Reduction. IFPRI Discussion Paper. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp01145.pdf>

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

- Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Stanford Symposium Series on Global Food Policy and Food Security in the 21st Century. Stanford, CA: Freeman Spogli Institute for International Studies. http://woods.stanford.edu/sites/default/files/files/Stanford-Synthesis-Volume-on-Global-Food-Policy-and-Food-Security-in-the-21st-Century_0.pdf
- Badiane, O. and J. Ulimwengu. 2009. The growth-poverty convergence agenda: optimizing social expenditures to maximize their impact on agricultural labor productivity, growth, and poverty reduction in Africa. IFPRI Discussion Paper No. 906. Washington D.C.: IFPRI. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00906.pdf>
- Badiane, O. 2008. Maintenir et accélérer la reprise de la croissance agricole de l'Afrique. IFPRI Politiques alimentaires en perspective no 9 . Washington D.C.: IFPRI. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp009fr.pdf>
- Barrett C., M. Carter and P. Timmer (2010), "A century-long perspective on agricultural development", American Journal of Agricultural Economics, Vol. 92, No. 2, OUP, Oxford, July. http://agecon.ucdavis.edu/people/faculty/michael-carter/docs/ajae_cent.pdf
- Beintema, N. M., and G. J. Stads. 2006. Agricultural R&D in Sub-Saharan Africa: An Era of Stagnation. ASTI Background Paper. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- Binswanger-Mkhize, H. P., and A. F. McCalla. 2009a. The Changing Context and Prospects for agricultural and Rural Development in Africa. Rome and Tunis: International Fund for Agricultural Development and African Development Bank. <http://www.asti.cgiar.org/pdf/conference/Theme1/Binswanger.pdf>
- Diao Xinshen, James Thurlow, Samuel Benin, and Shenggen Fan. 2012. Strategies and priorities for African agriculture : economy wide perspectives from country studies. IFPRI <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc73.pdf>
- Diao, X., P. Hazell, D. Resnick, and J. Thurlow. 2007. The Role of Agriculture in Development: Implications for Sub-Saharan Africa. Research Report 153. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/abstract/153/rr153.pdf>
- Diao, X., and P. Hazell. 2004. Exploring Market Opportunities for African Smallholders. 2020 Africa Conference Brief 6. Washington, DC: International Food Policy Research Institute. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/ib/ib22.pdf>
- Eicher, C.K. 2003. 'Flashback: Fifty Years of Donor Aid to African Agriculture'. Paper presented at: International Policy Conference on 'Successes in African Agriculture: Building for the Future', Pretoria: South Africa. <http://www.ifpri.org/events/conferences/2003/120103/papers/paper16.pdf>
- Fan, S. 2011. Smallholder Farming and Food Security in Africa: Opportunities and Challenges. Presentation to the Collaborative Masters Program in Agricultural and Applied Economics (CMAAE), Kampala, Uganda, Fan, S., B. Omilola, and M. Lambert. 2009. Public Spending for Agriculture in Africa: Trends and Composition. ReSAKSS Working Paper No. 28. Washington, DC: Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System, IFPRI. <http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/public-expenditure-tracking-in-africa-trends-and-c-42375.pdf>
- Gabre-Madhin, Eleni Z. & Steven Haggblade, 2001, Successes in African agriculture: results of an expert survey, International Food Policy Research Institute, Washington DC. http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/syn04_survey.pdf
- Haggblade S., P. B. R. Hazell. 2010. Successes in african agriculture. Lessons for the Future. IFPRI issue brief 63. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ib63.pdf>
- Haggblade, Steven Peter Hazell, Ingrid Kirsten and Richard Mkandawire, 2003, 'African Agriculture: Past Performance, Future Imperatives', Conference Paper No.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

2, presented at the InWEnt, IFPRI, NEPAD, CTA conference, "Successes in African Agriculture", Pretoria, December 1-3, 2003.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/events/conferences/2003/120103/papers/paper2.pdf>

Hans P. Binswanger-Mkhize, Derek Byerlee, Alex McCalla, Michael Morris, and John Staatz. 2011. The Growing Opportunities for African Agricultural Development. ASTI/IFPRI – FARA Conference. IFPRI

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/binswanger.pdf>

Pratt, A. N., and B. Yu. 2008. An Updated Look at the Recovery of Agricultural Productivity in Sub-Saharan Africa. IFPRI Discussion Paper 00787. Washington, DC.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/pubs/pubs/dp/ifpridp00787.pdf>

ReSAKSS. 2011. Agricultural trends and outlook report 2010. Washington, DC: IFPRI.

<http://www.resakss.org/sites/default/files/pdfs/trends-and-spatial-patterns-in-agricultural-produce-53115.pdf>

Timmer P., M. McMillan, O. Badiane, D. Rodrik, H. Binswanger-Mkhize and F. Wouterse. 2012. Patterns of growth and structural transformation in Africa. Trends and lessons for future development strategies. Thematic research note 02, West & Central Africa Office IFPRI

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/wcaotn02.pdf>

Ulimwengu J., T. Badibanga. 2012. The sophistication and diversification of the African Agricultural Sector. A product space approach. IFPRI discussion paper 01156, West & Central Africa Office IFPRI

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp01156.pdf>

Ulimwengu, J., and P. Sanyal. 2011. Using a Spatial Growth Model to Provide Evidence of Agricultural Spillovers between Countries in the NEPAD CAADP Framework. Discussion Paper 1069. Washington, DC: IFPRI.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp01069.pdf>

Von Braun, J., and R. Meinzen-Dick. 2009. Land Grabbing by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities. IFPRI Policy Brief 13. Washington, DC: IFPRI.

<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp013all.pdf>

FOND MONETAIRE INTERNATIONALE

Fond Monétaire Internationale, 2012. Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne Préserver la croissance dans un monde incertain

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2012/afr/sreo1012f.pdf>

NEPAD-CAADP

NEPAD (2003). 'Comprehensive Africa Agriculture Development Programme.' New Partnership for Africa's Development publication 2003/07. Midrand: NEPAD) <http://www.nepad.org/system/files/caadp.pdf>

NEPAD-CAADP. 2010. Accelerating CAADP Country Implementation. http://www.caadp.net/pdf/CAADP_imp_guide_WEB.pdf

Accélérer la mise en oeuvre du PDDAA au niveau pays : Guide des acteurs. 2009.

<http://www.caadp.net/pdf/Guide%20PDDAA%20fina%20Novl.pdf>

Cooksey, Brian, 2013. The Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) and Agricultural Policies in Tanzania: Going with or against the grain? FAC Political Economy of Agricultural Policy in Africa (PEAPA).

FAC CAADP Policy brief. From technology transfer to innovation systems: sustaining a Green Revolution in Africa.

Mwape F. 2009. How are countries measuring up to the Maputo declaration? CAADP Policy briefing. NEPAD

<http://www.nepad-caadp.net/pdf/How%20are%20countries%20measuring%20up%20to%20the%20Maputo%20declaration.pdf>

New Partnership of Africa's Development. 2009. The framework for trade-related infrastructure development and market Access (FIMA). NEPAD.

<http://www.nepad-caadp.net/pdf/CAADP%20Pillar%20II%20FIMA%20Full%20Document.pdf>

NEPAD, 2013, 'African agriculture, transformation and outlook' <http://www.nepad.org/system/files/Agriculture%20in%20Africa.pdf>

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

ODI

Steve Wiggins & Henri Leturque, 2010. Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Discussion paper. <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6265.pdf>

Wiggins, Steve & Sharada Keats, 2009, 'Current state of food security in Africa and the Africa-EU partnership on the Millennium Development Goals', Paper for Second Joint Experts Group Meeting, Africa-EU MDGs Partnership, 24 March 2009, Pretoria. London: Future Agricultures Consortium & ODI, London http://www.fanrpan.org/documents/d00953/UA-UE_MDG_partnership-Food_Security_Paper.pdf

Steve Wiggins and Priya Deshingkar, 2007. Rural Employment and migration: In search of decent work, ODI Briefing paper 27. <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6.pdf>

OECD

OCDE-FAO). 2011. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2011-2020.. <http://www.oecd.org/site/oecd-faoagriculturaloutlook/48202145.pdf>

OCDE-FAO. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2013. OCDE. 2013 http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/agriculture-and-food/perspectives-agricoles-de-l-ocde-et-de-la-fao-2013_agr_outlook-2013-fr#page1

UK Food Group

UK Food Group. 2008. More Aid for African Agriculture. Policy implications for Small scale Farmers. London: UK Food Group. http://www.ukfg.org.uk/docs/More_Aid_for_African_Agriculture_MAIN_REPORT.pdf

ORGANISATION NATIONS UNIES

Sundaram J. K., O. Schwank and R. von Arnim. 2011. Globalization and development in sub-Saharan Africa. United Nations Department of Economic and Social Affairs UN/DESA Working Paper no. 102. http://www.un.org/esa/desa/papers/2011/wp102_2011.pdf

Umbadda S. and Elgizouli I. Foreign aid and sustainable agriculture in Africa. WIDER Working Paper No. 2013/081. UNU-WIDER. 2013 http://www.wider.unu.edu/publications/working-papers/2013/en_GB/wp2013-081/_files/90326512479371275/default/WP2013-081.pdf

CNUCED, 2013. 'Le développement économique en Afrique: Commerce Intra-Africain: Libérer le Dynamisme du Secteur Privé Rapport 2013 http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2013_fr.pdf

UN Office of the Special Advisor on Africa. 2010. 'Aid to Africa 2010'. Policy Brief 1, October. New York: UN Office of the Special Advisor on Africa http://www.un.org/africa/osaa/reports/2010_Aidbrief.pdf .

CEA (Commission économique pour l'Afrique). 2009. Rapport

économique sur l'Afrique 2009: Développer l'agriculture en Afrique par des chaînes de valeur régionales. http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/era2009_fr_full.pdf

United Nations Department of Economic and Social Affairs (2012). 'Food Security and Nutrition and Sustainable Agriculture'. New York: UN Division for Sustainable Development. <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=258>

PNUD (Programme des Nations unies pour le développement 2012. 'Rapport sur le développement humain en Afrique 2012 : Vers une sécurité alimentaire durable http://www.undp.org/content/dam/undp/documents/hdr_co_documents/fr/rapports/regional/afrique/AfriqueHDR_FR.pdf

ONIUDI. L'agribusiness au secours de la prospérité de l'Afrique. Edité par by Kandeh K. Yumkella, Patrick M. Kormawa, Torben M. Roepstorff, Anthony M. Hawkins. 2011 http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Services/Agro-Industries/Agribusiness/agribusiness_french_e-book.pdf

Organisation Nations Unies. 2013. 'Rapport sur le développement humain - L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2013_french.pdf

PNUD, 2013, Perspectives économiques en Afrique 2013 <http://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/African%20Economic%20Outlook%202013%20En.pdf>

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

LA BANQUE MONDIALE

Byerlee, D., X. Diao, and C. Jackson. 2005. Agriculture, Rural Development and Pro-Poor Growth: Country Experiences in a Post-Reform Era. Agriculture and Rural Development Discussion Paper 21. Washington, DC: World Bank.
http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/PPG_final.pdf

Keyser, J. C. 2006. Definition of Methodology and Presentation of Templates for Value Chain Analysis: Competitive Commercial Agriculture in Africa (CCAA). Washington, DC: World Bank.
http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1215457178567/CCAA_methodology.pdf

Michael Morris, édité par Gunnar Larson. 2011. Le réveil du géant assoupi : Perspectives de l'agriculture commerciale dans les savanes africaines.
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2011/06/20/000386194_20110620032437/Rendered/PDF/490460PUB0French00public00BOX361489B.pdf

Ndulu, B., with L. Chakraborti, L. Lijane, V. Ramachandran, and J. Wolgin. 2007. Challenges of African

Growth: Opportunities, Constraints and Strategic Directions. Washington, DC: World Bank.
http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resources/AFR_Growth_Advance_Edition.pdf

Poulton, C., G. Tyler, P. Hazell, A. Dorward, J. Kydd, and M. Stockbridge. 2008. All-Africa Review of Experiences with Commercial Agriculture: Lessons from Success and Failure.
http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/257994-1215457178567/CCAA_Success_failure.pdf

Staatz, J., and N. N. Dembélé. 2007. Agriculture for Development in Sub-Saharan Africa. Background paper prepared for the World Development Report 2008: Agriculture for Development.
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2007/11/12/000020953_20071112114248/Rendered/PDF/413780AFR0AgriDevelopment01PUBLIC1.pdf

Banque Mondiale, 2014 Capital humain pour l'agriculture SCIENCES, TECHNOLOGIE ET COMPÉTENCES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/03/05/000442464_20140305150726/Rendered/PDF/857130BRI0FREN00Box382147B00PUBLIC0.pdf

World Bank, 2013 'Growing Africa. Unlocking the potential of agribusiness'
<http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/agribusiness-report-2013.pdf>

Banque Mondiale -IFC (Société Financière Internationale). 2011. Doing Business 2011, Agir pour les entrepreneurs. Washington, DC.

<http://francais.doingbusiness.org/-/media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Annual-Reports/Foreign/DB11-FullReport-French.pdf>

World Bank. 2011. RuralStruc Program:
http://www.nepad.org/system/files/RuralStruc%20presentation_Rural%20Futures_Addis-May%2025%202011.pdf

World Bank. 2011. Fact Sheet: The World Bank and Agriculture in Africa.
<http://go.worldbank.org/GUJ8RVMRLO>

Banque Mondiale , 2011, 'L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale'
http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/AFR_Regional_Strategy_3-2-11-FRENCH.pdf

World Bank. 2011. West Africa Agricultural Productivity Program APL (WAAPP-1C).
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/AFR/2013/08/31/090224b081d69895/1_0/Rendered/PDF/Africa000West00Report000Sequene004.pdf

World Bank. 2010. West Africa Agricultural Productivity Program APL (WAAPP-1B).
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/AFR/2011/12/10/0EF67687A778361E85257962005DDCC3/1_0/Rendered/PDF/P1171480ISR0Di010201101323536713508.pdf

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

World Bank. 2010. Growth and Productivity in Agriculture and Agribusiness. Washington, DC:

World Bank.
http://www.thehindu.com/multimedia/archive/00271/Overview__Growth_an_271573a.pdf

Banque Mondiale, 2009b, rapport sur le développement dans le monde 2010. Développement et Changement climatique, Washington DC: World Bank

<http://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/477365-1327504426766/8389626-1327510418796/Overview-French.pdf>

Banque Mondiale. 2009. Infrastructures Africaines Une Transformation Impérative. Washington, D.C.

http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/2012/10/24/000425962_20121024110219/Rendered/PDF/521020PUB0FRENCH0Box371944B00PUBLIC0.pdf

World Development Indicators (WDI). 2009. Washington DC: World Bank.

<http://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-final.pdf>

Banque Mondiale. 2008. 'Rapport sur le développement dans le monde L'Agriculture au service du développement

http://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/477365-1327599046334/8394679-1327614067045/FINAL_WDR-OV-French-text_9.25.07.pdf (Abrégé)

http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf (En)

Banque Mondiale (IEG), 2007, L'appui de la Banque mondiale à l'agriculture en Afrique subsaharienne : une évaluation de l'IEG : L'appui de la Banque à l'agriculture en Afrique

subaharienne : examen de l'IEG
<http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2007/01/10110575/world-bank-assistance-agriculture-sub-saharan-africa-ieg-review-lappui-de-la-banque-lagriculture-en-afrique-subaharienne-examen-de-lieg>

AUTRES RESSOURCES

Perspectives économiques en Afrique 2013

<http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/PDF/Pocket%20Edition%20AEO2013-FR.web.pdf>

AGRA. 2013. Africa Agriculture Status Report. Focus on staple crops.
<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/agrafinalaugust20akim.pdf>

Ariga, Joshua & T.S. Jayne, 2009, Private Sector Responses to Public Investments and Policy Reforms: The Case of Fertilizer and Maize Market Development in Kenya, Revised version 2: September 21, 2009

Aspen Institute. Kuhlmann, K., Sechler, S. and Guinan, J., 2011, Africa's Development Corridors as Pathways to Agricultural Development, Regional Economic Integration and Food Security in Africa.

http://www.aspeninstitute.org/sites/default/files/content/docs/pubs/TransFarmAfrica_DevelopmentCorridors_7%20JulyFINAL.pdf

ASTI (indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles). 2010. La collecte de données ASTI : méthode et procédures.

<http://www.asti.cgiar.org/fr/methode-et-procedures>

Brautigam, D. 2009. The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa. New York: Oxford University Press.

<http://www.american.edu/sis/faculty/upload/Brautigam-Chinese-Aid-in-Africa.pdf>

Coppard, D. (2010). 'Agricultural Development Assistance. A Summary Review of Trends and the Challenges of Monitoring Progress'. San Pedro: One Development Group.

European Parliament, 2013. Opportunity for food security in Africa? The New Alliance for Food Security and Nutrition (NAFSN)
[http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130602/LDM_BRI\(2013\)130602_REV1_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130602/LDM_BRI(2013)130602_REV1_EN.pdf)

Fuglie, K. 2010. "Total Factor Productivity in the Global Agricultural Economy: Evidence from FAO data," in The Shifting Patterns of Agricultural Production and Productivity Worldwide (J.M. Alston, B. Babcock, and P.G. Pardey, eds.). Ames, Iowa: Midwest Agribusiness Trade and Research Information Center.

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

http://www.card.iastate.edu/books/shifting_patterns/pdfs/shifting_patterns_book.pdf

Fuglie, K., and D. Schimmelpfennig. 2010. "Introduction to the Special Issue on Agricultural Productivity Growth: A Closer Look at Large, Developing Countries." *Journal of Productivity Analysis* 33 (2010).

<http://naldc.nal.usda.gov/download/45471/PDF>

IMF (Fond Monétaire Internationale). 2011. PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE Septembre 2011 Croissance au ralenti, risques en hausse. Washington, DC.

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2011/02/pdf/textf.pdf>

Losch, Bruno, 2008, La recherche d'une croissance agricole inclusive au coeur de la transition économique africaine. In *Defis Agricoles Africains*, Ed. Jean-Claude Deveze, Karthala, Paris.

http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=545783

Reij, C.P. & E.M.A. Smaling, 2008, 'Analyzing successes in agriculture and land management in Sub-Saharan Africa: Is macro-level gloom

obscuring positive micro-level change?', *Land Use Policy* 25 (2008)

Sonobe, T. and K. Otsuka. 2011. *Cluster-based industrial development: A comparative study of Asia and Africa*. New York: Palgrave Macmillan.

Spielman David J., Zaidi F. and Flaherty K. 2011. *Changing donor priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa*.

Spielman, D. J., F. Hartwich, and K. von Grebmer. 2010. *Public-private Partnerships and Developing-Country Agriculture: Evidence from the International Agricultural Research System*. *Public Administration and Development* 30 (4): 261-276.

http://www.future-agricultures.org/farmerfirst/files/T2a_Spielman.pdf

Saint-Martin, Gilles, 2009, 'How EU policies could address Africa's food security', *Europe's World*, Spring 2009.

<http://www.europesworld.org/NewEnglish/Home/Article/tabid/191/ArticleType/ArticleView/ArticleID/21359/Default.aspx>

The Montpellier Panel, 2012, *Growth with Resilience: Opportunities in African Agriculture*. London: Agriculture for Impact.

<https://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/Montpellier%20Panel%20Report%202012.pdf>

Timmer, C. Peter. 2009. *A world without agriculture: The structural transformation in historical perspective*. Henry Wendt Lecture. Washington, D.C.: American Enterprise Institute.

Ulimwengu, J. and T. Badibanga. 2011. *Sluggish African economic growth: Is lack of technological jump the cause?* Mimeo.

(2009) Zimmermann et al. "Agricultural Policies in Sub-Saharan Africa. Understanding CAADP and APRM Processes" *Deutsches Institut für Entwicklungspolitik*. http://www.die-gdi.de/CMS-Homepage/openwebcms3.nsf/%28ynDK_contentByKey%29/ANES-7X8J53?Open

Sites Internet

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Commission européenne-EuropeAid
Développent et Coopération-
Développement agricole et rural
http://ec.europa.eu/europeaid/what/rural-development/index_fr.htm

Commission européenne-
Développement agricole et rural
http://ec.europa.eu/agriculture/index_fr.htm

Parlement européenne - Commission
de Développement
<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/deve/home.html>

ORGANISATIONS AFRICAINES ET INTERNATIONALES

Union Africaine
<http://www.au.int/fr/>

Banque Africaine de Développement
<http://www.afdb.org/fr/>

CTA

- <http://www.cta.int/fr>

- <http://bruxellesbriefings.net>

- <http://ictupdate.cta.int/fr/>

- <http://agritrade.cta.int/fr/>

- <http://knowledge.cta.int/fr>

- <http://makingtheconnection.cta.int/fr>

FAO. Division des infrastructures
rurales et des agro-industries
<http://www.fao.org/ag/ags/ags-division/fr/>

FAO-OIT Alimentation, agriculture &
travail décent
http://www.fao-ilo.org/fao-ilo-home/fr/?no_cache=1

FIDA - accès aux marchés (EN)
<http://www.ifad.org/english/market/index.htm>

OIT- Agenda pour le travail décent
<http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/lang-fr/index.htm>

OCDE-FAO. Perspectives agricoles
<http://www.oecd.org/site/oecd-faoagriculturaloutlook/>

FMI (Fond Monétaire Internationale)
<http://www.imf.org/external/french/index.htm>

NEPAD
<http://www.nepad.org/fr>

NEPAD- PDDAA. Programme Détaillé
de Développement de l'Agriculture
Africaine
<http://www.nepad-caadp.net/francais/index.php>

CEA- Commission économique pour
l'Afrique
<http://www.uneca.org/fr>

PNUD -Programme de Nations Unies
pour le développement
<http://www.undp.org/content/undp/fr/home/>

UNESCAP- Commission économique
et sociale pour l'Asie et le Pacifique
(EN)
<http://www.unescap.org/>

UNSCN- Comité permanent de la
nutrition des Nations Unies (EN)
<http://www.unscn.org/>

USAID (EN)
<http://www.usaid.gov/>

Banque Mondiale - Agriculture et
Développement Rural
<http://www.banquemondiale.org/fr/topic/agriculture/overview>

Banque Mondiale - Données
Agriculture et Développement Rural
<http://donnees.banquemondiale.org/theme/agriculture-et-developpement-rural>

ONGS, THINK-TANK ET RESEAUX

AATF (Fondation Africaine pour les
technologies agricoles).
<http://www.aatf-africa.org/fr>

ACTION AID (EN)
<http://www.actionaid.org/>

Action against Hunger (EN)
<http://www.actionagainsthunger.org/>

OXFAM
<http://www.oxfam.org/fr>

ORGANISATIONS DE RECHERCHE

Consortium pour la recherche
économique en Afrique (EN)
<http://www.aercafrica.org/>

Centre du développement mondial (EN)
<http://international.cgdev.org/>

CIRAD
<http://www.cirad.fr/>

CGIAR-Consultative Group on
International Agriculture Research
(EN)
<http://www.cgiar.org>

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

ECDPM (EN)

<http://www.ecdpm.org/>

EIARD

<http://www.eiard.org/>

FARA-Forum pour la recherche agricole en Afrique

<http://fr.fara-africa.org/>

EICSTAD- Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (EN)

<http://www.unep.org/dewa/assessments/ecosystems/iaastd/tabid/105853/default.aspx>

IFPRI- Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

<http://www.ifpri.org/fr>

ODI - Politique Agricole et du Développement (EN)

<http://www.odi.org.uk/programmes/agricultural-development-policy>

Future agricultures (EN)

<http://www.future-agricultures.org/>

GFAR- Forum mondial sur la recherche agricole (EN)

<http://www.egfar.org/>

IITA. L'Institut international d'agriculture tropicale (EN)

<http://www.iita.org/>

AUTRES SITES

ASTI (indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles)

<http://www.asti.cgiar.org/fr>

GAFSP (Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire) (EN)

<http://www.gafspfund.org/>

UK FOOD GROUP (EN)

<http://www.ukfg.org.uk/>

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

Endnotes

- 1 PNUD, 2013, Perspectives économiques en Afrique 2013, numéro spécial : Structural Transformation and Natural Resources <http://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/African%20Economic%20Outlook%202013%20En.pdf>
- 2 IFPRI, 2011, Increasing Agricultural Productivity & Enhancing Food Security in Africa New Challenges & Opportunities <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc71.pdf>
- 3 Peter Timmer et Selvin Akkus, The Structural Transformation as a Pathway out of Poverty: Analytics, Empirics and Politics, Centre for Global Development, document de travail n° 150, juillet 2008
- 4 African agriculture, transformation and outlook. NEPAD, novembre 2013, 72 p. <http://www.nepad.org/system/files/Agriculture%20in%20Africa.pdf>
- 5 FAO, 2011 L'état de l'insécurité alimentaire : <http://www.fao.org/docrep/014/i2330f/i2330f.pdf>
- 6 Colin Poulton, 2013, The State and Performance of African Agriculture and the Impact of Structural Changes. Future Agricultures, document de travail n° 69
- 7 Future Agriculture Consortium, 2011
- 8 Rapport 2013 de la CNUCED, Commerce intra-africain : Libérer le dynamisme du secteur privé http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2013_fr.pdf
- 9 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010.
- 10 Panel de Montpellier. 2012. Growth with Resilience: Opportunities in African Agriculture. Londres : Agriculture for Impact.
- 11 The growing opportunities for African Agricultural Development. Hans P. Binswanger-Mkhize, Derek Byerlee, Alex McCalla, Michael Morris et John Staatz. ASTI. 2011
- 12 Kwadwo Asenso-Okyere et Samson Jemaneh. Increasing Agricultural productivity and enhancing food security in Africa. New Challenges & Opportunities. IFPRI. 2012.
- 13 IFAD, BAD 2010, Towards purposeful partnerships in African agriculture <http://www.ifad.org/evaluation/jointevaluation/docs/africa/africa.pdf>
- 14 FAO, 2011 The role of women in agriculture, ESA, document de travail n° 11-02
- 15 FAO, 2001. Systèmes de production agricole et pauvreté. Améliorer les moyens d'existence des agriculteurs dans un monde en changement.
- 16 Diao Xinshen, James Thurlow, Samuel Benin et Shenggen Fan. 2012. Strategies and priorities for African agriculture: economy wide perspectives from country studies. IFPRI
- 17 Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 2008
- 18 FAO, 2012. Why Africa has become a net food importer
- 19 Ibid.
- 20 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010
- 21 IFPRI, 2011, Increasing Agricultural Productivity & Enhancing Food Security in Africa New Challenges & Opportunities <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/oc71.pdf>
- 22 FAO Stat 2011 <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=339&lang=fr>
- 23 Ibid.
- 24 FAO, 2013. Perspectives de récolte et situation alimentaire
- 25 Cameroun, République centrafricaine (RCA), Tchad, République du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, RDC et São Tomé et Príncipe.
- 26 Ibid.
- 27 Kwadwo Asenso-Okyere et Samson Jemaneh. Increasing Agricultural productivity and enhancing food security in Africa. New Challenges & Opportunities. IFPRI.2012.
- 28 CNUCED. 2013. Le développement économique en Afrique Rapport 2013.
- 29 Kwadwo Asenso-Okyere et Samson Jemaneh. Increasing Agricultural productivity and enhancing food security in Africa. New Challenges & Opportunities. IFPRI.2012.
- 30 Panel de Montpellier, 2012, Growth with Resilience: Opportunities in African Agriculture. Londres : Agriculture for Impact.
- 31 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au XXI^e siècle. Stanford, CA : Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 32 Ibid.
- 33 Ibid.
- 34 Chefs d'État et de gouvernements
- 35 (2009) Zimmermann et al. Agricultural Policies in Sub-Saharan Africa. Understanding CAADP and APRM Processes. Deutsches Institut für Entwicklungspolitik.
- 36 Ibid.
- 37 Ibid.
- 38 Lui D., Rosengreen A. et de Q. Roquefeuil. Emerging Economies and the Changing Dynamics in African Agriculture : what role for CAADP?
- 39 Umbadda S. et Elgizouli I. Foreign aid and sustainable agriculture in Africa. Document de travail n° 2013/081 UNU-WIDER. 2013
- 40 Panel de Montpellier, 2012, Growth with Resilience: Opportunities in African Agriculture. Londres : Agriculture for Impact. <https://workspace.imperial.ac.uk/africanagriculturaldevelopment/Public/Montpellier%20Panel%20Report%202012.pdf>
- 41 Spielman David J., Zaidi F. et Flaherty K. Changing door priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa. 2011
- 42 Spielman David J., Zaidi F. et Flaherty K. Changing donor priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa. 2011
- 43 Banque mondiale 2013 Growing Africa- Unlocking the Potential of Agribusiness <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf>
- 44 Banque mondiale, 2011. L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/AFR_Regional_Strategy_3-2-11-FRENCH.pdf
- 45 NEPAD, 2013. African agriculture, transformation and outlook. <http://www.nepad.org/system/files/Agriculture%20in%20Africa.pdf>
- 46 BAD, IFAD - Towards purposeful partnerships in African agriculture. Une évaluation des activités et politiques en matière de développement rural et d'agriculture en Afrique menée conjointement par la Banque africaine de développement et le Fonds international de développement agricole, avril 2010.
- 47 Banque mondiale, 2011. L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/AFR_Regional_Strategy_3-2-11-FRENCH.pdf
- 48 Rapport 2013 de la CNUCED, Commerce intra-africain : Libérer le dynamisme du secteur privé http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2013_fr.pdf
- 49 Banque mondiale (2013). Growing Africa. Unlocking the potential of agribusiness. <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf>
- 50 Diwan, I., Gaddah, O. et Osire, R. 2013 Looking like an Industry: Supporting Commercial Agriculture in Africa, Harvard University Center for International Development
- 51 Parlement européen, 2013. Opportunity for food security in Africa? The New Alliance for Food Security and Nutrition (NAFSN) [http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130602/LDM_BRI\(2013\)130602_REV1_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/bibliotheque/briefing/2013/130602/LDM_BRI(2013)130602_REV1_EN.pdf)
- 52 Kuhlmann, K., Sechler, S. et Guinan, J., 2011, Africa's Development Corridors as Pathways to Agricultural Development, Regional Economic Integration and Food Security in Africa. Aspen Institute
- 53 Banque mondiale, 2013 Growing Africa- Unlocking the Potential of Agribusiness <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/africa-agribusiness-report-2013.pdf>
- 54 ASTI, FARA 2012 R&D agricole : Investir pour l'avenir de l'Afrique – Tendances, défis et opportunités, Lynam, J., Beintema, N. et Annor-Frempong, I. <http://www.asti.cgiar.org/pdf/ASTI-FARA-Conference-Synthesis-Fr.pdf>
- 55 Banque mondiale, Base de données sur les indicateurs du développement mondial, consultée le 12 décembre 2013, <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.
- 56 Réseau des solutions pour le développement durable, Nations unies (UNSDSN), Solutions for Sustainable Agriculture and Food Systems: Technical Report for the Post-2015 Development Agenda (New York : Nations unies, 2013).

Réaliser la promesse de l'agriculture pour la transformation de l'Afrique

- 57 Pray, C. et Nagarajan, L. IFPRI, 2013. Global Food Policy Report: Is Africa Investing Enough? Nienke Beintema et Gert-Jan Stads http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/gfpr2013_ch05.pdf
- 58 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au XXI^e siècle. Stanford, CA : Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 59 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010
- 60 Ibid.
- 61 African agriculture, transformation and outlook. NEPAD, Novembre 2013, 72 p. <http://www.nepad.org/system/files/Agriculture%20in%20Africa.pdf>
- 62 Banque mondiale, 2011. L'avenir de l'Afrique et le soutien de la Banque mondiale http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/AFR_Regional_Strategy_3-2-11-FRENCH.pdf
- 63 Steve Wiggins & Henri Leturque, Helping Africa to feed itself. Promoting agriculture to address poverty and hunger. A Development Policy Forum (DPF). Document de discussion. 2010
- 64 Umbadda S. et Elgizouli I. Foreign aid and sustainable agriculture in Africa. Document de travail n° 2013/081 UNU-WIDER. 2013
- 65 Banque africaine de développement, 2013 Africa Economic and Financial Brief <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Market%20Brief%20-%20Africa%20Economic%20Financial%20Brief%2020-24%20May%202013.pdf>
- 66 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au XXI^e siècle. Stanford, CA : Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 67 Ibid.
- 68 Ibid.
- 69 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au 21^e siècle. Stanford, CA : Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 70 Ibid.
- 71 Ibid.
- 72 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au XXI^e siècle. Stanford, CA : Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 73 Badiane, O. 2011. Agriculture and Structural Transformation in Africa. Série symposiums de Stanford sur les politiques et la sécurité alimentaires dans le monde au XXI^e siècle. Stanford, CA : Freeman Spogli Institute for International Studies.
- 74 Binswanger-Mkhize, H., A.F. McCalla, et P. Patel. 2010. Structural transformation and African agriculture. Global Journal of Emerging Market Economies 2(2): 113-152.
- 75 Spielman David J., Zaidi F. et FlahertyK. Changing donor priorities and strategies for agricultural R&D in developing countries. Evidence from Africa. 2011



BRUSSELS RURAL DEVELOPMENT BRIEFINGS

A SERIES OF MEETINGS ON ACP-EU DEVELOPMENT ISSUES

Along with our partners in this joint initiative, the European Commission (DG DEVCO), the ACP Secretariat and ACP Group of Ambassadors, CONCORD and various media, we at CTA look forward to welcoming you at our next Brussels Development Briefing.

Never miss the latest daily news on key ACP-EU programmes and events in Brussels related to agriculture and rural development with our Blog brussels.cta.int

For more information Email: brussels.briefings@cta.int Tel: + 32 (0) 2 513 74 36

www.brusselsbriefings.net

